



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens -

24 mars

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 814 741,30\$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 24 avril 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

24 mars

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le onzième cycle de la première année de la présente étude comptait en tout huit groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus) qui ont été menés entre le 5 mars 2024 et le 28 mars 2024.

This publication is also available in English under the title « Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - February 2024 ».

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4E-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9360

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22 :


CP12-4F-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9379

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 24 avril 2024

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	4
Introduction	4
Méthodologie.....	5
Principales constatations	6
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	6
Priorités et performance du gouvernement du Canada (Canadiens de race noire de Toronto, Colombie-Britannique Québec, régions urbaines de l'Alberta, Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, régions urbaines du Manitoba).....	7
Canadiens de race noire (résidant à Toronto).....	8
Assurance médicaments (Canadiens de race de Toronto, Québec, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto).....	9
Logement (Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)	10
Charte des droits des locataires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario).....	11
Prêts hypothécaires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario)	11
Sécurité en ligne (Colombie-Britannique, régions urbaines de l'Alberta)	14
Immigration (Québec, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec).....	15
Travailleurs sans statut (Québec, Ontario, millénariaux de centre de taille moyenne de la Colombie-Britannique, régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique)	17
Budget 2024 (Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec).....	18
Fiscalité (Canada atlantique).....	19
Enjeux intergénérationnels (millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z de la région du Grand Toronto)	20
Sentiment du public (Canadiens de race noire résidant à Toronto).....	21
Tarification du carbone (régions urbaines de l'Ontario, Canada atlantique)	22
Inflation climatique (Canada atlantique)	23
Mise à l'essai de concepts publicitaires pour aliments supplémentés (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba)	23
Résultats détaillés.....	26
Chronologie des annonces en mars 2024	27
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	29



Priorités et performance du gouvernement du Canada (Canadiens de race noire de Toronto, Colombie-Britannique Québec, régions urbaines de l'Alberta, Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z de la région du Grand Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, régions urbaines du Manitoba).....	30
Canadiens de race noire (résidant à Toronto).....	34
Assurance médicaments (Canadiens de race de Toronto, Québec, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z de la région du Grand Toronto)	35
Logement (Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)	39
Charte des droits des locataires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario)	39
Prêts hypothécaires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario)	41
Offre de logements (Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)	44
Sécurité en ligne (Colombie-Britannique, régions urbaines de l'Alberta).....	45
Immigration (Québec, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)	52
Expérience de vie au Canada (immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal)	54
Travailleurs sans statut (Québec, Ontario, millénariaux de centre de taille moyenne de la Colombie-Britannique, régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique).....	55
Budget (Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec).....	56
Fiscalité (Canada atlantique)	58
Enjeux intergénérationnels (millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto)	60
Sentiment du public (Canadiens de race noire résidant à Toronto)	62
Tarifcation du carbone (régions urbaines de l'Ontario, Canada atlantique).....	63
Inflation climatique (Canada atlantique)	65
Mise à l'essai de concepts publicitaires pour aliments supplémentés (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba)	66
Annexes	72
Annexe A - Questionnaires de recrutement	73
Questionnaire de recrutement anglais.....	75



Questionnaire de recrutement français	86
Annexe B – Guides de discussion	96
Guide de discussion anglais	97
Guide de discussion français	122
Annexe C – Concepts publicitaires	151
Concepts publicitaires pour aliments supplémentés de gouvernement du Canada.....	152
Concept 1 (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba)	152
Concept 2 (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal)	153
Concept 3 (Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)	154
Concept 4 (Régions urbaines du Manitoba)	155

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public un peu partout au pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et intelligibles.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 5 mars 2024 et le 28 mars 2024, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

Les travaux de recherche menés dans le cadre du présent cycle portaient en grande partie sur les priorités et les résultats du gouvernement du Canada dans un certain nombre de domaines importants aux yeux des Canadiens. Tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement fédéral et sur leurs points de vue concernant les principales priorités que devrait faire siennes ce dernier dans les années à venir.

Le présent cycle de recherche portait également sur l'étude d'une série d'enjeux liés au régime d'assurance médicaments. Quelques groupes ont participé à des discussions portant sur le logement, et certains participants ont entamé des discussions portant expressément sur l'éventuelle Charte des droits des locataires, les prêts hypothécaires, ainsi que l'offre de logements. Les membres de la classe moyenne de grands centres du Québec ont discuté du prochain budget 2024 du gouvernement fédéral, tandis que ceux de la région du Canada atlantique ont discuté de fiscalité. Un groupe composé de millénariaux issus de centres de moyenne taille de la Colombie-Britannique et un groupe composé de Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto (RGT) ont entamé des discussions portant sur des enjeux intergénérationnels. Les participants d'un certain nombre de groupes ont été invités à faire part de leurs points de vue concernant des concepts publicitaires créés par le gouvernement du Canada pour attirer l'attention sur les risques liés aux aliments supplémentés.



Au nombre des autres thèmes étudiés au cours de ce cycle figuraient la tarification du carbone et l'inflation climatique ainsi qu'un exposé des points de vue de chacun sur l'équité, la diversité et l'inclusion au Canada.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de confiance.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique.
- Certains groupes ont centré leurs discussions sur certaines cohortes de la population, dont les Canadiens de race noire, les millénariaux, les Canadiens de la classe moyenne, les Canadiens de la génération Z ainsi que les candidats à la propriété.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont été tenus dans diverses régions du Canada.
- Six groupes de discussion ont été menés auprès de membres de la population générale résidant en Colombie-Britannique, au Québec, dans des régions urbaines de l'Alberta, en Ontario, dans des régions urbaines du Manitoba, ainsi qu'au Canada atlantique.
- Les six groupes suivants ont été menés avec des sous-groupes clés, à savoir :
 - Canadiens de race noire;
 - Immigrants récents;
 - Millénariaux;
 - Canadiens de la classe moyenne;
 - Canadiens de la génération Z;
 - Candidats à la propriété.
- Les trois groupes de discussion du Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été animés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans tous les lieux, 89 personnes au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Toronto	1	ANGLAIS	Mardi 5 mars	18 h à 20 h	Canadiens de race noire;	8
Colombie-Britannique	2	ANGLAIS	Mercredi 6 mars	21 h à 23 h	Population générale	7
Québec	3	FRANÇAIS	Jeudi 7 mars	18 h à 20 h	Population générale	6
Régions urbaines du Manitoba	4	ANGLAIS	Mardi 12 mars	20 h à 22 h	Population générale	7
Ontario	5	ANGLAIS	Mercredi 13 mars	18 h à 20 h	Population générale	7
Région métropolitaine de Montréal	6	FRANÇAIS	Jeudi 14 mars	18 h à 20 h	Immigrants récents	7
Centres de taille moyenne de la Colombie-Britannique	7	ANGLAIS	Mardi 19 mars	21 h à 23 h	Millénariaux âgés de 28 à 43 ans	8
Grands centres du Québec	8	FRANÇAIS	Mercredi 20 mars	18 h à 20 h	Canadiens de la classe moyenne	7
Région du Grand Toronto	9	ANGLAIS	Jeudi 21 mars	18 h à 20 h	Canadiens de la génération Z âgés de 18 à 27 ans	8
Sud-ouest de l'Ontario	10	ANGLAIS	Mardi 26 mars	18 h à 20 h	Candidats à la propriété	8
Régions urbaines du Manitoba	11	ANGLAIS	Mercredi 27 mars	19 h à 21 h	Population générale	8
Canada atlantique	12	ANGLAIS	Jeudi 28 mars	17 h à 19 h	Population générale	8
Nombre total de participants						89

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, on a demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un grand nombre d'annonces et d'initiatives du gouvernement du Canada ont été rappelées, dont l'annonce de la première phase d'élaboration d'un régime d'assurance médicaments national et universel, l'instauration du Régime canadien de soins dentaires (RCSD), l'augmentation (à compter du 1^{er} avril) de la tarification fédérale de la pollution par le carbone, l'annonce de la création d'une nouvelle Charte des droits des locataires,



l'abandon du programme d'Incitatif à l'achat d'une première propriété ainsi que la décision de la Banque du Canada de maintenir son taux directeur à 5 pour cent. Un certain nombre de participants ont également rappelé les pourparlers en cours concernant les coûts engagés lors du développement et de la mise en œuvre de l'application ArriveCan, ainsi que le refus, par le gouvernement du Canada, d'une demande émanant du gouvernement du Québec qui souhaitait obtenir le contrôle juridictionnel total de l'immigration au sein de la province.

Les participants ont également rappelé certaines activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de celles-ci figuraient la fourniture continue d'une aide humanitaire aux civils en Israël, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, la fourniture continue d'une aide militaire et financière à l'Ukraine pour l'aider dans ses efforts pour se défendre contre l'invasion russe de son territoire, et les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour aider des citoyens canadiens, des résidents permanents et des membres admissibles de leur famille à quitter Haïti à la suite de l'état d'urgence permanent qui y a été décrété.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (Canadiens de race noire de Toronto, Colombie-Britannique Québec, régions urbaines de l'Alberta, Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, régions urbaines du Manitoba)

Les participants de onze groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé un éventail d'opinions à la fois positives et négatives concernant un certain nombre d'enjeux. Parmi ces derniers figuraient les soins de santé, l'immigration, l'éducation ainsi que la réconciliation avec les peuples autochtones.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante. Au nombre de ceux-ci, les prestations et mesures de soutien financières destinées aux Canadiens, la protection et la promotion de la diversité et du multiculturalisme, ainsi que la fourniture d'une aide humanitaire aux personnes impactées par des événements tels que des conflits armés et des catastrophes naturelles dans d'autres parties du monde.

Décrivant les domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait améliorer sa performance, les participants ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant le coût élevé de la vie à l'heure actuelle, le manque de logements abordables dans de nombreuses localités canadiennes et ce qu'ils considéraient comme étant le taux d'imposition élevé actuellement payé par les Canadiens à faible et moyen revenu.



Lorsqu'on leur a demandé quelles devaient être, selon eux, les priorités les plus importantes du gouvernement fédéral, un grand nombre de participants ont réitéré qu'il devait concentrer ses efforts à réduire le coût de la vie, rendre les logements abordables, améliorer le système de soins de santé, réduire le coût de l'enseignement postsecondaire et stabiliser le taux d'immigration. Au nombre des autres priorités mentionnées figuraient la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés dans l'intérêt des Canadiens, la poursuite des initiatives visant à rendre les services de garde d'enfants plus abordables, ainsi que la fourniture d'une aide financière plus importante aux ménages à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à faire face au coût de la vie.

Canadiens de race noire (résident à Toronto)

Les participants d'un groupe composé de Canadiens de race noire résidant à Toronto ont partagé leurs points de vue sur leur vie au Canada et sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour renforcer le dialogue avec les Canadiens de race noire et améliorer le soutien qui leur est apporté. Lorsqu'on leur a demandé de citer ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels les Canadiens de race noire sont confrontés et auxquels le gouvernement fédéral doit accorder une plus grande priorité, les participants ont formulé des commentaires concernant toute une série de questions. Au nombre de celles-ci figuraient notamment la nécessité d'investir davantage dans le logement et l'éducation au sein des communautés à prédominance noire, de faciliter l'accès des Canadiens de race noire au marché du logement, de remédier aux différences perçues quant au traitement réservé aux Canadiens de race noire par les forces de l'ordre, et d'assurer une plus grande représentation de ces derniers à des postes de pouvoir et de responsabilité à tous les paliers de gouvernement.

À la question de savoir s'ils considéraient le racisme anti-Noirs comme un problème important au Canada, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années et qu'un plus grand nombre de personnes s'enhardissait à se livrer à des actes et à des comportements racistes. Bon nombre de participants étaient d'avis qu'il fallait faire davantage pour s'assurer que les droits à l'égalité, tels que définis dans la Charte des droits et libertés, sont suffisamment respectés et que le racisme et la discrimination n'aient pas leur place au Canada.

Lorsqu'on leur a demandé si, dans ses efforts pour nouer un dialogue avec les Canadiens de race noire, le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne voie, la plupart d'entre eux se sont dit incertains et ignoraient en grande partie les mesures qu'il avait prises en ce sens. En discutant de moyens d'accroître son implication auprès des Canadiens de race noire, bon nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait faire davantage pour établir des relations et nouer un dialogue avec les responsables des communautés noires. On estimait en outre qu'il fallait davantage privilégier la mise en œuvre d'initiatives et de programmes ainsi que l'élaboration de communications expressément destinées à encourager et responsabiliser les Canadiens de race noire.



Assurance médicaments (Canadiens de race de Toronto, Québec, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto)

Les participants de cinq groupes ont pris part à une discussion portant sur l'assurance médicaments et sur les mesures récemment prises par le gouvernement du Canada visant à instaurer un régime d'assurance médicaments national. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure les soins de santé constituaient à leurs yeux une priorité à l'heure actuelle, presque tous les participants estimaient qu'il s'agissait de l'une des questions les plus urgentes auxquelles les Canadiens étaient actuellement confrontés. Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les principales contraintes liées à la prestation de soins de santé au sein de leurs communautés, les participants ont énuméré des problèmes comme la pénurie perçue de médecins et d'infirmières, les longs temps d'attente dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous, les difficultés à obtenir un médecin de famille et les retards importants auxquels sont confrontés ceux qui souhaitent obtenir un rendez-vous avec un spécialiste ou subir une intervention médicale.

À la question expresse de savoir s'ils considéraient le coût des médicaments sur ordonnance comme constituant un enjeu majeur pour les Canadiens, si la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une priorité secondaire par rapport aux autres problèmes que constituent notamment les pénuries de travailleurs de la santé et les longs temps d'attente. Si plusieurs participants avaient le sentiment qu'un grand nombre de Canadiens bénéficiaient actuellement d'une couverture pour leurs médicaments sur ordonnance par l'intermédiaire de leur employeur, ils estimaient que ces médicaments pouvaient être très coûteux pour les personnes ne bénéficiant que d'une couverture partielle ou n'en bénéficiant pas du tout. Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le coût des médicaments sur ordonnance, qu'ils jugeaient élevé, avait un impact négatif sur la santé mentale et physique de ceux qui peinaient à pouvoir assumer le coût de ces médicaments. On estimait que pour de nombreuses personnes souffrant de maladies chroniques, ce problème constituait une source de stress importante puisqu'il les plaçait dans une situation financière précaire et les obligeait à réduire leurs dépenses dans d'autres domaines importants de leur vie.

Si la plupart d'entre eux connaissaient le terme « assurance médicaments », peu d'entre eux savaient en quoi consistait ce type de programme. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient favorables à la mise en place d'un régime d'assurance médicaments universel au Canada en vertu duquel tout le monde bénéficierait d'une couverture pour les médicaments sur ordonnance, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On était d'avis que l'implantation d'un tel régime pourrait avoir un impact significatif, et dans certains cas sauver des vies, pour les personnes souffrant de pathologies graves (comme le diabète ou l'épilepsie) et ayant actuellement du mal à assumer le coût de leurs médicaments. Tout en soutenant l'objectif de rendre les médicaments plus abordables au Canada, un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par les coûts financiers élevés qu'entraîneraient, selon eux, la mise en place et l'administration d'un régime national d'assurance médicaments, et craignaient qu'une telle mesure ait pour effet d'augmenter les impôts si elle devait être mise en œuvre.



Aucun participant n'avait eu connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral visant à mettre en place un régime d'assurance médicaments national. Après s'être vu présenter de l'information concernant la mise en œuvre de la première phase de ce projet, presque tous y ont positivement réagi. De l'avis général, cette mesure du gouvernement du Canada constituait un pas dans la bonne direction et ses répercussions sur la vie d'un grand nombre de Canadiens seraient probablement positives. Tous les participants estimaient qu'il était important que le gouvernement fédéral inclue les médicaments contre le diabète dans la première phase de ce projet, estimant qu'il s'agissait d'une maladie grave touchant un nombre croissant de familles canadiennes. La plupart d'entre eux considéraient également qu'il était important d'inclure les contraceptifs dans cette première phase, estimant qu'ils sont particulièrement essentiels à la santé et au bien-être général des femmes au Canada.

Décrivant les types d'impact qu'ils s'attendaient à ce que cette phase initiale produise, beaucoup pensaient que cette couverture élargie bénéficierait particulièrement aux groupes que constituent notamment les personnes âgées et les personnes souffrant d'un handicap. On estimait que le coût des médicaments était en général plus élevé pour ces groupes et qu'ils disposaient de moins de ressources financières pour assumer ces dépenses. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cette phase initiale ait également pour effet de créer un élan positif favorisant la mise en place d'une couverture universelle pour d'autres médicaments et soutiens en matière de santé (p. ex. soins de la vue et ressources en matière de santé mentale) dans les années à venir.

Après s'être vu informer qu'un régime d'assurance médicaments national pouvait soit être entièrement public, c'est-à-dire que tous les Canadiens seraient couverts par le même régime, soit reposer sur une approche consistant à « combler les lacunes » et à permettre à ces derniers de continuer à souscrire aux régimes publics et privés existants tout en offrant une couverture à ceux qui n'en ont pas, un plus grand nombre de participants a exprimé leur préférence pour une approche consistant à « combler les lacunes ». Ces participants étaient d'avis qu'une telle approche serait probablement moins coûteuse pour le gouvernement fédéral et qu'elle permettrait également à ceux qui le souhaitaient de conserver leur couverture privée existante. De l'avis du petit nombre de participants favorable à un régime d'assurance médicaments universel, il s'agirait de l'approche la plus équitable et qui garantirait à tous le même niveau de couverture.

Logement (Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la situation du logement. Les discussions au sein du groupe composé de candidats à la propriété résidant dans le sud-ouest de l'Ontario se sont centrées sur des questions portant notamment sur la nécessité de renforcer la protection des locataires et sur les difficultés liées à l'obtention et à l'abordabilité d'un prêt hypothécaire, tandis que les participants de la région du Grand Toronto et de grands centres du Québec ont discuté des mesures pouvant être prises pour accroître l'offre de logements.



Charte des droits des locataires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario)

Dans un premier temps, les participants ont été invités à relever les principales difficultés auxquelles sont confrontés les Canadiens en matière de logement et auxquelles le gouvernement devait à leur avis accorder une plus grande priorité. La quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il fallait faire davantage pour s'assurer que les Canadiens aient accès à des logements sûrs et abordables (tant à l'achat qu'à la location) et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que des mesures devaient être prises pour mieux protéger les droits des locataires. Plusieurs d'entre eux considéraient qu'il devait y avoir des règlements plus contraignants concernant les montants de loyer que peuvent exiger les propriétaires, le taux auquel les loyers peuvent être augmentés et le nombre de propriétés que peuvent posséder des particuliers et des entreprises à titre locatif ou en tant qu'investissements.

Presque tous les participants avaient précédemment indiqué être actuellement des locataires. En décrivant leur expérience en tant que locataires, la plupart d'entre eux estimaient que le marché locatif dans son ensemble était devenu beaucoup plus onéreux ces dernières années, tandis que quelques-uns d'entre eux ont indiqué que le coût de leur propre loyer était demeuré relativement stable et abordable. À la question de savoir comment ils décriraient leurs droits en tant que locataires, la plupart des participants se sont dit incertains et n'avaient pas le sentiment de bien comprendre les protections dont ils peuvent se prévaloir.

En discutant de ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'on parle de « charte des droits des locataires », les participants estimaient que celle-ci comprendrait les règlements relatifs aux loyers qu'ils avaient précédemment mentionnés, de meilleures garanties contre toute discrimination fondée sur des caractéristiques liées à la race, au sexe ou à la sexualité, ainsi que des normes nationales clairement définies concernant le degré d'entretien et de maintenance exigé par les propriétaires d'immeubles locatifs. Lorsqu'on leur a demandé quels droits ou protections supplémentaires devaient, à leur avis, être inclus dans une charte des droits des locataires, un certain nombre d'entre eux estimaient que les pratiques que sont la rénoviction et les évictions de groupes vulnérables (comme ceux des personnes âgées et des personnes handicapées) devaient être davantage réglementées afin de garantir que tous les locataires soient traités de manière équitable tout au long du processus d'éviction.

Tous les participants ont indiqué qu'ils soutiendraient toute collaboration du gouvernement fédéral avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en vue de créer une charte nationale des droits des locataires. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'une collaboration entre les différents paliers de gouvernement serait d'une importance cruciale au moment d'élaborer cette législation. Ces participants estimaient que les gouvernements provinciaux et territoriaux auraient probablement une meilleure connaissance des défis uniques auxquels sont confrontés les locataires dans leurs provinces et territoires ainsi que des observations importantes à communiquer quant aux garanties pouvant à l'avenir être offertes pour mieux protéger les locataires.

Prêts hypothécaires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario)

Se focalisant ensuite sur des questions liées aux prêts hypothécaires, les participants ont été invités à partager leurs expériences pour ce qui est de s'orienter sur le marché du logement au cours des dernières années. Tous les participants avaient précédemment indiqué avoir l'intention d'acheter une

propriété dans les années à venir, et presque tous se sont déclarés candidats à l'achat d'une première propriété. De l'avis général, le prix des habitations au sein de leur collectivité avait considérablement augmenté au cours des dernières années, rendant prohibitif l'achat d'une propriété pour de nombreux Canadiens, y compris pour eux-mêmes. Plusieurs participants ont décrit les difficultés rencontrées non seulement pour verser la mise de fonds nécessaire à l'achat d'une propriété aux prix actuels, mais aussi pour obtenir un prêt hypothécaire afin de financer cet achat. On estimait qu'en raison des récentes augmentations du taux d'intérêt, il était devenu de plus en plus difficile pour les candidats à l'achat d'une propriété d'obtenir un prêt hypothécaire, surtout sans cote de solvabilité solide et bien établie.

Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure le versement d'une mise de fonds constituait un obstacle à leur projet d'achat d'une propriété, les participants étaient à peu près aussi nombreux à considérer qu'il s'agissait d'une préoccupation majeure que ceux qui étaient d'un autre avis. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de la création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative, et presque tous ceux qui étaient au courant de cette initiative ont déclaré avoir eux-mêmes ouvert un CELIAPP. Tous ceux qui avaient ouvert un CELIAPP estimaient que cette démarche avait augmenté leur capacité à épargner en vue du versement d'une mise de fonds.

À la question de savoir dans quelle mesure la perspective de contracter puis de rembourser un prêt hypothécaire les préoccupait, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont dit craindre de ne jamais pouvoir rembourser leur prêt hypothécaire suivant l'achat d'une propriété, compte tenu de la somme importante qu'ils s'attendaient à devoir emprunter et du temps qu'il leur faudrait pour la rembourser.

Tous estimaient que les taux d'intérêt actuels étaient élevés, et plusieurs d'entre eux considéraient que de nombreux propriétaires canadiens s'étaient retrouvés dans une situation précaire en raison de l'augmentation des taux d'intérêt au cours des dernières années. Certains participants s'inquiétaient des conséquences qu'aurait la hausse des taux d'intérêt pour les propriétaires ayant acheté leur logement à un moment où les taux étaient beaucoup moins élevés, et qui se verraient désormais contraints de verser des mensualités nettement plus élevées lors du renouvellement de leur prêt hypothécaire dans les mois et les années à venir. On s'attendait à ce que cette augmentation marquée du coût des logements soit insoutenable pour de nombreuses personnes et que, dans certains cas, des Canadiens soient exposés au risque de perdre leur propriété.

En discutant des critères que devraient prendre en compte les banques et autres prêteurs pour déterminer l'admissibilité à un prêt hypothécaire, les participants ont suggéré les facteurs que sont notamment l'absence de dettes, la régularité d'emploi ainsi que le nombre d'années de résidence au Canada. À la question de savoir si l'historique des paiements de loyer devrait être pris en compte par les prêteurs, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, estimant qu'il s'agissait pour les locataires d'un moyen intéressant d'établir des antécédents de solvabilité et de démontrer une capacité à effectuer des paiements hypothécaires à l'avenir.

Après s'être vu informer que les taux hypothécaires actuels sont structurés en fonction de durées d'emprunt pouvant aller jusqu'à 25 ans, on a demandé aux participants si cette période leur paraissait réaliste et suffisante pour le remboursement d'un prêt hypothécaire. Alors que certains d'entre eux



étaient d'avis qu'à condition d'avoir un emploi stable et de faire preuve de diligence quant aux paiements effectués, ce délai était réaliste, un nombre à peu près égal de participants estimaient que pour le grand nombre de propriétaires vivant actuellement, selon eux, d'un chèque de paye à l'autre, il serait probablement difficile de rembourser un prêt hypothécaire en 25 ans. Lorsqu'on leur a demandé s'ils pensaient que les prêteurs devraient être en mesure de proposer des prêts hypothécaires sur 30 ans aux candidats à l'achat d'une première propriété, presque tous ont répondu par l'affirmative. On considérait que cela offrirait une plus grande latitude financière aux acheteurs d'une première propriété et pourrait éliminer certains obstacles auxquels ces derniers sont actuellement confrontés concernant leur capacité financière à contracter un prêt hypothécaire.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter un certain nombre de mesures que pourrait éventuellement prendre le gouvernement du Canada en matière de logement et ont été invités à choisir celles qui auraient, à leur avis, les répercussions les plus positives. L'initiative visant à fournir davantage de financement à faible coût aux organismes sans but lucratif afin d'améliorer et d'entretenir des logements locatifs abordables est celle qui a reçu le soutien le plus marqué de la part des participants. On était d'avis que cette mesure profiterait considérablement aux Canadiens à faible et moyen revenu et qu'elle constituerait un pas important pour rendre les logements plus abordables. Les initiatives visant à investir davantage dans les infrastructures afin d'encourager la construction d'un plus grand nombre de nouveaux logements au sein des collectivités, à fournir du financement à faible coût aux constructeurs afin de les encourager à construire davantage de logements plus rapidement, à taxer des terrains sous-utilisés, à améliorer le processus de reconnaissance des titres de compétence étrangers dans le domaine de la construction et à accroître la formation des travailleurs de la construction ont également retenu l'attention des participants. Tous estimaient qu'avec de telles priorités, le gouvernement fédéral était sur la bonne voie et s'attendaient à ce que ces dernières aient un impact positif sur la situation du logement au Canada si elles devaient être mises en œuvre.

Offre de logements (Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants de deux groupes ont entamé une brève discussion sur l'offre de logements et les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour construire davantage de logements sur des terres publiques. Lorsqu'on leur a demandé ce qui leur venait à l'esprit en entendant le terme « terres publiques », bon nombre de participants étaient d'avis que ce terme désignait principalement les terres que possédait et entretenait le gouvernement fédéral. On était d'avis que ce terme pouvait désigner des terres destinées à un usage public (p. ex., des parcs et espaces verts) ainsi que des terres conservées à des fins de protection environnementale.

À la question de savoir s'ils étaient favorables à ce que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour permettre la construction d'un plus grand nombre de logements sur des terres publiques, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont toutefois précisé qu'ils ne soutiendraient cette mesure que si ces logements étaient abordables et à la portée de Canadiens à faible et moyen revenu. Quelques-uns d'entre eux ont indiqué qu'ils ne soutiendraient

une mesure de ce type qu'à condition qu'elle ne comporte aucune conséquence environnementale négative éventuelle liée à son adoption.

Sécurité en ligne (Colombie-Britannique, régions urbaines de l'Alberta)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la sécurité en ligne ainsi que sur les mesures que prend le gouvernement du Canada pour lutter contre les contenus haineux et la prolifération de désinformation dans des espaces virtuels. Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les effets positifs, le cas échéant, d'Internet sur la société à l'heure actuelle, les participants ont fourni une série de réponses, notamment la possibilité de communiquer avec leur famille et leurs amis, un meilleur accès à des connaissances et à de l'information, les services en ligne comme les banques en ligne et les soins de santé, les outils de traduction permettant à des personnes parlant des langues étrangères de communiquer entre elles, et un meilleur accès à des activités de divertissement.

Les participants ont également cité un certain nombre de cas dans lesquels Internet avait, selon eux, eu une incidence négative sur la société. Au nombre de ceux-ci figuraient le harcèlement en ligne et la cyberintimidation, la prolifération de mésinformation et de désinformation, la fraude en ligne, la connexion permanente à son lieu de travail rendant difficile un sain équilibre entre travail et vie privée, ainsi qu'une augmentation de l'anxiété et de la dépression que l'on considérait associées à un temps de connexion excessif.

À la question de savoir si, à leur connaissance, des mesures de protection étaient actuellement en place pour assurer la sécurité des Canadiens sur Internet, bon nombre de participants étaient d'avis que des entreprises comme Google et Meta disposaient de filtres et de contrôles parentaux pour empêcher les enfants d'accéder à des contenus inappropriés. On estimait en outre que les principales plateformes de médias sociaux avaient pour la plupart des politiques en place pour repérer et retirer des contenus haineux, bien que plusieurs participants étaient d'avis que ces processus ne s'avéraient pas toujours efficaces. À la question de savoir s'ils considéraient que les entreprises de réseaux sociaux étaient responsables de l'impact qu'avaient les contenus préjudiciables sur leurs utilisateurs, la plupart des participants étaient d'avis qu'il incombait à ces entreprises de retirer, dans la mesure du possible, tout contenu préjudiciable de leurs plateformes.

En débattant de la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement devait tenir les plateformes numériques responsables de la suppression des contenus préjudiciables, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. On était d'avis que la réglementation des contenus auxquels ont accès les Canadiens relevait de la responsabilité du gouvernement fédéral et que c'est à ce dernier que devrait incomber la responsabilité de fixer les normes et les règlements, plutôt qu'aux plateformes numériques.

Aucun participant n'avait eu connaissance de mesures ou d'initiatives prises par le gouvernement du Canada concernant les plateformes numériques et les contenus préjudiciables. Lorsqu'il leur a été expressément demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la *Loi sur les préjudices en ligne*, un petit nombre d'entre eux ont dit croire avoir entendu parler de cette législation en passant, mais aucun participant ne se souvenait de détails précis à son sujet. Après s'être vu fournir de

l'information sur cette Loi, les participants ont exprimé différents points de vue. Parmi ceux dont l'avis était plus favorable, on considérait que la portée de la législation proposée par le gouvernement du Canada constituait un point de départ suffisant et, qu'à condition que ces mesures soient correctement mises en œuvre, cette initiative contribuerait grandement à la lutte contre les contenus préjudiciables en ligne. Les participants ayant émis un avis plus neutre ont rappelé que, s'il était important de consacrer des efforts à limiter les contenus préjudiciables en ligne, la définition subjective de ce qui pouvait être considéré comme préjudiciable pourrait en définitive entraîner la censure de certains points de vue. Bon nombre de participants des deux groupes étaient d'avis qu'avant que cette législation ne soit promulguée, le gouvernement fédéral devait fournir une définition claire et précise de ce qui est considéré comme étant du contenu préjudiciable.

Quant à savoir si cette législation contribuerait à protéger la sécurité en ligne des Canadiens, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, quelques-uns estimant toutefois que cela dépendrait principalement de l'assiduité avec laquelle ces mesures seraient appliquées et de la capacité des entreprises de médias sociaux à repérer et à supprimer tout contenu préjudiciable publié sur leurs plateformes. Après s'être vu présenter de l'information sur les types de contenus que cette législation viserait, tous les participants s'accordaient à dire qu'il s'agissait des bons contenus à prioriser et que cette mesure contribuerait à réduire la prévalence de contenus préjudiciables en ligne.

Les participants se sont vu informer que dans le cadre de cette législation, une commission de la sécurité numérique serait créée afin de faire respecter les règlements et d'obliger les plateformes à supprimer les contenus préjudiciables publiés par leurs utilisateurs. La plupart d'entre eux estimaient que, dans la mesure où elle serait habilitée à imposer des sanctions aux entreprises ne respectant pas la réglementation, la création de cette commission de la sécurité numérique constituerait une mesure efficace pour s'attaquer aux contenus préjudiciables en ligne. Plusieurs participants étaient toutefois d'avis qu'un processus clair et transparent devrait être mis en place pour la constitution de cet organisme, le mode de sélection de ses membres et les types de contenus spécifiques auxquels il se consacrerait.

Pour faciliter la conversation, les participants se sont vu fournir de l'information sur la définition du discours haineux en vertu de cette législation. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que cette définition était claire, un grand nombre d'entre eux ont affirmé qu'elle était quelque peu confuse et bon nombre d'entre eux ont relevé le fait qu'*un discours n'entrerait pas dans la définition du discours haineux simplement parce qu'il exprime de l'aversion ou du dédain, ou parce qu'il discrédite, humilie, blesse ou offense.* Ces participants étaient d'avis que la définition était trop vague et qu'elle ne permettait pas de faire la distinction entre un contenu discriminatoire ou exprimant de l'aversion et un contenu exprimant du dédain, blessant ou offensant.

Immigration (Québec, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants des trois groupes basés au Québec ont engagé des discussions portant sur l'immigration et le système d'immigration canadien actuel. Au début de leur discussion, les participants du groupe composé de particuliers résidant dans la région métropolitaine de Montréal et ayant

immigré au Canada au cours des dix dernières années ont été invités à faire part de leur expérience globale du processus d'immigration canadien. La plupart d'entre eux ont décrit leur expérience comme étant relativement positive et estimaient que ce processus s'était avéré simple et équitable. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient rencontré des difficultés concernant les délais de traitement des demandes, un petit nombre d'entre eux se souvenaient que le processus de demande avait été assez complexe et qu'ils avaient dû présenter un grand nombre de documents et de formulaires.

En discutant des ressources à disposition des nouveaux arrivants à leur arrivée, plusieurs participants estimaient que celles-ci étaient trop axées sur la fourniture d'informations générales sur le Canada plutôt que sur l'acquisition de compétences pratiques et de conseils sur la manière de s'intégrer au mieux dans leurs collectivités. De l'avis général, davantage devait être fait pour venir en aide aux nouveaux arrivants du Québec à apprendre le français, à devenir admissibles à la couverture provinciale des soins de santé, à obtenir un emploi dans leur domaine d'expertise et à obtenir une reconnaissance de la formation ou de l'accréditation qu'elles avaient reçues avant leur arrivée au Canada.

Les participants des trois groupes ont été invités à faire part de leurs points de vue sur le système d'immigration canadien actuel. Les avis exprimés étaient très variés, plusieurs d'entre eux estimant que le système actuel comportait à la fois des aspects positifs et négatifs. Bon nombre de participants étaient d'avis que le système d'immigration avait permis d'accueillir un plus grand nombre de nouveaux arrivants au cours des dernières années et s'attendaient à ce que cet apport ait un impact positif sur l'économie et la main-d'œuvre canadiennes. Certains d'entre eux étaient également d'avis que les taux d'immigration plus élevés avaient eu pour effet d'accroître la diversité et la richesse culturelle de la population canadienne.

En discutant des défis potentiels liés à une plus forte immigration, un certain nombre de participants se sont montrés particulièrement préoccupés par la question de savoir s'il y aurait suffisamment de logements, d'infrastructures et de services publics (services de soins de santé, d'éducation et système de transport en commun) pour répondre aux besoins d'une population croissante.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à un niveau relativement identique, le nombre de participants estimant qu'il devait être augmenté était à peu près égal à celui des participants estimant qu'il devait diminuer ou rester inchangé.

Les participants du groupe composé d'immigrants récents se sont vu poser quelques questions complémentaires concernant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. Tous estimaient qu'il s'agissait d'une préoccupation centrale à l'heure actuelle et bon nombre d'entre eux ont déclaré avoir été personnellement affectés par cette problématique ou avoir connu quelqu'un qui l'avait été. Discutant des types de mesures qui devraient être prises par le gouvernement du Canada pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré des actions telles que la prise en compte des années d'expérience qu'une personne a acquises à exercer sa spécialité dans d'autres pays, la mise en place de systèmes de vérification des titres de compétences avec d'autres pays, la



mise en place de mesures visant à rendre plus abordable l'obtention des attestations nécessaires pour travailler au Canada, et la mise en place de mesures incitatives encourageant les employeurs à reconnaître les titres de compétences des immigrants récents et à les prendre en considération dans leurs offres d'emploi.

Expérience de vie au Canada (immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal)

Les participants du groupe composé d'immigrants récents résidant dans la région métropolitaine de Montréal ont également engagé une brève discussion portant sur leur expérience de vie au Canada jusqu'à présent et leurs attentes pour l'avenir. À la question de savoir ce qui les avait motivés à s'installer au Canada, et à Montréal en particulier, bon nombre d'entre eux ont indiqué être venus au Canada pour rejoindre des membres de leur famille, dont plusieurs résidaient dans la région métropolitaine de Montréal ou dans ses environs. Évoquant les autres facteurs qui les avaient motivés à venir au Canada, un certain nombre d'entre eux ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant la sécurité relative, la qualité de vie élevée et les protections contre la discrimination qu'ils estimaient associées à la vie au Canada.

Si la plupart d'entre eux estimaient que la vie au Canada avait été conforme ou supérieure à leurs attentes en matière de sécurité et de qualité de vie, un certain nombre de participants ont fait part de leur étonnement face à ce qu'ils considéraient comme le coût élevé des logements et aux difficultés liées à l'accès à des soins de santé au sein de leur collectivité. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que si le coût de la vie avait été relativement abordable au moment d'immigrer au Canada, il avait considérablement augmenté au cours des dernières années. À la question de savoir si la pénurie de logements abordables influencerait leur décision de rester ou pas au Canada, quelques-uns ont répondu par l'affirmative, surtout s'ils estimaient avoir les moyens d'acheter une maison ailleurs.

Décrivant les conseils qu'ils donneraient à d'éventuels immigrants arrivant au Canada, plusieurs participants ont suggéré d'acquérir une connaissance approfondie des prestations de maladie qui leur sont offertes, ce qui leur permettrait de mieux s'y retrouver dans le système de soins de santé de leur province ou territoire à leur arrivée. On estimait en outre que les immigrants devraient, dans la mesure du possible, s'efforcer de trouver un emploi avant leur arrivée au Canada, afin de ne pas se retrouver dans une situation financière précaire tout en tentant de s'établir dans un nouveau pays.

Travailleurs sans statut (Québec, Ontario, millénariaux de centre de taille moyenne de la Colombie-Britannique, régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique)

Les participants de cinq groupes ont engagé de brèves discussions au sujet des travailleurs sans statut au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le terme travailleur « sans statut » ou « sans papiers », bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Les participants étaient toutefois plus nombreux à connaître le terme « sans-papiers » que le terme « sans-statut », estimant qu'il désignait les personnes vivant ou travaillant au Canada sans visa en règle. Plusieurs d'entre eux disaient croire que ce terme désignait principalement les personnes qui étaient initialement arrivées au

Canada avec un permis d'études ou de travail valide et qui étaient restées dans le pays après expiration de leur visa.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que les travailleurs sans statut résidant au Canada devaient se voir offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté, les participants ont exprimé des avis divers. Si certains d'entre eux estimaient qu'il fallait faire preuve d'une certaine souplesse à cet égard envers les personnes dont les documents étaient temporairement échus ou celles qui avaient déposé une demande et attendaient l'approbation d'un nouveau permis de travail ou d'étude, un plus grand nombre d'entre eux n'était pas d'avis qu'une voie d'accès à la citoyenneté devait leur être offerte. Ces participants affirmaient avec force que le fait d'offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté à des travailleurs sans statut serait injuste vis-à-vis de ceux qui tentaient d'immigrer au Canada en suivant la procédure officielle. Un certain nombre de participants ayant eux-mêmes immigré au Canada selon les voies officielles ont déclaré qu'ils trouveraient très décourageant que les travailleurs sans statut se voient offrir cette possibilité, compte tenu des nombreuses années qu'il leur avait fallu pour obtenir leur résidence permanente et leur citoyenneté.

Budget 2024 (Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants d'un groupe composé de membres de la classe moyenne résidant dans de grands centres du Québec ont entamé une discussion au sujet du prochain budget 2024 du gouvernement du Canada, dont le dépôt est prévu le 16 avril 2024. À la question de savoir comment ils estimaient que l'économie canadienne se portait dans l'ensemble, presque tous les participants étaient d'avis qu'elle était actuellement confrontée à des défis importants, citant les problèmes que sont l'inflation, les taux d'intérêt élevés, l'augmentation du coût des produits de première nécessité tels que les produits d'épicerie et l'essence, ainsi que la pénurie de logements abordables.

Lors d'un exercice au cours duquel ils se sont vu présenter un certain nombre de priorités potentielles que pourrait établir le gouvernement fédéral dans le prochain budget, les participants ont exprimé le plus haut niveau de soutien pour les mesures visant à accroître l'offre de logements et à lutter contre l'inflation et le coût élevé de la vie. Si l'amélioration du système de santé était également considérée par plusieurs comme une priorité importante, peu de participants ont choisi les priorités consistant à mettre en place un plan responsable en matière de dépenses publiques, à augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés, à ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne, à pérenniser les prestations destinées aux personnes âgées, ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient faire partie de la *classe moyenne*, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Précisant ce que signifiait pour eux faire partie de la classe moyenne, plusieurs d'entre eux estimaient que cette dernière désignait généralement les personnes dont les salaires suffisent à couvrir leurs dépenses mensuelles tout en leur laissant un peu d'argent à la fin de chaque mois à consacrer à l'épargne ou à des dépenses discrétionnaires. Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait faire davantage pour venir en aide à la classe

moyenne, estimant que de nombreux ménages de cette classe avaient actuellement du mal à faire face au coût élevé de la vie.

À la question de savoir s'ils avaient bon espoir que le gouvernement du Canada parviendrait à fournir une aide à la classe moyenne et à ceux qui cherchaient à s'y intégrer, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains d'entre eux se sont dit confiants et estimaient que le gouvernement fédéral serait en mesure de jouer un rôle positif à cet égard, un nombre à peu près égal de participants se sont dit plus incertains, estimant que cela dépendrait des initiatives particulières annoncées dans le budget et de la réalisabilité de leur mise en œuvre.

Fiscalité (Canada atlantique)

Un groupe de participants a entamé une discussion portant sur les impôts et les modifications potentielles apportées à la fiscalité au niveau fédéral. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'avis que les Canadiens fortunés payaient actuellement leur juste part d'impôts, les participants estimaient que ce n'était pas le cas étaient plus nombreux que ceux qui se disaient plus incertains. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait taxer davantage les particuliers les plus fortunés tout en réduisant les impôts des ménages à faible et moyen revenu. Quant à savoir s'ils seraient favorables à la création d'un impôt sur la fortune que devraient verser annuellement les Canadiens les plus fortunés, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, et tous se sont dit favorables à ce type d'initiative à condition qu'elle s'applique expressément au premier pour cent de particuliers déclarant les revenus les plus élevés au Canada.

En discutant des éventuels avantages liés à la création (par le gouvernement fédéral) d'un impôt sur la fortune, les participants étaient d'avis qu'en plus d'alléger la charge fiscale du reste des Canadiens, ce supplément de recettes fiscales pourrait servir à construire des infrastructures essentielles comme des écoles et des hôpitaux, ainsi qu'à résoudre des problèmes que sont notamment le manque d'accès à des logements abordables et l'itinérance.

À la question de savoir s'ils avaient déjà entendu parler de « gains en capital », un certain nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, disant croire qu'il s'agissait des revenus que tiraient les particuliers des investissements qu'ils avaient réalisés, notamment par la vente de titres et notamment d'actions et d'obligations. Lorsqu'on leur a demandé quels types de personnes leur venaient à l'esprit en pensant aux particuliers tirant un revenu de leurs gains en capital, les participants étaient nombreux à estimer que des gains en capital pouvaient être réalisés par n'importe qui, y compris par ceux qui cotisent à des programmes comme le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou le compte d'épargne libre d'impôt (CELI).

Après s'être vu informer qu'au Canada, les gains en capital étaient actuellement imposables, les participants ont été invités à répondre à la question de savoir s'ils devaient continuer à l'être. Plusieurs d'entre eux se sont dit incertains, estimant que si les gains en capital constituaient un autre type de revenu et qu'ils devaient sans doute être soumis à l'impôt, ils ne considéraient pas que cette exigence

devait s'appliquer à des transactions uniques, comme la vente d'une résidence principale, qui, selon eux, ne relevaient pas du domaine des investissements traditionnels. Après s'être vu informer qu'il existait une mesure connue sous le nom d'exemption pour résidence principale visant à éviter aux Canadiens de payer de l'impôt sur la vente de leur résidence principale, tous les participants étaient d'avis qu'il s'agissait d'une politique équitable à mettre en œuvre. On estimait que cette mesure s'avérerait une protection financière efficace pour les propriétaires ayant acheté leurs propriétés depuis longtemps et les ayant achetées pour servir de lieu de résidence plutôt que comme instrument de placement.

Enjeux intergénérationnels (millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z de la région du Grand Toronto)

Les participants de deux groupes, composés de millénariaux résidant en Colombie-Britannique (C.-B.) et de membres de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto (RGT), ont pris part à des conversations liées à leurs vues sur l'économie, l'équité sociale et leurs aspirations pour l'avenir. Dans un premier temps, on a demandé aux participants s'ils considéraient que la situation économique et leur propre situation financière étaient meilleures, pires ou semblables à celles de leurs parents lorsqu'ils avaient le même âge. Presque tous les participants des deux groupes estimaient que leur situation financière était bien pire que celle des générations précédentes et que le coût de la vie en général était bien moins abordable aujourd'hui. De l'avis général, le mode de vie de la classe moyenne dont jouissaient leurs parents était devenu beaucoup plus difficile à maintenir et que les salaires étaient loin d'avoir suivi le coût de la vie qui, selon eux, avait augmenté au cours des dernières décennies.

À la question de savoir si des améliorations avaient été constatées en matière d'égalité sociale, la plupart des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux considéraient que les possibilités professionnelles aujourd'hui offertes aux femmes étaient bien plus nombreuses que celles des générations précédentes et que, même s'il restait du travail à faire, des progrès significatifs avaient été accomplis dans ce domaine. Bon nombre d'entre eux considéraient également que les droits des groupes en quête d'équité, notamment les minorités visibles, les membres de la communauté 2ELGBTQI+ ainsi que les personnes vivant avec un handicap, étaient désormais davantage reconnus et protégés.

Quant à savoir s'ils avaient des objectifs identiques ou différents de ceux de leurs parents, la plupart des participants estimaient avoir des objectifs quelque peu différents. Certains d'entre eux considéraient accorder plus d'importance au maintien d'un équilibre entre travail et vie privée que leurs parents. S'ils considéraient important d'avoir des objectifs financiers, un certain nombre d'entre eux ont indiqué ne pas vouloir travailler de 9 à 5 pour les atteindre et accordaient beaucoup d'importance au fait de pouvoir avoir des horaires de travail souples.

En se focalisant ensuite sur le dépôt du budget fédéral annuel, on a demandé aux participants quels étaient, selon eux, les domaines auxquels le gouvernement du Canada devait accorder la priorité au cours de l'année à venir. La quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il fallait davantage s'attaquer aux problèmes relatifs au coût de la vie et à la capacité financière des Canadiens à acheter des produits de

première nécessité, et notamment des produits d'épicerie et de l'essence. Bon nombre de participants estimaient que des mesures devaient être prises pour réduire le coût du logement (tant à l'achat qu'à la location), estimant que tous les Canadiens devraient pouvoir avoir accès à un logement sûr et abordable, et que cela constituait un besoin essentiel. Au nombre des autres domaines prioritaires mentionnés figuraient la construction et la réparation d'infrastructures essentielles (p. ex. des routes et des réseaux de transport en commun), la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés au profit des Canadiens ainsi que des investissements plus importants consacrés aux Forces armées canadiennes (FAC) et à la sécurité nationale.

Après s'être vu présenter une liste de mesures potentielles que pourrait envisager d'adopter le gouvernement du Canada dans le cadre de son prochain budget, presque tous les participants se sont déclarés favorables aux initiatives visant à rendre le logement plus abordable pour les générations plus récentes et à garantir des emplois et des investissements dans l'économie de demain. Les participants ont exprimé des avis partagés concernant l'initiative visant à demander aux Canadiens les plus fortunés de payer davantage d'impôts afin d'apporter un meilleur soutien au reste de la population. Quelques-uns d'entre eux estimaient que des précisions devaient être apportées quant à savoir qui, en vertu de cette législation, serait considéré comme faisant partie des « Canadiens les plus fortunés ».

Sentiment du public (Canadiens de race noire résidant à Toronto)

Les participants d'un groupe composé de Canadiens de race noire résidant à Toronto ont engagé une brève discussion portant sur leurs attentes futures ainsi que sur leurs points de vue concernant la situation au Canada en matière d'équité, de diversité et d'inclusion.

À la question de savoir ce qui, le cas échéant, les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, bon nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs de l'accès qu'ils avaient à des soins de santé financés par l'État et à des programmes d'épargne-retraite comme le Régime de pensions du Canada (RPC). D'autres ont mentionné la qualité de vie relativement élevée des Canadiens et le niveau de racisme anti-Noirs et de discrimination qu'ils jugeaient moins élevé au Canada que dans d'autres parties du monde.

Faisant part de leurs préoccupations concernant les conditions de vie future au Canada, un grand nombre d'entre eux ont cité le coût élevé de la vie comme problème important, tant à l'heure actuelle que dans la mesure où il pourrait avoir un impact sur la sécurité financière à long terme des Canadiens. Un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par ce qu'ils percevaient comme étant une augmentation des cas de racisme manifeste au Canada à l'encontre de personnes racialisées, et craignaient que cette tendance se maintienne dans les années à venir.

En décrivant la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, de nombreux participants ont fait part d'impressions positives. Il est généralement admis que le Canada était l'un des pays les plus diversifiés au monde et qu'il était très accueillant et respectueux des différentes cultures, croyances et valeurs. Un certain nombre d'entre eux s'accordaient à dire que bien que dans l'ensemble le Canada soit accueillant, des efforts supplémentaires pourraient être déployés pour accroître la représentation des personnes racialisées à tous les paliers de gouvernement ainsi que pour

davantage accroître la diversité des personnes occupant des postes de direction au sein de grandes entreprises canadiennes.

Tarification du carbone (régions urbaines de l'Ontario, Canada atlantique)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et ses effets potentiels. À la question de savoir s'il était important que le gouvernement fédéral s'emploie à réduire la pollution par le carbone, tous les membres du groupe basé au Canada atlantique estimaient qu'il s'agissait d'un enjeu d'importance cruciale, et ce, plus particulièrement pour ce qui est de conserver une haute qualité de vie au profit de générations futures. S'ils considéraient également que le changement climatique constituait un problème important, bon nombre des participants résidant au Manitoba estimaient que d'autres enjeux, dont ceux liés au logement et au coût de la vie, revêtaient une plus grande importance à l'heure actuelle.

En discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de la tarification de la pollution par le carbone au Canada, la plupart ont dit croire qu'une certaine forme de tarification fédérale du carbone était actuellement en place dans leurs provinces respectives, mais peu d'entre eux étaient au courant de détails particuliers à ce sujet. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont fait remarquer qu'il était devenu de plus en plus difficile de déterminer si l'information communiquée au sujet de la tarification du carbone était fiable, compte tenu de la mésinformation et de la désinformation largement répandues à ce sujet.

Lorsqu'on leur a demandé si la tarification du carbone s'était, à leur avis, avérée efficace comme moyen de réduire les émissions, la plupart des participants se sont dit incertains. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il était difficile de déterminer si cette initiative s'était avérée une réussite compte tenu du fait que le programme de tarification du carbone était relativement récent, et que davantage de temps et de données étaient nécessaires.

Si plusieurs participants ont déclaré avoir entendu parler de la Remise canadienne sur le carbone (RCC), très peu d'entre eux se souvenaient de détails précis au sujet de ces paiements. Après s'être vu fournir de l'information au sujet du système de tarification du carbone et de la RCC, plusieurs participants étaient d'avis que pour une famille de quatre personnes, la remise annuelle était insuffisante pour compenser l'augmentation générale des prix qui, selon eux, résultait de la tarification du carbone. Un certain nombre d'entre eux se demandaient comment ces montants étaient calculés et si tous les Canadiens bénéficieraient de ce rabais ou si, pour être admissible à ce programme, il faudrait avoir des revenus inférieurs à un certain seuil. À la question de savoir s'ils étaient pour ou contre le système de tarification du carbone du gouvernement du Canada, presque tous les participants du Manitoba se sont déclarés contre cette initiative, bien qu'ils étaient à peu près aussi nombreux à se déclarer pour dans les provinces de l'Atlantique que ceux qui étaient contre ou dont l'avis à ce sujet était plus incertain.

On estimait qu'il fallait davantage s'attacher à modifier le comportement des grandes sociétés et des industries émettrices qu'à celui des ménages. On était d'avis que l'adoption de cette approche contribuerait dans une bien plus large mesure à atténuer les effets du changement climatique et à

réduire l'impact financier de la tarification du carbone sur les Canadiens ayant déjà du mal à faire face au coût de la vie.

Inflation climatique (Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont engagé une brève discussion portant sur les notions d'« inflation climatique » et de « thermoflation ». Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient déjà entendu parler de ces termes, tous les participants ont répondu par la négative. En décrivant ce à quoi ces termes faisaient à leur avis référence, bon nombre d'entre eux estimaient qu'ils avaient probablement rapport au problème du changement climatique et à ses impacts économiques croissants, ainsi qu'aux efforts déployés pour en atténuer les effets futurs. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu expliquer qu'on parle de thermoflation lorsque la chaleur extrême, causée par le changement climatique, renchérit les denrées alimentaires et d'autres articles, et que la thermoflation est un terme plus large qui englobe tous les effets que peut avoir le changement climatique sur les prix, y compris, mais sans s'y limiter, les phénomènes de chaleurs extrêmes.

Tous les participants étaient d'avis que le changement climatique avait à tout le moins un certain impact sur le prix des aliments. On estimait qu'outre les chaleurs et les sécheresses extrêmes qui compliquaient la tâche des agriculteurs désireux de protéger leurs cultures et leur bétail, les phénomènes météorologiques extrêmes pouvaient également endommager des routes et des infrastructures vitales, rendant ainsi plus difficile le transport des produits alimentaires partout au pays. Quelques participants ont également indiqué qu'en plus d'avoir un impact sur la production alimentaire canadienne, le changement climatique pourrait également rendre plus coûteuse l'importation de produits alimentaires en provenance d'autres régions du monde qui en subissaient également les effets.

Si tous les participants étaient d'avis que la thermoflation et l'inflation climatique étaient de plus en plus préoccupantes aux yeux des Canadiens, un certain nombre d'entre eux estimaient que les récentes hausses du prix des denrées alimentaires avaient également été causées par ce qu'ils considéraient comme une étant une recherche de profit excessive de la part des grandes chaînes d'épicerie. Dans cette optique, les participants estimaient que pour rendre les produits alimentaires plus abordables, le gouvernement du Canada devrait prendre des mesures pour imposer des exigences plus strictes quant aux prix que peuvent demander les chaînes d'épicerie pour leurs produits.

Mise à l'essai de concepts publicitaires pour aliments supplémentés (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba)

Les participants de quatre groupes ont été invités à faire part de leurs points de vue concernant des concepts publicitaires créés par le gouvernement du Canada pour faire connaître les recommandations relatives aux aliments supplémentés. Tous se sont vu informer que ces concepts avaient expressément été créés à l'intention de personnes qui étaient actuellement enceintes ou qui allaitaient.

Bien que les participants aient exprimé des avis variés sur ces concepts, un grand nombre d'entre eux estimaient que le concept du breuvage factice était efficace en ce qu'il constituait un bon exemple de produit pouvant contenir des ingrédients supplémentaires. On estimait que pour accroître l'efficacité de cette campagne, il faudrait attirer l'attention sur un plus large éventail d'aliments supplémentés.

Les participants se sont également vu présenter un certain nombre de concepts supplémentaires présentant respectivement une femme enceinte, une femme enceinte et son partenaire, un groupe de femmes enceintes ainsi qu'une mère en train d'allaiter. Les concepts présentés variaient d'un groupe à l'autre. Dans tous les groupes, la plupart des participants étaient d'avis qu'à moins de constituer le public cible (c'est-à-dire d'être enceinte ou allaitante), il était peu probable que ces concepts les interpellent s'ils venaient à y être exposés sur les médias sociaux. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que pour mieux attirer l'attention des utilisateurs de médias sociaux, on devait s'efforcer d'employer des couleurs plus vives, de fournir des exemples précis de différents types d'aliments supplémentés et de veiller à ce que ces publicités présentent un groupe diversifié de Canadiennes enceintes ou allaitantes. Un certain nombre de participants estimaient en outre qu'il fallait en faire davantage pour sensibiliser les partenaires ou conjoints de femmes enceintes ou allaitantes, estimant qu'ils seraient également désireux de parfaire leurs connaissances en la matière.

À la question de savoir s'ils seraient susceptibles de partager, commenter ou aimer ces messages s'ils les voyaient sur les médias sociaux, plusieurs ont répondu qu'ils ne le feraient que s'ils étaient actuellement enceintes, s'ils allaitaient, ou s'ils étaient proches d'une personne qui l'était. Quant à savoir s'ils avaient appris quelque chose de ces messages ou si quelque chose les avait surpris à leur propos, plusieurs d'entre eux ont indiqué ne pas avoir été au courant de l'existence des aliments supplémentés auparavant et des risques pour la santé qui y sont associés.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 814 741,30 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en mars 2024

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement du présent rapport, nous vous présentons ci-après un bref résumé du mois de mars 2024.

- Du 1er au 7 mars
 - Le 3 mars. Le gouvernement du Canada annonce l'imposition de sanctions économiques à l'encontre de six responsables russes pour leur implication dans la mort d'Alexei Navalny, un leader de l'opposition russe, en février 2024.
 - Le 4 mars. Le gouvernement du Canada annonce le lancement de la *Boîte à outils pour la rétention des effectifs infirmiers*, une ressource visant à aider les employeurs du domaine de la santé à normaliser les programmes de soins de santé et à offrir un meilleur soutien aux infirmières partout au pays.
 - [Groupe de discussion avec Canadiens de race noire résidant à Toronto \(5 mars 2024\)](#).
 - Le 6 mars. La Banque du Canada annonce qu'elle maintiendra le taux d'intérêt directeur à 5 %.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Colombie-Britannique \(6 mars 2024\)](#).
 - Le 7 mars. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 211,6 millions de dollars à Arcfield Canada pour entretenir la flotte de CF-18 de l'Aviation royale canadienne.
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Québec \(7 mars 2024\)](#).
- Du 8 au 14 mars
 - Le 8 mars. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 850 millions de dollars pour financer l'amélioration des infrastructures de l'aérodrome de la base des Forces canadiennes de Trenton.
 - Le 8 mars. Le gouvernement du Canada annonce qu'après une pause temporaire, il continuera de financer l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) afin de faire face à la crise humanitaire à Gaza.
 - Le 11 mars. Le gouvernement du Canada annonce que les fournisseurs de soins dentaires peuvent désormais s'inscrire pour participer au Régime canadien de soins dentaires (RCSD).
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population de régions urbaines de l'Alberta \(12 mars 2024\)](#).
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de l'Ontario \(13 mars 2024\)](#).

- Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la région métropolitaine de Montréal (14 mars 2024)
- Du 15 au 21 mars
 - Le 19 mars. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi d'un financement supplémentaire de 40 millions de dollars à l'Ukraine pour l'aider à se procurer des munitions d'artillerie.
 - Groupe de discussion avec des millénariaux de centres de taille moyenne de la Colombie-Britannique (19 mars 2024).
 - Le 20 mars. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 100 millions de dollars pour fournir des soins de santé de meilleure qualité aux membres des FAC dans la région d'Ottawa-Vanier.
 - Le 20 mars. Le gouvernement du Canada annonce des détails supplémentaires concernant les modifications proposées à la Loi électorale du Canada, notamment l'ajout de mesures visant à encourager une plus grande participation aux élections dans l'ensemble du pays, à assurer la protection des renseignements personnels et à protéger le processus électoral contre toute ingérence étrangère.
 - Groupe de discussion avec des Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec (20 mars 2024).
 - Le 21 mars. Le gouvernement du Canada annonce que le salaire minimum fédéral passera à 17,30 dollars de l'heure à compter du 1^{er} avril 2024.
 - Groupe de discussion avec des Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto (21 mars 2024)
- Du 22 au 28 mars
 - Le 25 mars. Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il prendra des mesures pour faciliter les départs à petite échelle de Canadiens en danger en Haïti vers la République dominicaine.
 - Groupe de discussion avec des candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario (26 mars 2024).
 - Le 26 mars. Le gouvernement du Canada lance une enquête sur les retards accusés quant au versement de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) aux résidents temporaires.
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de régions urbaines du Manitoba (27 mars 2024).
 - Le 27 mars. Une loi modifiant la *Loi sur Investissement Canada* reçoit la sanction royale, permettant ainsi au gouvernement du Canada de se doter de pouvoirs supplémentaires pour contrer les menaces à la sécurité nationale impliquant des investissements étrangers au Canada.
 - Le 27 mars. Le gouvernement du Canada annonce une série de mesures qu'il entend inclure dans le prochain budget 2024, dont le lancement d'un nouveau Fonds de protection des locataires de 15 millions de dollars, la création d'une nouvelle Charte canadienne des droits des locataires ainsi que des mesures visant à s'assurer que les locataires sont en mesure de se constituer une cote de crédit en réglant leurs factures en temps voulu.

- Groupe de discussion avec des membres de la population générale du Canada Atlantique (28 mars 2024).
- Le 28 mars. Dans le cadre de son budget fédéral, le gouvernement du Canada annonce le lancement prochain du Programme de prêts pour l'expansion des services de garde, destiné à financer la construction de nouvelles garderies et la rénovation de garderies existantes.
- Du 29 au 31 mars
 - Le 30 mars. Le gouvernement du Canada annonce qu'environ 70 membres des FACS ont été déployés en Haïti dans le cadre d'une mission multinationale d'appui à la sécurité.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Au début de chaque rencontre, les participants ont été interrogés sur ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- L'annonce du gouvernement du Canada selon laquelle le projet de loi C-64, *Loi concernant l'assurance médicaments*, définissant les principes fondamentaux de la première phase d'un régime canadien d'assurance médicaments national et universel ainsi que les mesures que prendrait le gouvernement fédéral pour fournir une couverture universelle à payeur unique pour les contraceptifs et les médicaments contre le diabète;
- La mise en place du Régime canadien de soins dentaires (RCSD), un programme visant à réduire les obstacles financiers empêchant des résidents canadiens admissibles d'accéder à des soins de santé buccodentaire, avec pour priorité initiale d'étendre la couverture dentaire aux personnes âgées dont le revenu familial net ajusté est inférieur à 90 000 dollars;
- L'augmentation prochaine (à compter du 1er avril 2024) du prix fédéral sur le carbone, le modèle fédéral de tarification de la pollution par le carbone passant de 65 dollars la tonne en 2023 à 80 dollars la tonne en 2024;
- La décision prise par la Banque du Canada, le 6 mars 2024, de maintenir son taux directeur à 5 %;

- L'annonce, dans le cadre du prochain budget fédéral 2024, de la création d'une nouvelle Charte canadienne des droits des locataires qui viserait à sanctionner des pratiques telles que la rénoviction, à créer un contrat de bail national normalisé et à conférer aux locataires un plus grand pouvoir lors d'interactions avec leurs propriétaires;
- L'abandon annoncé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) de l'Incitatif à l'achat d'une première propriété (IAPP), en vertu duquel aucune nouvelle demande ne sera approuvée après le 31 mars 2024;
- L'annonce d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) selon laquelle, à compter de 2024, le gouvernement du Canada fixerait un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers pour une période de deux ans.
- Les discussions en cours concernant les coûts engagés par le gouvernement du Canada pour le développement et la mise en œuvre de l'application ArriveCan, y compris les questions visant à déterminer si les entrepreneurs engagés pour ce projet avaient observé des pratiques de gestion financière adéquates et si une supervision fédérale suffisante avait été mise en place;
- Le refus du gouvernement du Canada d'accéder à la demande du gouvernement du Québec d'obtenir le contrôle juridictionnel total de l'immigration dans la province.

Les participants se souvenaient de certaines activités du gouvernement du Canada sur la scène internationale. Au nombre de ces mesures figuraient :

- L'aide humanitaire continue apportée aux civils d'Israël, de la bande de Gaza et de la Cisjordanie qui ont été touchés par les attaques perpétrées par l'organisation terroriste Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023, ainsi que par la riposte militaire israélienne qui s'en est suivie;
- L'aide militaire et financière continue apportée à l'Ukraine en soutien aux efforts que ce pays déploie pour se défendre contre l'invasion de son territoire par la Russie; un certain nombre de participants se souvenaient avoir entendu parler de l'engagement du gouvernement du Canada à fournir une aide financière et militaire supplémentaire de 3 milliards de dollars annoncé lors d'une visite du premier ministre et d'autres fonctionnaires, le 24 février 2024 à Kiev, en Ukraine;
- Les efforts déployés par le gouvernement fédéral pour aider des citoyens canadiens, des résidents permanents, ainsi que les membres de leurs familles à quitter Haïti dans la foulée de l'agitation civile que connaît le pays et compte tenu de son état d'urgence permanent. Quelques participants se souvenaient également d'avoir entendu dire que le gouvernement du Canada s'était engagé à investir 123 millions de dollars pour l'amélioration des conditions de sécurité de la population haïtienne.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (Canadiens de

race noire de Toronto, Colombie-Britannique
Québec, régions urbaines de l'Alberta, Ontario,
immigrants récents de la région métropolitaine de
Montréal, millénariaux de centres de taille moyenne
de la C.-B., Canadiens de la classe moyenne issus de
grands centres du Québec, Canadiens de la
génération Z de la région du Grand Toronto,
candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario,
régions urbaines du Manitoba)

Les participants de tous les groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Les participants ont été invités à définir les domaines dans lesquels ils estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada et ceux dans lesquels ils jugeaient qu'il y avait matière à amélioration. Ces derniers ont formulé un éventail d'opinions à la fois positives et négatives concernant un certain nombre d'enjeux. Au nombre de ces derniers figuraient :

- Soins de santé — plusieurs participants ont tenu des propos favorables au sujet du système de soins de santé canadien et de la couverture médicale universelle offerte à tous les Canadiens, y compris à ceux dont les moyens financiers sont limités. Les participants ont tout particulièrement cité les récentes annonces relatives au régime canadien de soins dentaires (RCSD) et à la mise en œuvre d'un programme national d'assurance médicaments comme étant des mesures importantes prises par le gouvernement fédéral et qui, selon eux, renforceraient davantage le système de soins de santé. Un certain nombre d'entre eux estimaient toutefois qu'il y avait encore beaucoup à faire pour améliorer la prestation des soins de santé au Canada. On estimait qu'il fallait en faire beaucoup plus pour remédier aux pénuries de médecins et d'infirmières constatées dans de nombreuses collectivités canadiennes, ainsi qu'aux longs délais d'attente signalés auxquels sont confrontées les personnes cherchant à obtenir des soins dans des salles d'urgence et des cliniques sans rendez-vous. Quelques participants étaient d'avis qu'il fallait également investir davantage dans les domaines que sont la santé mentale et le traitement des dépendances, estimant qu'il s'agissait de problèmes importants auxquels un nombre croissant de Canadiens étaient confrontés;
- Immigration — un certain nombre de participants, dont ceux qui avaient eux-mêmes suivi processus d'immigration, ont parlé en termes positifs du système d'immigration canadien. Ces participants étaient d'avis que ce dernier était généralement bien géré et équitable, et qu'il prévoyait un large éventail de mesures de soutien destiné aux nouveaux arrivants, y compris des ressources et des débouchés destinés à les aider à s'intégrer au sein de leurs nouvelles

collectivités. Plusieurs d'entre eux avaient cependant le sentiment que trop d'immigrants avaient été admis au Canada ces dernières années et que cela avait des répercussions négatives sur le coût de la vie, le prix des logements et la capacité des services et des infrastructures essentielles à s'adapter à cet essor démographique;

- Éducation — si certains participants ont tenu des propos positifs au sujet de l'enseignement primaire et secondaire universel offert aux enfants canadiens qu'ils considéraient comme étant de haute qualité, un certain nombre d'entre eux estimaient que des mesures devaient être prises pour augmenter les salaires des enseignants et inciter davantage de personnes à embrasser cette profession. On était d'avis que de nombreuses collectivités étaient actuellement confrontées à une pénurie d'enseignants et d'autres membres du personnel scolaire et qu'il fallait remédier à ce problème en priorité, ce qui, selon les participants, relevait de la compétence du gouvernement fédéral. Un certain nombre d'entre eux estimaient également qu'il fallait en faire davantage pour rendre l'enseignement postsecondaire plus abordable dans l'intérêt des Canadiens. Ces participants estimaient que des mesures devaient être prises pour réduire les frais de scolarité (ce qui était également considéré comme relevant de la responsabilité du gouvernement fédéral) et pour fournir davantage d'aides financières et de bourses d'études à ceux qui souhaitaient poursuivre des études postsecondaires.
- Réconciliation — bien que certains d'entre eux considéraient que le gouvernement du Canada avait accordé une grande importance à la mise en lumière et à la résolution des problèmes auxquels sont confrontés les peuples autochtones, notamment en instituant une Journée nationale de la vérité et de la réconciliation, nombre de participants estimaient que des mesures plus concrètes devaient être prises en ce sens. On était d'avis que beaucoup trop de communautés autochtones continuaient d'être confrontées à des difficultés liées à un manque d'eau potable, au coût élevé des logements et des aliments ainsi qu'aux traumatismes résultant du système historique des pensionnats autochtones.

Les participants ont également mentionné un certain nombre de domaines dans lesquels ils estimaient que la performance du gouvernement du Canada avait été satisfaisante, à savoir :

- Mesures de soutien destinées aux Canadiens — plusieurs participants considéraient que la performance du gouvernement fédéral avait été satisfaisante en ceci qu'il avait fourni un large éventail d'aides et de prestations aux Canadiens. Au nombre des programmes et initiatives mentionnés par les participants figuraient l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), l'assurance-emploi (AE), l'instauration du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), les prestations versées en cas de pandémie dont la Prestation canadienne d'urgence (PCU), et la décision d'indexer les prestations sur le taux d'inflation dans les années à venir;
- Diversité et le multiculturalisme — plusieurs participants estimaient satisfaisante la performance du gouvernement du Canada en matière de protection et de promotion de la diversité et du multiculturalisme dans toutes les régions du pays. On estimait que le gouvernement fédéral s'était résolument attaché à défendre les droits de groupes particuliers et notamment des femmes, des minorités visibles et des membres de la communauté 2ELGBTQI+.

- Aide humanitaire — un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral avait également apporté un soutien efficace aux personnes confrontées à des crises humanitaires dans le monde entier. Parmi les mesures mentionnées figuraient l’envoi de fournitures et de ressources aux civils confrontés à des conflits dans des pays comme l’Ukraine, l’accueil de personnes cherchant à fuir ces conflits et la fourniture d’une aide humanitaire aux personnes vivant dans des pays touchés par des catastrophes naturelles de grande ampleur, notamment des tremblements de terre, des feux de forêt ainsi que des ouragans.

Les participants ont en outre énuméré une série de domaines dans lesquels ils estimaient que le gouvernement du Canada pouvait faire mieux. Au nombre de ceux-ci figuraient :

- Coût de la vie — un certain nombre des participants estimaient qu’il fallait en faire davantage pour aider les Canadiens à faire face au coût de la vie qu’ils considéraient comme étant élevé à l’heure actuelle. On considérait que le gouvernement fédéral devait davantage s’attacher à rendre la vie des Canadiens plus abordable et que des mesures devaient être prises pour aider à réduire le coût des produits de première nécessité, et notamment des produits d’épicerie. Un certain nombre de participants se sont dit d’avis que le gouvernement fédéral devait réduire ses dépenses, estimant que les lourds déficits accumulés au cours des dernières années étaient en partie responsables de la hausse de l’inflation. Quelques participants estimaient que davantage devait être fait pour rendre les déplacements plus abordables partout au Canada. On estimait que les déplacements vers d’autres régions du pays étaient devenus beaucoup plus coûteux ces dernières années et que la suspension de services comme ceux des lignes de bus Greyhound Canada avait eu pour effet d’exacerber ce problème davantage.
- Logement — bon nombre de participants ont cité le logement comme l’une des principales sources de préoccupation à l’heure actuelle. De l’avis général, le prix des logements était de plus en plus inabordable, tant pour les propriétaires que pour locataires, et il fallait en faire plus pour garantir un accès à des logements sûrs et abordables à tous les Canadiens. Un certain nombre de personnes étaient d’avis que d’autres problèmes comme la pénurie de logements avaient contribué à une augmentation de l’itinérance et des dépendances au sein de leurs collectivités au cours des dernières années et craignaient que cette tendance ne se maintienne si le gouvernement du Canada ne prenait pas des mesures pour remédier à ce problème;
- Fiscalité — plusieurs participants avaient le sentiment que les Canadiens payaient actuellement trop d’impôt. Ils estimaient en outre que le gouvernement fédéral devait envisager d’accorder des allègements fiscaux temporaires aux Canadiens à revenu faible ou moyen ayant du mal à joindre les deux bouts en raison du coût élevé de la vie.

Lorsqu’on leur a demandé quelles devraient être, selon eux, les priorités les plus importantes du gouvernement fédéral, un grand nombre de participants ont réitéré qu’il fallait davantage s’attacher à réduire le coût de la vie, à remédier à la pénurie de logements abordables, à améliorer le système de soins de santé, à réduire le coût de l’enseignement postsecondaire et à stabiliser le taux d’immigration. Au nombre des autres priorités mentionnées figuraient la création d’un plus

grand nombre d'emplois bien rémunérés dans l'intérêt des Canadiens, la poursuite des initiatives visant à rendre les services de garde d'enfants plus abordables, ainsi que la fourniture d'une aide financière plus importante aux ménages à faible et moyen revenu qui peinent actuellement à faire face au coût de la vie. Un certain nombre de participants estimaient que davantage devait être fait pour venir en aide aux personnes âgées, à la fois en leur garantissant un accès à des soins de santé et en protégeant leur bien-être financier.

Canadiens de race noire (résident à Toronto)

Les participants d'un groupe composé de Canadiens de race noire résidant à Toronto ont partagé leurs points de vue sur leur vie au Canada et sur les mesures prises par le gouvernement du Canada pour renforcer le dialogue avec les Canadiens de race noire et améliorer le soutien qui leur est apporté. Lorsqu'on leur a demandé de citer ce qu'ils considéraient comme étant les principaux enjeux auxquels les Canadiens de race noire sont confrontés et auxquels le gouvernement fédéral doit accorder une plus grande priorité, les participants ont formulé des commentaires concernant toute une série de questions. Au nombre de celles-ci figuraient notamment la nécessité d'investir davantage dans le logement et l'éducation au sein de communautés à prédominance noire, de faciliter l'accès des Canadiens de race noire au marché du logement, de remédier aux différences perçues relativement au traitement réservé aux Canadiens de race noire par les forces de l'ordre, et d'assurer une plus grande représentation de ces derniers à des postes de pouvoir et de responsabilité à tous les paliers de gouvernement.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient connaissance de mesures prises par le gouvernement du Canada pour venir en aide aux Canadiens de race noire, si un petit nombre d'entre eux avaient entendu parler de la création du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires, aucune autre initiative n'a pu être citée. Lorsqu'on leur a demandé si, dans ses efforts pour soutenir le secteur des énergies propres, le gouvernement du Canada était sur la bonne ou la mauvaise voie, la plupart des participants se sont dit incertains, bon nombre d'entre eux estimant qu'ils n'en savaient pas assez sur les activités du gouvernement dans ce domaine pour pouvoir en faire une évaluation objective.

À la question de savoir s'ils considéraient le racisme anti-Noirs comme un problème important au Canada, presque tous les participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux estimaient que ce problème s'était aggravé au cours des dernières années et qu'un plus grand nombre de particuliers se sentaient désormais enhardis à poser des gestes et à adopter des comportements racistes. Outre ce qu'ils considéraient comme une montée manifeste du racisme anti-Noirs, plusieurs participants étaient d'avis que ce type de discrimination se manifestait plus subtilement sous forme de microagressions en milieu de travail et par le traitement jugé inégal des Canadiens de race noire par les forces de l'ordre et d'autres personnes en position d'autorité. Bon nombre de participants étaient d'avis qu'il fallait faire davantage pour s'assurer que les droits à l'égalité, tels que définis dans la Charte des droits et libertés, sont suffisamment respectés et que le racisme et la discrimination n'aient pas leur place au Canada.



Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne voie dans ses efforts pour remédier à ces enjeux, la plupart d'entre eux se sont dit incertains et ignoraient en grande partie les mesures qu'il avait prises en ce sens. En discutant de moyens d'accroître son implication auprès des Canadiens de race noire, bon nombre de participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral pouvait faire davantage pour établir des contacts et nouer un dialogue avec les responsables des communautés noires. On était d'avis qu'en adoptant cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait mieux comprendre les besoins particuliers des Canadiens de race noire et des moyens d'y répondre. On estimait en outre que des mesures pourraient être prises pour mettre en œuvre un plus grand nombre d'initiatives et de programmes et pour élaborer des communications expressément destinées à encourager les Canadiens de race noire et à leur permettre d'avoir prise sur leur propre vie. Quelques participants se sont dit d'avis qu'on ne prêtait habituellement attention aux problèmes auxquels sont confrontées les personnes de race noire que pendant le Mois de l'histoire des Noirs et lors d'événements culturels comme le Carnaval des Caraïbes de Toronto (aussi appelé Caribana). Ces participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait davantage s'attacher à nouer un dialogue avec les Canadiens de race noire tout au long de l'année.

Assurance médicaments (Canadiens de race de Toronto, Québec, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z de la région du Grand Toronto)

Les participants de cinq groupes ont pris part à une discussion portant sur l'assurance médicaments et sur les mesures récemment prises par le gouvernement du Canada visant à instaurer un régime d'assurance médicaments national. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure les soins de santé constituaient à leurs yeux une priorité à l'heure actuelle, presque tous les participants estimaient qu'il s'agissait de l'une des questions les plus urgentes auxquelles les Canadiens étaient actuellement confrontés. Décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les principales contraintes liées à la prestation de soins de santé au sein de leurs communautés, les participants ont énuméré des problèmes comme la pénurie perçue de médecins et d'infirmières, les longs temps d'attente dans les salles d'urgence et les cliniques sans rendez-vous, les difficultés à obtenir un médecin de famille et les retards importants auxquels sont confrontés ceux qui souhaitent obtenir un rendez-vous avec un spécialiste ou subir une intervention médicale. Dans le même ordre d'idées, quelques participants estimaient qu'il fallait faire davantage pour accélérer la procédure de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de permettre aux médecins et aux infirmières formés à l'étranger d'exercer plus facilement au Canada.

À la question expresse de savoir s'ils considéraient le coût des médicaments sur ordonnance comme constituant un enjeu majeur pour les Canadiens, si la plupart des participants ont répondu par



l'affirmative, quelques-uns d'entre eux estimaient qu'il s'agissait d'une priorité secondaire par rapport aux autres problèmes que constituent notamment les pénuries de travailleurs de la santé et les longs temps d'attente. Si plusieurs participants avaient le sentiment qu'un grand nombre de Canadiens bénéficiaient actuellement d'une couverture pour leurs médicaments sur ordonnance par l'intermédiaire de leur employeur, ils estimaient que ces médicaments pouvaient être très coûteux pour les personnes ne bénéficiant que d'une couverture partielle ou n'en bénéficiant pas du tout. On considérait que, pour les Canadiens à faible revenu, il s'agissait d'un défi tout particulier, dans la mesure où ils devaient souvent concilier le coût élevé des médicaments prescrits avec d'autres dépenses essentielles comme l'épicerie et le logement. Lorsqu'on leur a demandé d'estimer le pourcentage de Canadiens ne bénéficiant pas d'une couverture pour leurs médicaments d'ordonnance, les participants ont fourni des réponses allant de 20 % à 80 %.

Bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le coût des médicaments sur ordonnance, qu'ils jugeaient élevé, avait un impact négatif sur la santé mentale et physique de ceux qui peinaient à pouvoir assumer le coût de ces médicaments. On estimait que pour de nombreuses personnes souffrant de maladies chroniques, ce problème constituait une source de stress importante puisqu'il les plaçait dans une situation financière précaire et les obligeait à réduire leurs dépenses dans d'autres domaines importants de leur vie. Un certain nombre de participants se sont également dit préoccupés par les graves conséquences, voire les conséquences fatales que pourrait avoir le coût élevé des médicaments pour les personnes contraintes de rationner leurs médicaments ou d'y renoncer totalement faute d'avoir les moyens de se les procurer.

Si la plupart d'entre eux connaissaient le terme « assurance médicaments », peu d'entre eux savaient en quoi consistait ce type de régime. Au nombre des participants qui connaissaient ce terme, on disait croire que l'assurance médicaments était un système en vertu duquel le gouvernement fédéral couvrait le coût des médicaments d'ordonnance dans l'intérêt des Canadiens. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient favorables à l'instauration d'un régime d'assurance médicaments universel au Canada en vertu duquel tout le monde bénéficierait d'une couverture pour les médicaments sur ordonnance, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. On était d'avis que, pour les personnes souffrant de pathologies graves (comme le diabète ou l'épilepsie) et ayant actuellement du mal à assumer le coût de leurs médicaments, l'instauration d'un tel régime pourrait avoir un impact bénéfique significatif, et même sauver des vies dans certains cas. Tout en soutenant l'objectif de rendre les médicaments plus abordables au Canada, un certain nombre de participants se sont dit préoccupés par les coûts financiers élevés qu'entraîneraient, selon eux, l'instauration et l'administration d'un régime d'assurance médicaments national, et craignaient qu'une telle mesure ait pour effet d'augmenter les impôts si elle devait être mise en œuvre.

Aucun participant n'avait eu connaissance de quelconques mesures prises par le gouvernement fédéral visant à mettre en place un régime d'assurance médicaments national. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le 29 février 2024, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi pour la mise en œuvre de la première phase d'un régime d'assurance médicaments national afin d'améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance et les rendre plus abordables pour un plus grand nombre de Canadiens.

Si le projet de loi est approuvé, le gouvernement entend collaborer avec les provinces et territoires afin de fournir une couverture universelle à payeur unique pour un certain nombre de moyens de contraception et de médicaments contre le diabète. Le gouvernement du Canada entend également créer un fonds pour aider les Canadiens à accéder aux fournitures dont les personnes atteintes de diabète ont besoin à la fois pour gérer et surveiller leur maladie et à administrer leurs médicaments, comme les seringues et les bandelettes de test de glycémie.

Presque tous les participants ont réagi positivement à cette information. De l'avis général, cette mesure du gouvernement du Canada constituait un pas dans la bonne direction et il était probable que ses répercussions dans la vie d'un grand nombre de Canadiens soient positives. Tous les participants estimaient qu'il était important que le gouvernement fédéral inclue les médicaments contre le diabète dans la première phase de ce projet, estimant qu'il s'agissait d'une maladie grave touchant un nombre croissant de familles canadiennes. Un certain nombre de participants, eux-mêmes prédiabétiques ou diabétiques ou connaissant des personnes qui l'étaient, étaient d'avis que cette mesure aurait un impact marquant dans la vie des personnes atteintes de ces maladies.

La plupart d'entre eux considéraient également qu'il était important d'inclure les contraceptifs dans cette première phase, estimant qu'ils sont particulièrement essentiels à la santé et au bien-être général des femmes au Canada. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que bien que la contraception soit importante, il existait déjà de nombreux moyens d'accéder à des moyens de contraception abordables. Ces participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait plutôt prioriser la fourniture de médicaments contre d'autres maladies mettant la vie en danger, comme le cancer et l'épilepsie. S'ils se disaient d'avis que le fait de rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables dans l'intérêt des Canadiens constituait une mesure positive, certains participants estimaient que le gouvernement fédéral devait accorder une attention particulière à la promotion d'un mode de vie plus sain et plus actif dans le but ultime de réduire le nombre de Canadiens dépendant de médicaments dans les années à venir.

Décrivant les types d'impact qu'ils s'attendaient à ce que cette phase initiale produise, bon nombre d'entre eux disaient croire que cette couverture élargie bénéficierait particulièrement aux groupes que constituent notamment les personnes âgées et les personnes vivant avec un handicap. On estimait que le coût des médicaments était en général plus élevé pour ces groupes et qu'ils disposaient de moins de ressources financières pour pouvoir assumer ces dépenses. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient à ce que cette phase initiale ait également pour effet de créer un élan positif favorisant la mise en place d'une couverture universelle pour d'autres médicaments et soutiens en matière de santé (p. ex. soins de la vue et ressources en matière de santé mentale) dans les années à venir. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des questions au sujet du régime, un certain nombre de participants ont réitéré leurs préoccupations quant à savoir combien coûterait un régime d'assurance médicaments national et si ce dernier entraînerait une augmentation des impôts. Quelques-uns d'entre eux se demandaient également si, dans le cadre de ce régime, les Canadiens auraient accès à des médicaments de marque (plutôt qu'à des médicaments génériques) et ce qu'il adviendrait de ceux qui bénéficiaient déjà d'une assurance médicaments par l'intermédiaire de leur employeur.

Les participants se sont vu préciser que, pour mettre en œuvre ce régime, le gouvernement fédéral devrait collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux. À la question de savoir s'ils cautionneraient la participation de leur province à un régime d'assurance médicaments national, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux ont déclaré qu'ils seraient extrêmement déçus si, après la mise en place d'un régime d'assurance médicaments national, leur province choisissait de ne pas y adhérer.

Après s'être vu informer qu'un régime d'assurance médicaments national pouvait soit être entièrement public, c'est-à-dire que tous les Canadiens seraient couverts par le même régime, soit reposer sur une approche consistant à « combler les lacunes » et à permettre à ces derniers de continuer à souscrire aux régimes publics et privés existants tout en offrant une couverture à ceux qui n'en ont pas, un plus grand nombre de participants a exprimé leur préférence pour une approche consistant à « combler les lacunes ». Ces participants étaient d'avis qu'une telle approche serait probablement moins coûteuse pour le gouvernement fédéral et qu'elle permettrait également à ceux qui le souhaitaient de conserver leur couverture privée existante. De l'avis du petit nombre de participants favorables à un régime d'assurance médicaments universel, il s'agirait de l'approche la plus équitable qui garantirait à tous le même niveau de couverture. Dans le même ordre d'idées, on était d'avis qu'une approche universelle permettrait d'éviter la création d'un système d'assurance médicaments à deux vitesses, en vertu duquel certaines personnes auraient accès à un vaste éventail de produits pharmaceutiques par l'intermédiaire de leur employeur, tandis que d'autres ne bénéficieraient que d'un niveau de couverture minimal.

Les participants ayant déclaré être actuellement couverts par un régime d'assurance pour médicaments sur ordonnance étaient légèrement plus nombreux que ceux qui ne l'étaient pas. La plupart de ceux qui bénéficiaient d'une couverture se sont déclarés relativement satisfaits de leur régime. Quelques-uns d'entre eux estimaient que leur couverture pourrait être améliorée, notamment en ce qui concerne les inconvénients liés à l'obligation de verser une quote-part pour accéder à leurs prestations ou de devoir payer des services à l'avance et présenter des factures par la suite pour obtenir un remboursement. Bien qu'un petit nombre d'entre eux aient dit craindre qu'un programme national d'assurance médicaments ne les conduise à bénéficier d'une couverture moins étendue à l'avenir, la plupart des participants ne s'attendaient pas à ce que cette initiative ait une incidence sur leur couverture actuelle.

En se focalisant sur le régime d'assurance médicaments national dans son ensemble, presque tous les participants étaient d'avis qu'il contribuerait de manière efficace à rendre la vie des Canadiens plus abordable. Quelques-uns d'entre eux avaient un avis quelque peu différent, estimant que même si cette initiative avait le potentiel de rendre la vie au Canada plus abordable, cela dépendrait finalement de la question de savoir si les économies réalisées par le biais de ce programme compenseraient les coûts supplémentaires (tels que des impôts potentiellement plus élevés) qu'entraîneraient la mise en œuvre et l'administration de ce régime.

En discutant des autres avantages que présenterait l'instauration d'un régime d'assurance médicaments, un certain nombre de participants étaient d'avis qu'elle contribuerait à alléger la pression subie par le système de soins de santé. On était d'avis qu'une couverture d'assurance médicaments abordable permettrait à un plus grand nombre de Canadiens de gérer leurs problèmes

de santé de manière plus efficace, en évitant d'accroître le nombre de soins médicaux hospitaliers requis ainsi que et leur fréquence. De l'avis général, un régime d'assurance médicaments national contribuerait à améliorer la prestation de soins de santé au Canada ainsi que la qualité de vie globale des Canadiens.

Logement (Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la situation du logement au Canada. Les discussions au sein du groupe composé de candidats à la propriété résidant dans le sud-ouest de l'Ontario se sont centrées sur des questions portant notamment sur la nécessité de renforcer la protection des locataires et sur les difficultés liées à l'obtention et à l'abordabilité d'un prêt hypothécaire, tandis que les participants de la région du Grand Toronto et de grands centres du Québec ont discuté des mesures pouvant être prises pour accroître l'offre de logements.

Charte des droits des locataires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario)

Dans un premier temps, les participants ont été invités à relever les principales difficultés auxquelles sont confrontés les Canadiens en matière de logement et auxquelles le gouvernement devrait à leur avis accorder une plus grande priorité. La quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il fallait faire davantage pour s'assurer que les Canadiens aient accès à des logements sûrs et abordables (tant à l'achat qu'à la location) et bon nombre d'entre eux étaient d'avis que des mesures devaient être prises pour mieux protéger les droits des locataires. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il devrait y avoir des règlements plus contraignants concernant les montants de loyer que peuvent facturer les propriétaires, le taux auquel les loyers peuvent être augmentés et le nombre de propriétés que peuvent posséder des particuliers et des entreprises à titre locatif ou en tant qu'investissements.

Tous les participants estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour venir en aide aux acheteurs d'une première propriété, et qu'une telle initiative aurait un impact positif généralisé sur de nombreuses familles canadiennes, incluant la leur. Augmenter l'offre de logements était aussi généralement considéré comme constituant une priorité majeure à l'heure actuelle, bon nombre de participants estimant que des mesures beaucoup plus urgentes étaient requises de la part du gouvernement fédéral dans ce dossier. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu parler de quelconques mesures prises par le gouvernement du Canada en matière de logement, si quelques participants se souvenaient de la création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), aucune autre initiative n'a pu être citée.

Presque tous les participants avaient précédemment indiqué être actuellement locataires. En décrivant leur expérience en tant que locataires, la plupart d'entre eux estimaient que le marché locatif dans son ensemble était devenu beaucoup plus onéreux ces dernières années, tandis que quelques-uns d'entre eux ont indiqué que le coût de leur propre loyer était demeuré relativement stable et abordable. Quelques participants se rappelaient avoir récemment connu des difficultés financières liées à l'augmentation du coût des loyers et avoir été contraints de solliciter l'aide de membres de leur famille pour pouvoir payer leur loyer. À la question de savoir comment ils décriraient leurs droits en tant que locataires, la plupart des participants se sont dit incertains et n'avaient pas le sentiment de bien comprendre les protections dont ils pouvaient se prévaloir. Concernant le rôle que devrait jouer le gouvernement du Canada pour protéger les droits des locataires, la plupart des participants estimaient qu'il devait s'efforcer de mettre en place des règlements plus contraignants afin que les propriétaires ne facturent pas des loyers exorbitants et que la location demeure une option abordable au sein des collectivités canadiennes.

En discutant de ce qui leur venait à l'esprit lorsqu'on parle de « charte des droits des locataires », les participants estimaient que celle-ci comprendrait les règlements relatifs aux loyers qu'ils avaient précédemment mentionnés, de meilleures garanties contre toute discrimination fondée sur des caractéristiques liées à la race, au sexe ou à la sexualité, ainsi que des normes nationales clairement définies concernant le degré d'entretien et de maintenance exigé par les propriétaires d'immeubles locatifs. Lorsqu'on leur a demandé quels droits ou protections supplémentaires devraient, à leur avis, être inclus dans une charte des droits des locataires, un certain nombre d'entre eux estimaient que les pratiques que sont la rénoviction et les évictions de groupes vulnérables (comme ceux des personnes âgées et des personnes handicapées) devaient être davantage réglementées afin de garantir que tous les locataires soient traités de manière équitable tout au long du processus d'éviction. En discutant de l'impact qu'aurait, selon eux, l'instauration d'une charte des droits des locataires sur les rapports entre propriétaires et locataires, les participants ont exprimé des avis divers. Certains d'entre eux estimaient qu'une telle charte conduirait à des rapports plus acrimonieux, surtout de la part des propriétaires, car ils étaient d'avis que ces derniers auraient à leur tour le sentiment que la location de leurs logements ne serait pas aussi profitable financièrement. D'autres étaient d'un avis différent et estimaient qu'une charte des droits des locataires permettrait de fixer des attentes plus réalistes entre les deux parties et créerait, à long terme, des rapports plus positifs.

Tous les participants ont indiqué qu'ils appuieraient toute collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux dans le but de créer une charte nationale des droits des locataires. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'au moment d'élaborer cette législation, une collaboration entre les différents paliers de gouvernement serait d'une importance cruciale. Ces participants estimaient que les gouvernements provinciaux et territoriaux auraient probablement une meilleure connaissance des défis uniques auxquels sont confrontés les locataires dans leurs provinces et territoires et auraient des observations importantes à communiquer quant aux garanties pouvant à l'avenir être mises en place pour mieux protéger les locataires.

Prêts hypothécaires (candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario)

Se focalisant ensuite sur des questions liées aux prêts hypothécaires, les participants ont été invités à faire part de leur expérience pour ce qui est de s'orienter sur le marché du logement au cours des dernières années. Tous les participants avaient précédemment indiqué avoir l'intention d'acheter une propriété dans les années à venir, et presque tous se sont déclarés candidats à l'achat d'une première propriété. De l'avis général, le prix des logements au sein de leur collectivité avait considérablement augmenté au cours des dernières années, rendant prohibitif l'achat d'une propriété pour de nombreux Canadiens, y compris pour eux-mêmes. Plusieurs participants ont décrit les difficultés qu'ils avaient rencontrées non seulement pour verser la mise de fonds nécessaire à l'achat d'une maison aux prix actuels, mais aussi pour obtenir un prêt hypothécaire afin de financer cet achat. On estimait qu'en raison des récentes augmentations des taux d'intérêt, il était devenu de plus en plus difficile pour les candidats à la propriété d'obtenir un prêt hypothécaire, surtout sans cote de solvabilité solide et bien établie. Un certain nombre de participants estimaient que les exigences de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en matière d'assurance pour tous les achats dont la mise de fonds est inférieure à 20 % avaient également fait obstacle à une éventuelle accession à la propriété dans le cas de nombreux acheteurs potentiels. En décrivant d'autres difficultés liées à l'achat d'une propriété, les participants ont mentionné la pratique selon laquelle de grandes sociétés achètent de vastes étendues de logements résidentiels, étant d'avis que cette pratique avait eu pour effet d'augmenter les coûts liés à l'habitation dans de nombreuses régions du pays et de réduire l'offre de logements abordables destinée aux Canadiens.

Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure le versement d'une mise de fonds avait constitué un obstacle à leur projet d'achat d'une propriété, les participants considérant qu'il s'agissait d'une préoccupation majeure étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui s'attendaient à ce que cela constitue un obstacle, un certain nombre de participants estimait qu'ils se verraient obligés de compter sur leurs parents pour pouvoir assumer le paiement de leur mise de fonds, tandis que d'autres ne voyaient pas comment ils parviendraient à économiser la mise de fonds nécessaire à l'achat d'une propriété dans leur région. À la question de savoir s'ils avaient entendu parler de la création du compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), un certain nombre de participants ont répondu par l'affirmative, et presque tous ceux qui étaient au courant de cette initiative ont déclaré avoir eux-mêmes ouvert un CELIAPP. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu informer que le gouvernement du Canada avait mis en place le CELIAPP comme moyen d'aider les Canadiens à économiser jusqu'à 40 000 \$ à l'abri de l'impôt et faciliter l'achat de leur première propriété. Tous les participants qui avaient ouvert un CELIAPP estimaient que cette démarche avait augmenté leur capacité à épargner en vue du versement d'une mise de fonds. On estimait que le fait de disposer d'un compte expressément destiné à l'épargne-logement les incitait davantage à cotiser chaque mois et leur donnait un objectif financier tangible à atteindre.

À la question de savoir si la perspective de contracter puis de rembourser un prêt hypothécaire les préoccupait, bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont dit craindre de ne jamais pouvoir rembourser leur prêt hypothécaire suivant l'achat d'une propriété,

compte tenu de la somme importante qu'ils s'attendaient à devoir emprunter et du temps qu'il leur faudrait pour la rembourser. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'il leur serait difficile de se voir accorder un prêt hypothécaire, citant notamment comme obstacles les taux d'intérêt actuellement perçus comme étant élevés, leur situation financière personnelle et le montant élevé des emprunts nécessaires à l'achat d'une propriété dans leur région.

Tous estimaient que les taux d'intérêt actuels étaient élevés, et plusieurs d'entre eux considéraient que de nombreux propriétaires canadiens s'étaient retrouvés dans une situation précaire en raison de l'augmentation des taux d'intérêt au cours des dernières années. Certains participants s'inquiétaient des conséquences qu'aurait la hausse des taux d'intérêt pour les propriétaires ayant acheté leur logement à un moment où les taux étaient beaucoup plus bas et qui se verraient désormais contraints de payer des mensualités nettement plus élevées lors du renouvellement de leur prêt hypothécaire dans les mois et les années à venir. On s'attendait à ce que cette augmentation marquée du coût des logements soit insoutenable pour de nombreuses personnes et que, dans certains cas, des Canadiens soient exposés au risque de perdre leur propriété. À la question de savoir si, au cours des prochaines années, ils prévoyaient que les taux d'intérêt augmentent, diminuent ou demeurent à peu près les mêmes, la quasi-totalité d'entre eux s'attendait à ce qu'ils augmentent. De l'avis général, le coût des produits d'épicerie, du logement, de l'énergie et de nombreux autres produits essentiels n'avait cessé d'augmenter au cours des dernières années et une hausse des taux d'intérêt serait probablement nécessaire pour stabiliser les prix. Un petit nombre de participants étaient d'avis que les taux d'intérêt demeureraient probablement les mêmes et qu'ils commenceraient probablement à diminuer graduellement au cours des prochaines années.

En discutant des critères que devraient prendre en compte les banques et autres prêteurs pour déterminer l'admissibilité à un prêt hypothécaire, les participants ont suggéré les facteurs que sont notamment l'absence de dettes, la régularité d'emploi ainsi que le nombre d'années de résidence au Canada. Concernant ce dernier point, quelques participants estimaient que pour pouvoir obtenir un prêt hypothécaire auprès d'un prêteur canadien, il fallait avoir résidé au pays pendant un certain nombre d'années. À la question de savoir si l'historique des paiements de loyer devrait être pris en compte par les prêteurs, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, estimant qu'il s'agissait pour les locataires d'un moyen intéressant d'établir des antécédents de solvabilité et de démontrer une capacité à effectuer de futurs paiements hypothécaires. Un certain nombre d'entre eux craignaient toutefois que les locataires ne soient injustement lésés par des propriétaires qui ne communiqueraient pas correctement leurs antécédents de paiement et estimaient qu'un système de vérification indépendant devrait être mis en place pour remédier à ce problème.

Après s'être vu informer que les taux hypothécaires actuels sont structurés en fonction de durées d'emprunt pouvant aller jusqu'à 25 ans, on a demandé aux participants si cette période leur paraissait réaliste et suffisante pour le remboursement d'un prêt hypothécaire. Alors que certains d'entre eux étaient d'avis qu'à condition d'avoir un emploi stable et de faire preuve de diligence quant aux paiements effectués, ce délai était réaliste, un nombre à peu près égal de participants estimaient que pour le grand nombre de propriétaires vivant actuellement, selon eux, d'un chèque de paye à l'autre, il serait probablement difficile de rembourser un prêt hypothécaire en 25 ans. À la question de savoir s'ils prévoyaient être en mesure de rembourser leur propre prêt hypothécaire sur une période de



25 ans, seuls quelques participants ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux ont réaffirmé qu'ils ne seraient pas en mesure de rembourser leur prêt hypothécaire et qu'ils transmettraient probablement cette dette à leurs enfants. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que les prêteurs devraient être en mesure de proposer des prêts hypothécaires sur 30 ans aux acheteurs d'une première propriété, presque tous ont répondu par l'affirmative. On considérait que cela leur offrirait une plus grande latitude financière et pourrait éliminer certains obstacles auxquels ces derniers sont actuellement confrontés concernant leur capacité financière à contracter un prêt hypothécaire. Plusieurs participants s'attendaient à bénéficier personnellement de cette mesure et estimaient que, si elle était mise en œuvre, cette initiative faciliterait leur accession à la propriété. À la question de savoir si cette initiative devait uniquement s'appliquer aux logements nouvellement construits, les participants s'accordaient à dire qu'elle devrait s'appliquer à tous les logements et que des prêts hypothécaires sur 30 ans devraient être accordés au plus grand nombre possible de candidats à la propriété.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter un certain nombre de mesures que pourrait éventuellement prendre le gouvernement du Canada en matière de logement et ont été invités à choisir celles qui auraient, à leur avis, les impacts les plus positifs. Au nombre de ces mesures potentielles figuraient :

- *Consentir des investissements plus importants dans les infrastructures afin d'encourager la construction d'un plus grand nombre de logements au sein des collectivités;*
- *Consacrer des terres appartenant à l'État à la construction de logements;*
- *Fournir davantage de financements à faible coût aux constructeurs, afin qu'ils puissent construire davantage de logements, à moindre coût et plus rapidement;*
- *Taxer des terrains sous-utilisés, notamment des aires de stationnement, autrement connus sous le nom de « terrains paresseux »;*
- *Octroyer du financement à bon marché à des organismes sans but lucratif afin d'améliorer et entretenir des propriétés locatives abordables;*
- *Investir dans de nouvelles méthodes de construction, comme les maisons modulaires, afin de réduire les coûts et les délais de construction;*
- *Améliorer le processus de reconnaissance des titres de compétence en construction et augmenter les possibilités de formation offertes aux travailleurs de la construction.*

L'initiative visant à fournir davantage de financement à faible coût aux organismes sans but lucratif afin d'améliorer et d'entretenir des logements locatifs abordables est celle qui a reçu le soutien le plus marqué de la part des participants. On était d'avis que cette mesure profiterait considérablement aux Canadiens à faible et moyen revenu et qu'elle constituerait un pas important pour ce qui est de rendre les logements plus abordables. Quelques participants étaient favorables à la mesure visant à privilégier une collaboration avec des organismes sans but lucratif, estimant qu'une plus grande importance serait accordée à la construction de logements abordables qu'avec des promoteurs ne cherchant qu'à réaliser des profits. Les initiatives visant à investir davantage dans les infrastructures afin d'encourager la construction d'un plus grand nombre de nouveaux logements au sein des collectivités, à fournir un financement à faible coût aux constructeurs afin de les encourager à construire davantage de

logements plus rapidement, à taxer des terrains sous-utilisés, à améliorer le processus de reconnaissance des titres de compétence étrangers dans le domaine de la construction ont également attiré l'attention des participants. Ces derniers estimaient qu'il s'agissait là d'aspects importants qui, s'ils étaient suffisamment pris en compte, contribueraient de manière significative à accélérer le rythme auquel sont construits de nouveaux logements au sein des collectivités canadiennes. Seul un petit nombre de participants a choisi les initiatives visant à investir dans de nouvelles méthodes de construction (comme les maisons modulaires) et à consacrer des terres fédérales à la construction de logements. Concernant ces dernières initiatives, certains participants ont dit croire que de nombreuses terres appartenant au gouvernement fédéral étaient actuellement protégées pour des raisons environnementales et qu'ils ne souhaitaient pas que ces terres soient exploitées.

Tous les participants estimaient qu'avec de telles priorités, le gouvernement fédéral était sur la bonne voie et s'attendaient à ce que ces dernières aient un impact positif sur la situation du logement au Canada si elles devaient être mises en œuvre. En discutant d'autres mesures sur lesquelles devrait, à leur avis, se pencher le gouvernement du Canada pour favoriser la construction d'un plus grand nombre de logements, un petit nombre de participants ont fait remarquer qu'une plus grande importance devait être accordée à la construction de logements dans des régions moins peuplées du pays. Ces participants étaient d'avis que cela aurait pour effet d'augmenter la productivité économique dans ces régions et de réduire la pression qui s'exerce sur les marchés du logement de grands centres comme Toronto, Montréal et Vancouver.

Offre de logements (Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants de deux groupes ont entamé une brève discussion sur l'offre de logements et les mesures que pourrait prendre le gouvernement fédéral pour construire davantage de logements sur des terres publiques. Lorsqu'on leur a demandé ce qui leur venait à l'esprit en entendant le terme « terres publiques », bon nombre de participants disaient croire que ce terme désignait principalement les terres que possédait et entretenait le gouvernement fédéral. On était d'avis que ce terme pouvait désigner des terres destinées à un usage public (p. ex., des parcs et espaces verts) ainsi que des terres conservées à des fins de protection environnementale. À la question de savoir si le terme « terres publiques » avait, selon eux, le même sens que le terme « terres gouvernementales », la plupart des participants ont répondu qu'il n'y avait pas de différence entre les deux.

Décrivant les types d'habitations qu'ils s'attendraient à voir construire sur des terres publiques, les participants ont suggéré une grande variété d'habitations, y compris des maisons individuelles et des maisons jumelées dans les petites collectivités, ainsi que des maisons en rangée, des immeubles en copropriété et des immeubles d'habitation dans les zones plus densément peuplées. À la question de savoir s'ils étaient favorables à ce que le gouvernement du Canada prenne des mesures pour permettre la construction d'un plus grand nombre de logements sur des terres publiques, la quasi-totalité d'entre eux a répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont toutefois précisé qu'ils ne soutiendraient cette mesure que si ces logements étaient abordables et à la portée des bourses de

Canadiens à faible et moyen revenu. Quelques-uns d'entre eux ont indiqué qu'ils ne soutiendraient une mesure de ce type qu'à condition qu'elle ne comporte aucune conséquence environnementale négative potentielle liée à son adoption. Un certain nombre de participants se sont prononcés contre cette mesure, estimant qu'il fallait davantage s'attacher à rendre les logements existants plus abordables plutôt qu'à augmenter le rythme auquel de nouvelles habitations sont construites.

Sécurité en ligne (Colombie-Britannique, régions urbaines de l'Alberta)

Trois groupes ont pris part à des discussions portant sur la sécurité en ligne ainsi que sur les mesures que prend le gouvernement du Canada pour lutter contre les contenus haineux et la prolifération de la désinformation dans des espaces virtuels. Lorsqu'il a été demandé aux participants de cerner les éventuels impacts positifs d'Internet sur la société aujourd'hui, une série de réponses ont été fournies, à savoir :

- Prise de contact avec proches et amis — bon nombre de participants étaient d'avis qu'Internet avait permis de rester plus facilement en contact avec sa famille et ses amis partout dans le monde. De l'avis général, la facilitation des communications à l'échelle mondiale constituait l'un des impacts sociaux les plus positifs d'Internet.
- Accessibilité des connaissances et de l'information — un grand nombre de participants ont également mentionné l'accès généralisé à un vaste éventail de connaissances et d'informations en ligne comme étant l'un des principaux avantages d'Internet. On estimait que les ressources informationnelles offertes gratuitement sur Internet permettaient de s'informer sur un nombre illimité de sujets, par le biais d'un large éventail de sources fiables. En outre, la possibilité de stocker de grandes quantités de données en ligne, notamment par le biais de services tels que l'informatique en nuage était considérée comme un avantage important, car elle réduisait les besoins en matériel physique tout en permettant un partage instantané de données;
- Services en ligne — plusieurs participants considéraient que la possibilité d'accéder à d'importants services dans les domaines bancaire, éducatif et de la santé numérique constituait également un avantage important d'Internet, plus particulièrement pour les personnes vivant en région rurale ou éloignée qui autrement, devraient parcourir de longues distances pour accéder à ces services.
- Outils de communication et de traduction — certains participants étaient d'avis qu'Internet avait également permis à des particuliers parlant des langues différentes de communiquer

plus facilement entre eux, surtout depuis l'avènement des récents outils de traduction linguistique conçus pour les ordinateurs et les téléphones intelligents;

- Divertissements — un certain nombre de participants ont indiqué qu'Internet constituait une importante source de divertissement en ce qu'elle leur permettait d'accéder à un large éventail de films, de programmes télévisés et de contenus en continu.

Les participants ont également énuméré un certain nombre de cas dans lesquels ils estimaient qu'Internet avait eu un impact négatif sur la société, à savoir :

- Harcèlement en ligne et cyberintimidation — bon nombre d'entre eux estimaient qu'Internet avait permis à des individus de se livrer beaucoup plus facilement à des comportements haineux, incluant des actes relevant de la cyberintimidation, du harcèlement en ligne et de la diffusion de contenus haineux. On estimait que la possibilité de garder l'anonymat sur Internet avait permis à certains d'exprimer des opinions haineuses sans craindre de faire l'objet d'une stigmatisation sociale ou de représailles;
- Propagation de la mésinformation et de la désinformation — dans le même ordre d'idées, les participants étaient d'avis qu'Internet avait également fourni une plateforme à des personnes mal intentionnées pour diffuser de la mésinformation et de la désinformation, en publiant intentionnellement des nouvelles et des informations qu'elles savaient fausses ou trompeuses;
- Fraude en ligne — plusieurs participants ont également cité comme inconvénient d'Internet ce qu'ils considéraient comme étant la prévalence d'escroqueries en ligne, estimant que la vie de nombreux Canadiens victimes de cyberfraude en avait été affectée;
- Connexion constante — certains participants ont également mentionné ce qu'ils considéraient comme étant l'attente selon laquelle on doit en tout temps être connecté et joignable par son employeur, ses amis et les membres de sa famille. On estimait qu'en raison de cette attente, il était devenu difficile pour bon nombre d'entre eux de se détendre pleinement et de parvenir à un équilibre entre travail et vie privée;
- Anxiété accrue et augmentation des cas de dépression — un certain nombre de participants était d'avis qu'Internet avait entraîné une forte augmentation de l'anxiété et de la dépression parmi les Canadiens, et en particulier chez les jeunes. On estimait que les problèmes que sont la dépendance à Internet, le besoin de se sentir validé sur les médias sociaux et le manque de contacts en personne, avaient conduit les jeunes à mener des vies moins épanouissantes que les générations précédentes et contribuaient à une augmentation des problèmes de santé mentale parmi cette cohorte.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que les contenus préjudiciables en ligne constituaient un problème, tous ont répondu par l'affirmative. Décrivant les types de contenus qu'ils jugeaient préjudiciables, les participants ont cité les contenus explicitement violents, pornographiques, racistes et discriminatoires ou cherchant intentionnellement à induire en erreur et à provoquer la colère de ceux qui y sont exposés. Plusieurs participants se disaient préoccupés par l'impact que pouvaient avoir des contenus préjudiciables sur les jeunes, un certain nombre d'entre eux s'inquiétant des

répercussions que ce problème pourrait avoir sur leurs propres enfants à mesure qu'ils prendraient de l'âge.

À la question de savoir si, à leur connaissance, des mesures de protection étaient actuellement en place pour assurer la sécurité des Canadiens sur Internet, bon nombre de participants ont dit croire que des entreprises comme Google et Meta disposaient de filtres et de contrôles parentaux pour empêcher les enfants d'accéder à des contenus inappropriés. On estimait en outre que les principales plateformes de médias sociaux avaient, pour la plupart, des politiques en place concernant le repérage et le retrait de contenus haineux, bien que plusieurs participants se soient dit d'avis que ces processus ne s'avéraient pas toujours efficaces. Un certain nombre de participants considéraient en outre que le gouvernement du Canada avait fait des efforts pour informer les Canadiens sur les moyens de reconnaître des tentatives de fraude et de protéger leurs informations en ligne. À la question de savoir s'ils considéraient que les entreprises de réseaux sociaux étaient responsables de l'impact que pourraient avoir des contenus préjudiciables sur leurs utilisateurs, la plupart des participants étaient d'avis qu'il incombait à ces entreprises de faire tout leur possible pour retirer tout contenu préjudiciable de leurs plateformes. On estimait toutefois que ceux qui publiaient de tels contenus devraient également être tenus responsables puisqu'on les considérait eux aussi responsables de la diffusion de contenus préjudiciables.

En débattant de la question de savoir s'ils estimaient que le gouvernement devait tenir les plateformes numériques responsables de la gestion des contenus préjudiciables, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. On était d'avis que la réglementation des contenus auxquels ont accès les Canadiens relevait de la responsabilité du gouvernement fédéral et qu'il devait incomber à ce dernier d'établir les normes et règlements, plutôt qu'aux plateformes numériques. Plusieurs participants étaient toutefois d'avis qu'une approche équilibrée et prudente devait être adoptée pour éviter que la réglementation du contenu en ligne ne limite de façon excessive la capacité des Canadiens à s'exprimer librement sur Internet.

Aucun participant n'avait connaissance de mesures ou d'initiatives prises par le gouvernement du Canada concernant les plateformes numériques et les contenus préjudiciables. Lorsqu'il leur a été expressément demandé s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet de la *Loi sur les préjudices en ligne*, un petit nombre d'entre eux ont dit croire avoir entendu parler de cette législation en passant, mais aucun participant ne se souvenait de détails précis à son sujet. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu remettre l'information suivante :

Le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi visant à garantir que les plateformes numériques, en particulier les services de médias sociaux, les services de diffusion en direct ainsi que les services de contenu pour adultes téléchargés par des utilisateurs, soient responsables de gérer les contenus préjudiciables. Le projet de loi s'articule autour des cinq éléments clés suivants :

- *Veiller à ce que les plateformes numériques réduisent l'exposition à sept types de contenus préjudiciables en ligne;*



- *Modifier le Code pénal pour mieux lutter contre la propagande haineuse et les crimes haineux;*
- *Modifier la Loi canadienne sur les droits de la personne pour permettre aux citoyens de porter plainte contre ceux qui publient des propos haineux en ligne;*
- *Resserrer les lois visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle;*
- *Créer une nouvelle commission de la sécurité numérique chargée de faire respecter les règles et de responsabiliser les plateformes numériques.*

Il est à noter que les nouvelles règles ne s'appliqueraient pas aux services de messagerie privée et cryptée (par exemple, WhatsApp, Signal, Telegram, etc.).

Ce concept a suscité des commentaires divers et variés de la part des participants. Au niveau régional, si la plupart des participants du groupe basé en Colombie-Britannique (C.-B.) ont favorablement réagi à cette information, les participants résidant dans des centres urbains de l'Alberta ont exprimé des opinions plus neutres. Parmi ceux dont l'avis était plus favorable, on considérait que la portée de la législation proposée par le gouvernement du Canada constituait un point de départ suffisant et, qu'à condition que ces mesures soient correctement mises en œuvre, cette initiative contribuerait grandement à la lutte contre les contenus préjudiciables en ligne. Les participants ayant émis un avis plus neutre ont rappelé que, s'il était important de consacrer des efforts à limiter les contenus préjudiciables en ligne, la définition subjective de ce qui pourrait être considéré comme préjudiciable pourrait en définitive entraîner la censure de certains points de vue. Bon nombre de participants des deux groupes étaient d'avis qu'avant que cette législation ne soit promulguée, le gouvernement fédéral devrait fournir une définition claire et précise de ce qui est considéré comme étant du contenu préjudiciable.

Les groupes de participants se sont ensuite vu fournir de l'information supplémentaire au sujet d'éléments précis de la *Loi sur les préjudices en ligne*, à savoir :

Les plateformes numériques seraient tenues de retirer les contenus suivants dans les 24 heures :

- *Contenus représentant la victimisation sexuelle d'enfants ou perpétuant la victimisation de survivants et survivantes;*
- *Contenus intimes communiqués de façon non consensuelle.*

Les plateformes seraient également tenues de réduire l'exposition à sept types de contenu préjudiciable :

- *Contenus fomentant la haine;*
- *Contenus incitant à l'extrémisme violent ou au terrorisme;*
- *Contenus incitant à la violence;*
- *Contenus visant à intimider un enfant;*
- *Contenus poussant un enfant à se porter préjudice.*

En discutant plus particulièrement de l'exigence selon laquelle les plateformes numériques étaient tenues de retirer certains contenus dans les 24 heures, il a été demandé aux participants s'il s'agissait d'une exigence que devrait avoir le gouvernement fédéral à l'égard des plateformes. Tous ont



fortement appuyé cette exigence, bon nombre d'entre eux étant toutefois d'avis que le délai de 24 heures était trop long et que les plateformes numériques devaient être responsables de retirer ces types de contenus dès qu'ils sont découverts. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des questions concernant ces aspects de la Loi, quelques participants ont demandé comment les plateformes détermineraient que du contenu à caractère intime a été publié sans consentement (à savoir, les victimes devraient-elles le signaler?) et à quelles conséquences s'exposeraient les plateformes ne respectant pas ces règlements. Quant à savoir si cette législation contribuerait à protéger la sécurité en ligne des Canadiens, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, quelques-uns estimant toutefois que cela dépendrait principalement de l'assiduité avec laquelle ces mesures seraient appliquées et de la capacité des entreprises de médias sociaux à repérer et à supprimer tout contenu préjudiciable publié sur leurs plateformes.

En discutant des cinq catégories de contenus préjudiciables que les entreprises de médias sociaux seraient tenues de limiter sur leurs plateformes, il a été demandé aux participants si ces contenus étaient bien ceux sur lesquels devait se concentrer le gouvernement du Canada. Tous étaient d'avis qu'il s'agissait des bonnes catégories de contenus à prioriser et que cette action aurait un impact positif sur la réduction de la prévalence des contenus préjudiciables en ligne. Quelques participants estimaient toutefois que, dans le cadre de cette législation, les termes « haine » et « extrémisme » devraient être plus clairement définis. Lorsqu'on leur a demandé s'il y avait des types de contenus préjudiciables qui, selon eux, devaient être plus particulièrement pris en compte, un certain nombre de participants estimaient qu'il fallait davantage se concentrer à lutter contre les escroqueries en ligne ainsi que contre la désinformation et la mésinformation.

Les participants se sont ensuite vu fournir les détails supplémentaires suivants concernant cette exigence proposée selon laquelle les plateformes numériques seraient tenues de réduire toute exposition à des contenus préjudiciables :

Les règlements proposés visent essentiellement à s'assurer que les plateformes numériques évaluent le risque d'exposition à du contenu préjudiciable pour ensuite adopter des mesures visant à réduire ce risque.

À titre d'exemple, les plateformes numériques seraient tenues de fournir aux utilisateurs des lignes directrices et des outils leur permettant de signaler tout contenu préjudiciable et de bloquer d'autres utilisateurs. Les plateformes seraient également tenues de mettre en place un point de contact interne pour recevoir les plaintes d'utilisateurs et leur fournir des conseils.

Elles seraient en outre tenues d'étiqueter les contenus préjudiciables dont elles ont des raisons de penser qu'ils sont créés et augmentés au moyen de communications automatisées par des programmes informatiques (par exemple, des robots).

Si tous les participants estimaient qu'il s'agissait de mesures importantes à prendre, plusieurs d'entre eux ont dit croire que la plupart des plateformes numériques fournissaient déjà aux utilisateurs des moyens d'identifier et de signaler les contenus préjudiciables auxquels ils pouvaient être exposés. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que tous les principes directeurs mis en œuvre par le

gouvernement fédéral en ce sens devraient être adaptés à chaque plateforme individuelle afin de tenir compte des différentes façons dont ces plateformes présentent du contenu à leurs utilisateurs.

En se focalisant plus précisément sur la protection des enfants contre les contenus préjudiciables en ligne, les participants se sont vu fournir l'information suivante :

Les plateformes numériques seraient également tenues de concevoir des produits et des fonctionnalités prenant en compte les intérêts des enfants. À titre d'exemple :

- *Concevoir des fonctionnalités pour limiter l'exposition à des contenus préjudiciables, notamment à des contenus sexuellement explicites, intimidants ou incitant à se porter préjudice;*
- *Inclure des paramètres de contrôle parental et de recherche sécuritaire afin que certains types de contenu soient inaccessibles lors d'une recherche.*
- *Concevoir des fonctionnalités limitant le défilement et la lecture automatique dans l'intérêt des enfants.*
- *Interdire aux utilisateurs adultes d'envoyer des messages à des enfants ne faisant pas partie de leur réseau.*

Les participants ont fait part de commentaires variés au sujet de cette information. Plusieurs d'entre eux considéraient que cela constituait un pas dans la bonne direction et ont dit croire que le fait d'exiger des fonctionnalités pour limiter le défilement et la lecture automatique dans l'intérêt des enfants contribuerait dans une large mesure à réduire le temps qu'ils passent devant un écran. Un certain nombre d'entre eux se sont toutefois dit préoccupés par le fait que bon nombre de ces initiatives exigeraient des plateformes numériques qu'elles modifient considérablement leurs algorithmes ainsi que leur présentation des contenus, et qu'il puisse leur être difficile de mettre en œuvre ces changements. Quelques participants se demandaient en outre comment les plateformes parviendraient à surveiller les utilisateurs adultes et à leur interdire d'envoyer des messages à des enfants ne faisant pas partie de leur réseau sans exiger de tous les utilisateurs qu'ils vérifient systématiquement leur âge et leur identité sur chacune des plateformes qu'ils fréquentent. On estimait que cette mesure, si elle était mise en œuvre, pourrait entraîner des problèmes de confidentialité pour les Canadiens en ce qui concerne les renseignements personnels que ces derniers seraient tenus de communiquer à ces plateformes. À la question de savoir s'il serait, à leur avis, préférable de limiter les contenus préjudiciables au moyen de contrôles parentaux et de paramètres de recherche sécuritaire ou de les supprimer complètement, la plupart des répondants ont estimé que l'approche la plus efficace consisterait à exiger des plateformes qu'elles retirent les contenus préjudiciables dès qu'ils sont découverts. Un petit nombre d'entre eux estimaient qu'il appartenait aux parents, et non au gouvernement fédéral, de surveiller et de déterminer les contenus auxquels accèdent leurs enfants, et ont réaffirmé craindre que la législation ne compromette involontairement la capacité des Canadiens à s'exprimer librement en ligne.

Les participants se sont vu informer que dans le cadre de cette législation, une commission de la sécurité numérique serait créée afin de faire respecter les règlements et d'obliger les plateformes à



supprimer les contenus préjudiciables publiés par leurs utilisateurs. La plupart d'entre eux estimaient que, dans la mesure où elle serait habilitée à imposer des sanctions aux entreprises ne respectant pas la réglementation, la création de cette commission de la sécurité numérique constituerait une mesure efficace pour s'attaquer aux contenus préjudiciables en ligne. Plusieurs participants étaient toutefois d'avis qu'un processus clair et transparent devrait être mis en place quant à la constitution de cet organisme, le mode de sélection de ses membres et les types de contenus spécifiques auxquels il se consacrerait.

Pour faciliter la conversation, les participants se sont vu fournir de l'information sur la définition du discours haineux en vertu de cette législation.

Tout contenu d'une communication exprimant de la détestation ou diffamatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en se fondant sur un motif de distinction illicite (soit la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, l'état matrimonial, la situation de famille, les caractéristiques génétiques, le handicap ou la condamnation pour un crime pour lequel la personne accusée a obtenu un pardon ou dont le casier judiciaire a été suspendu).

Pour constituer une pratique discriminatoire, le discours haineux doit être communiqué de manière à fomentier l'aversion ou la diffamation d'une personne ou d'un groupe

Un discours n'entrerait pas dans la définition du discours haineux simplement parce qu'il exprime de l'aversion ou du dédain, ou parce qu'il discrédite, humilie, blesse ou offense.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient que cette définition était claire, un grand nombre d'entre eux ont affirmé qu'elle était quelque peu confuse et bon nombre d'entre eux ont réaffirmé le fait qu'« un discours n'entrerait pas dans la définition du discours haineux simplement parce qu'il exprime de l'aversion ou du dédain, ou parce qu'il discrédite, humilie, blesse ou offense ». Ces participants étaient d'avis que la définition était trop vague et qu'elle ne permettait pas de distinguer un contenu discriminatoire ou exprimant de l'aversion d'un contenu exprimant du dédain, blessant ou offensant. Si la plupart des participants estimaient important d'inclure la lutte au discours haineux dans la législation, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que le point à partir duquel un contenu franchit la limite et est considéré comme haineux laissait trop de place à l'interprétation. Quelques participants estimaient qu'une définition plus exhaustive de ce qui est considéré comme du discours haineux était nécessaire, estimant que dans de nombreux cas, un contenu humiliant, blessant ou offensant pouvait également être considéré comme haineux.

Immigration (Québec, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants des trois groupes basés au Québec ont entamé des discussions portant sur l'immigration et le système d'immigration canadien actuel. Au début de leur discussion, les participants du groupe composé de particuliers résidant dans la région métropolitaine de Montréal et ayant immigré au Canada au cours des dix dernières années ont été invités à faire part de leur expérience globale du processus d'immigration canadien. La plupart d'entre eux ont décrit leur expérience comme ayant été relativement positive et estimaient que ce processus s'était avéré simple et équitable. Un certain nombre d'entre eux avait obtenu l'aide d'un avocat spécialisé dans les questions d'immigration et estimait que cela avait contribué à accélérer l'approbation de leur demande. Quelques-uns d'entre eux se souvenaient avoir vécu des situations plus compliquées, principalement dues au fait qu'ils étaient en voie d'immigrer pendant la pandémie de COVID-19 et qu'ils avaient par conséquent dû faire face à de longs délais. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient rencontré des difficultés en raison de délais dans le traitement des demandes, un petit nombre d'entre eux se souvenaient d'avoir trouvé le processus de demande assez complexe et d'avoir dû présenter un grand nombre de documents et de formulaires.

À la question de savoir s'il leur avait été facile d'accéder à des services destinés aux nouveaux arrivants à leur arrivée au Canada, certains participants se souvenaient d'avoir eu recours à des services linguistiques, d'emploi ou d'intégration, mais très peu d'entre eux considéraient que ces services avaient été efficaces. Un certain nombre de participants estimaient que les ressources actuelles destinées aux nouveaux arrivants étaient trop axées sur la fourniture d'informations générales sur le Canada plutôt que sur l'acquisition de compétences pratiques et de conseils sur la manière de s'intégrer au mieux au sein de leurs collectivités respectives. De l'avis général, il fallait faire davantage pour aider les nouveaux arrivants à apprendre le français, à devenir admissibles à la couverture offerte par les régimes provinciaux de soins de santé, à trouver un emploi dans leur domaine d'expertise et à obtenir une reconnaissance de la formation et de l'accréditation qu'ils avaient acquises avant leur arrivée au Canada. Quelques participants ont dit souhaiter que les ressources soient davantage offertes en personne. Parmi ces participants, on estimait que les ressources destinées aux nouveaux arrivants étaient pour la plupart numériques qu'elles n'offraient que peu de possibilités d'interaction en personne.

Les participants des trois groupes ont été invités à faire part de leurs points de vue concernant le système d'immigration canadien actuel. Les avis exprimés étaient très variés, plusieurs participants estimant que le système actuel comportait à la fois des aspects positifs et négatifs. Bon nombre de participants étaient d'avis que le système d'immigration avait permis d'accueillir un plus grand nombre de nouveaux arrivants au cours des dernières années et s'attendaient à ce que cet apport ait un impact positif sur l'économie et la main-d'œuvre canadiennes. Certains d'entre eux étaient également d'avis que les taux d'immigration plus élevés avaient eu pour effet d'accroître la diversité et la richesse culturelle de la population canadienne. En discutant des défis potentiels liés à une plus forte

immigration, un certain nombre de participants se sont montrés particulièrement préoccupés par la question de savoir s'il y aurait suffisamment de logements, d'infrastructures et de services publics (services de soins de santé, d'éducation et système de transport en commun) pour répondre aux besoins d'une population croissante. Quelques-uns d'entre eux ont également exprimé des réserves quant à la capacité ou la volonté des nouveaux immigrants d'apprendre le français, estimant que cela pourrait avoir une incidence sur la culture francophone unique du Québec.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada devait, à leur avis, augmenter, diminuer ou maintenir le taux d'immigration à un niveau relativement identique, le nombre de participants estimant qu'il devait être augmenté était à peu près égal à celui des participants estimant qu'il devait diminuer ou demeurer stable. Parmi ceux qui estimaient que le taux d'immigration devait être augmenté, on considérait qu'il faudrait faire venir un plus grand nombre de travailleurs à mesure que la population canadienne vieillirait pour éviter des pénuries de main-d'œuvre. Un certain nombre d'entre eux s'attendaient également à ce que l'augmentation de l'immigration entraîne une augmentation de la productivité économique et estimaient que, pour autant que des améliorations suffisantes soient apportées aux infrastructures et à l'offre de logements, le Canada serait en mesure d'accueillir une population croissante et d'en bénéficier. Parmi les participants estimant que le taux d'immigration devait diminuer ou demeurer le même, on était d'avis que le haut taux d'immigration connu au cours des dernières années avait exacerbé les problèmes liés à ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables, au coût élevé de la vie, ainsi qu'à la pression exercée sur des secteurs d'activité essentiels comme ceux des soins de santé et de l'éducation. On estimait qu'il importait avant tout que le gouvernement fédéral s'attache prioritairement à améliorer la qualité de vie de la population actuelle plutôt que de chercher à accueillir un nombre croissant d'immigrants dans les années à venir.

Les participants du groupe composé d'immigrants récents se sont vus poser quelques questions complémentaires concernant le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers. Afin de faciliter la conversation, les participants se sont vu informer de ce qui suit :

La reconnaissance des titres de compétences étrangers désigne le processus par lequel les gouvernements fédéral, provinciaux ou territoriaux déterminent qu'une licence ou un certificat obtenu à l'étranger répond aux normes en vigueur au Canada, afin qu'un particulier puisse occuper un emploi spécialisé. Les métiers médecin, de comptable ou d'électricien sont autant d'exemples d'emplois spécialisés.

Tous les participants estimaient qu'il s'agissait d'une préoccupation majeure à l'heure actuelle et la quasi-totalité d'entre eux a déclaré avoir été personnellement concernée par cette problématique ou avoir connu quelqu'un qui l'avait été. À la question de savoir s'ils se souvenaient de mesures ou d'initiatives du gouvernement fédéral en la matière, un petit nombre de participants étaient d'avis que ce dernier avait facilité le transfert des titres de compétence acquis à l'étranger, mais aucun d'entre eux ne pouvait se souvenir de détails à ce sujet. Discutant des types de mesures que devrait prendre le gouvernement du Canada pour résoudre ce problème, les participants ont suggéré des initiatives telles que la prise en compte des années d'expérience qu'une personne a acquises à exercer sa spécialité dans d'autres pays, la création de systèmes de vérification des titres de compétences avec d'autres pays, l'adoption de mesures visant à rendre plus abordable l'obtention des attestations exigées pour

pouvoir travailler au Canada, à encourager les employeurs à reconnaître les titres de compétences d'immigrants récents et à les prendre en considération dans leurs offres d'emploi.

Expérience de vie au Canada (immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal)

Les participants du groupe composé d'immigrants récents résidant dans la région métropolitaine de Montréal ont également engagé une brève discussion portant sur leur expérience de vie au Canada jusqu'à présent et leurs attentes pour l'avenir. À la question de savoir ce qui les avait motivés à s'installer au Canada, et plus particulièrement à Montréal, bon nombre d'entre eux ont indiqué être venus au Canada pour rejoindre des membres de leur famille, dont plusieurs résidaient dans la région métropolitaine de Montréal ou dans ses environs. Évoquant les autres facteurs qui les avaient motivés à venir au Canada, un certain nombre d'entre eux ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant la sécurité relative, la qualité de vie élevée et les protections contre la discrimination qu'ils estimaient associées à la vie au Canada. Quelques participants ont déclaré avoir expressément choisi Montréal puisque le français était leur langue maternelle et qu'ils souhaitaient profiter de la culture francophone de cette ville.

Si la plupart d'entre eux estimaient que la vie au Canada avait été conforme ou supérieure à leurs attentes en matière de sécurité et de qualité de vie, un certain nombre de participants ont fait part de leur étonnement concernant le coût des logements qu'ils considéraient élevé et de difficultés liées à l'accès à des soins de santé au sein de leur collectivité. Quelques-uns d'entre eux considéraient que les soins de santé étaient plus accessibles dans leur ancien pays et estimaient qu'il s'agissait d'un secteur important nécessitant des améliorations de la part du gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient le coût de la vie supportable à l'heure actuelle, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que si le coût de la vie avait été relativement abordable au moment d'immigrer au Canada, il avait considérablement augmenté au cours des dernières années.

En se focalisant plus particulièrement sur la question du logement, la quasi-totalité des participants a déclaré avoir eu des difficultés à financer l'achat d'une propriété, et un grand nombre d'entre eux n'avaient pas encore réalisé cet objectif. À la question de savoir si la pénurie de logements abordables influencerait leur décision de rester ou pas au Canada, quelques-uns d'entre eux ont répondu que ce serait le cas, surtout s'ils estimaient avoir les moyens d'acheter une maison ailleurs.

Lorsqu'on leur a demandé quels seraient les conseils qu'ils donneraient à d'éventuels immigrants venant s'installer au Canada, plusieurs participants ont suggéré d'acquérir une connaissance approfondie des prestations de maladie auxquelles ils ont droit, ce qui leur permettrait de mieux s'y retrouver dans le système de soins de santé de leur province ou territoire à leur arrivée. On estimait en outre que les immigrants devaient, dans la mesure du possible, s'efforcer de trouver un emploi avant d'arriver au Canada, afin de ne pas se retrouver dans une situation financière précaire tout en tentant de s'établir dans un nouveau pays.

Travailleurs sans statut (Québec, Ontario, millénariaux de centre de taille moyenne de la Colombie-Britannique, régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique)

Les participants de cinq groupes ont engagé de brèves discussions au sujet des travailleurs sans statut au Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils connaissaient le terme travailleur « sans statut » ou « sans papiers », bon nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Un plus grand nombre d'entre eux ont déclaré que le terme « sans-papiers » leur était plus familier que le terme « sans-statut », et ont dit croire qu'il désignait les personnes vivant ou travaillant au Canada sans visa en règle. Plusieurs d'entre eux disaient croire que ce terme désignait principalement les personnes qui étaient initialement arrivées au Canada avec un permis d'études ou de travail valide et qui étaient restées au pays après expiration de leur visa. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Les personnes sans statut sont des particuliers vivant au Canada sans statut d'immigrant légal. Le terme « personne sans statut » peut désigner une personne dont le permis de travail, le permis d'études ou le visa a expiré, une personne ayant présenté une demande de statut de réfugié qui lui a été refusée, ou une personne entrée au Canada par des voies non officielles.

Les personnes sans statut légal sont souvent employées comme auxiliaires de vie ou aides-soignants dans des établissements de soins de longue durée, ou dans des secteurs comme ceux de la construction et de l'agriculture.

Lorsqu'on a demandé aux participants d'estimer le nombre de personnes sans statut vivant actuellement au Canada, les réponses ont varié entre environ 50 000 à plus d'un million de personnes. Un certain nombre d'entre eux ont dit croire qu'il y avait une forte prévalence de travailleurs sans statut dans des secteurs comme ceux de la construction et de l'agriculture, où il est plus facile de travailler au noir et sans les papiers nécessaires.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils considéraient que les travailleurs sans statut résidant au Canada devaient se voir offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté, les participants ont exprimé des avis divers. Si certains d'entre eux estimaient qu'il fallait, à cet égard, faire preuve d'une certaine souplesse envers les personnes dont les papiers étaient temporairement échus ou qui avaient présenté une demande et attendaient l'approbation d'un nouveau permis de travail ou d'étude, un plus grand nombre d'entre eux n'était pas d'avis qu'une voie d'accès à la citoyenneté devait leur être offerte. Ces participants affirmaient avec force que le fait d'offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté à des travailleurs sans statut serait injuste vis-à-vis de ceux qui tentaient d'immigrer au Canada selon la procédure officielle. Un certain nombre de participants ayant eux-mêmes immigré au Canada selon les voies officielles ont déclaré qu'ils trouveraient très décourageant que des travailleurs sans statut se voient offrir cette possibilité, compte tenu des nombreuses années qu'il leur avait fallu pour obtenir leur propre résidence permanente et citoyenneté.

Quelques-uns d'entre eux étaient d'un avis quelque peu différent, estimant que cette voie d'accès devait être offerte dans certaines circonstances aux personnes ayant travaillé au Canada pendant de nombreuses années et s'étant intégrées au sein de leur collectivité. Un petit nombre d'entre eux estimaient qu'à cet égard, une attention particulière devait également être portée aux personnes étant restées au Canada malgré un visa échu par crainte pour leur sécurité si elles retournaient dans leur pays d'origine.

À la question de savoir s'il existait un argument économique justifiant d'offrir aux travailleurs sans statut une voie d'accès à la résidence permanente ou à la citoyenneté étant donné que de nombreuses personnes sans statut ne paient pas d'impôt sur le revenu, les participants ont une fois de plus exprimé des opinions partagées. Si certains d'entre eux estimaient qu'il existait un argument économique en faveur de cette approche, notamment en tant que moyen de garantir la perception de recettes fiscales auprès de ces personnes, bon nombre de participants ont réaffirmé avec force que les personnes sans statut ne devraient pas se voir accorder une quelconque possibilité de contourner le processus d'immigration normal. Un certain nombre de participants était d'avis qu'au lieu de faire preuve d'une plus grande souplesse à l'égard des travailleurs sans statut, il fallait plutôt chercher à inciter les Canadiens et les personnes ayant immigré au pays par le biais de programmes d'immigration existants, à travailler dans des secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre et à sévir contre des employeurs recourant à des travailleurs sans papiers.

Budget (Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)

Les participants d'un groupe composé de Canadiens de la classe moyenne résidant dans de grands centres du Québec ont entamé une discussion au sujet du prochain budget 2024 du gouvernement du Canada dont le dépôt est prévu le 16 avril 2024. À la question de savoir comment ils estimaient que l'économie canadienne se portait dans l'ensemble, presque tous les participants étaient d'avis que cette dernière était actuellement confrontée à des défis importants, citant les problèmes que sont l'inflation, les taux d'intérêt élevés, l'augmentation du coût des produits de première nécessité tels que les produits d'épicerie et l'essence, ainsi que la pénurie de logements abordables.

Les participants se sont ensuite livrés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter une liste d'initiatives potentielles auxquels le gouvernement fédéral pourrait accorder la priorité dans son budget et ont été invités à choisir celles qui, selon eux, contribueraient le plus à améliorer la vie des Canadiens. Les éléments de la liste suivants ont été montrés aux participants :

- *Abordabilité et coût de la vie;*
- *Ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne;*
- *Accroître l'offre de logements;*
- *Accroître l'offre de carrières intéressantes;*



- *Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite;*
- *Assurer la pérennité des prestations de vieillesse;*
- *Lutter contre le changement climatique;*
- *Assurer la saine gestion d'un plan responsable en matière de dépenses publiques;*
- *Améliorer le système de soins de santé;*
- *Augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés.*

Les priorités visant à remédier à l'augmentation du coût de la vie et à augmenter l'offre de logements ont suscité le plus grand soutien de la part des participants. Bon nombre d'entre eux estimaient que la prise en compte de ces éléments aurait un impact positif dans la vie de nombreux Canadiens et pour effet d'augmenter la viabilité économique future du pays. L'amélioration du système de soins de santé était également considérée par plusieurs comme une priorité importante. Les participants ont indiqué que les problèmes qu'ils percevaient comme étant liés à la pénurie de travailleurs de la santé et aux longs délais d'attente avaient actuellement pour effet de limiter la capacité des Canadiens à accéder à des soins de santé dans de nombreuses régions du pays et qu'il fallait en faire plus au niveau fédéral pour remédier à cette situation. Seul un petit nombre d'entre eux ont choisi les priorités liées au maintien d'un plan responsable en matière de dépenses publiques, à l'augmentation des impôts des Canadiens les plus fortunés, à l'ouverture de voies d'accès à la classe moyenne, à la protection des prestations destinées aux personnes âgées, ainsi qu'à la lutte contre le changement climatique.

Les participants se sont ensuite vu présenter des énoncés ou des termes particuliers tirés de cette liste d'éventuelles priorités budgétaires et ont été invités à faire part de leurs impressions à leur sujet. À la question de savoir qui leur venait à l'esprit lorsqu'on parle des « Canadiens les plus fortunés », les participants ont mentionné les entrepreneurs, les dirigeants de grandes sociétés, les propriétaires d'entreprises, les athlètes professionnels ainsi que les personnes dont le patrimoine est générationnel. Lors d'une discussion visant à déterminer à combien ils évaluaient le revenu annuel des Canadiens les plus fortunés, les participants ont fourni des estimations variant entre un minimum de 500 000 dollars et plus de 10 millions de dollars, la plupart d'entre eux estimant le revenu annuel approximatif de ces personnes à au moins 2 millions de dollars.

Quant à savoir s'ils considéraient faire partie de la classe moyenne, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé ce que signifiait, à leurs yeux, « faire partie de la classe moyenne », plusieurs participants ont dit croire que cela désignait en général les personnes dont les salaires suffisaient à couvrir leurs dépenses mensuelles tout en disposant d'un peu d'argent à consacrer à l'épargne ou à des dépenses discrétionnaires à la fin du mois. Quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par le fait que la classe moyenne commençait à disparaître, estimant que cette situation résultait d'un écart de richesse croissant entre les Canadiens les plus fortunés et les plus pauvres. À la question de savoir ce que signifiait, selon eux, « ouvrir des voies d'accès à la classe moyenne », les participants étaient d'avis que cela impliquait principalement de prendre des mesures (comme d'améliorer l'accès à des logements abordables et de réduire les coûts liés à la garde d'enfants) contribuant à rendre la vie plus abordable dans l'intérêt des Canadiens dont les revenus sont les plus bas.

Tous les participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait faire davantage pour venir en aide aux Canadiens de la classe moyenne, estimant que de nombreux ménages de cette classe avaient actuellement du mal à faire face au coût élevé de la vie. À la question de savoir ce que pourrait faire le gouvernement du Canada pour améliorer le soutien apporté aux personnes cherchant rejoindre la classe moyenne, si peu de suggestions ont été fournies, quelques participants estimaient toutefois que des efforts devaient être déployés pour réduire le coût de l'éducation postsecondaire. À la question de savoir s'ils avaient bon espoir que le gouvernement du Canada parviendrait à fournir une aide à la classe moyenne et à ceux qui cherchaient à s'y intégrer, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains d'entre eux se disaient confiants et estimaient que le gouvernement fédéral pouvait jouer un rôle positif en ce sens, un nombre à peu près égal de participants se sont dit plus incertains, estimant que tout succès à cet égard dépendrait des initiatives particulières annoncées dans le budget et de la réalisabilité de leur mise en œuvre.

À la question de savoir s'ils croyaient que les investissements consacrés aux énergies et aux technologies propres favoriseraient une croissance économique à long terme, les participants ont exprimé des opinions variées. Si certains d'entre eux estimaient que cette approche comporterait des avantages économiques et environnementaux pour les Canadiens, un nombre à peu près égal de participants se sont montrés plus sceptiques. Ces participants étaient d'avis qu'au lieu d'investir trop massivement dans les technologies et les énergies propres, le gouvernement du Canada devait plutôt adopter une stratégie plus diversifiée, axée sur l'utilisation d'énergies et de ressources renouvelables et non renouvelables.

Fiscalité (Canada atlantique)

Les participants d'un groupe ont entamé une discussion portant sur les impôts et les modifications qui pourraient être apportées à la fiscalité au niveau fédéral. Dans un premier temps, il a été demandé aux participants combien ils estimaient devoir gagner par année avant d'être considérés fortunés. Si les réponses variaient entre un minimum de 150 000 \$ et plus de 500 000 \$, plusieurs d'entre eux ont précisé qu'ils considéraient le terme « fortuné » comme très subjectif et qu'il dépendait en grande partie du lieu de résidence. À la question de savoir selon quels critères, autres que financiers, ils définiraient la richesse, les participants ont mentionné la possession des biens tels que des propriétés, des véhicules, des objets d'art, des articles de luxe, ainsi que des investissements et des avoirs en actions. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le fait de pouvoir se livrer à des activités comme des vacances annuelles témoignait également de la richesse d'une personne.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient d'avis que les Canadiens fortunés payaient actuellement leur juste part d'impôts, les participants estimant que ce n'était pas le cas étaient plus nombreux que ceux qui se disaient plus incertains. Plusieurs d'entre eux estimaient que le gouvernement du Canada devait davantage taxer les particuliers les plus fortunés tout en réduisant les impôts des ménages à faible et moyen revenu. Quant à savoir s'ils seraient favorables à la création d'un impôt sur la fortune que devraient verser annuellement les Canadiens les plus fortunés, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, et tous se sont dit favorables à ce type d'initiative à condition qu'elle s'applique



expressément au premier pour cent de particuliers déclarant les revenus les plus élevés au Canada. Un certain nombre de participants se sont dit d'avis que les revenus d'un grand nombre de Canadiens parmi les plus fortunés provenaient du travail de travailleurs à revenus faibles ou moyens et qu'il était tout à fait juste que la part d'impôts payée chaque année par les personnes dont les revenus sont les plus élevés soit plus grande.

En discutant des éventuels avantages liés à la création (par le gouvernement fédéral) d'un impôt sur la fortune, les participants étaient d'avis qu'en plus d'alléger la charge fiscale du reste des Canadiens, ce supplément de recettes fiscales pourrait servir à construire des infrastructures essentielles, notamment des écoles et des hôpitaux, ainsi qu'à résoudre les problèmes que constituent notamment le manque d'accès à des logements abordables et l'itinérance. En discutant plus particulièrement des éventuels inconvénients liés à la création d'un impôt sur la fortune, certains ont dit craindre que les personnes les plus fortunées quittent tout simplement le Canada pour éviter de payer davantage d'impôts, ce qui à long terme pourrait entraîner des répercussions négatives sur l'économie canadienne.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient déjà entendu le terme « gains en capital », un certain nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative, disant croire qu'il s'agissait des sommes que gagnent des particuliers sur leurs investissements, par exemple par l'achat et la vente d'actions et d'obligations. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu fournir les éclaircissements suivants :

Les gains en capital sont les profits que réalisent les gens en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu'ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés suivant la vente ou l'achat de biens de valeur, notamment de biens immobiliers, d'actions et d'obligations, de fonds communs de placement, de métaux précieux, d'œuvres d'art et d'objets de collection, de cryptomonnaies, de véhicules ainsi que de biens personnels, entre autres.

À titre d'exemple, si vous avez acheté pour 100 \$ d'actions et que vous les vendez à 150 \$ deux ans plus tard, vous réalisez un gain en capital de 50 \$.

À la question de savoir s'ils avaient eux-mêmes réalisé des gains en capital sur leurs investissements ou si une personne de leur entourage en avait réalisé, seul un petit nombre d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Lorsqu'on leur a demandé quels types de personnes leur venaient à l'esprit en pensant aux particuliers tirant un revenu de leurs gains en capital, les participants étaient nombreux à estimer que des gains en capital pouvaient être réalisés par n'importe qui, y compris par ceux qui cotisent à des programmes comme le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou le Compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Après s'être vu informer qu'au Canada, les gains en capital étaient actuellement imposables, les participants ont été invités à répondre à la question de savoir s'ils devaient continuer à l'être. Plusieurs d'entre eux se sont dit incertains, estimant que si les gains en capital constituaient un autre type de revenu et qu'ils devaient probablement être soumis à l'impôt, ils ne considéraient pas que cette exigence devait s'appliquer à des transactions uniques, comme la vente d'une résidence principale, qui, selon eux, ne relevaient pas du domaine des investissements traditionnels. En discutant du pourcentage des gains en capital qui devrait être imposable, plusieurs participants étaient d'avis que tous les gains en capital devraient être imposables, tandis qu'un plus petit nombre d'entre eux estimait que ce pourcentage devrait être beaucoup plus bas qu'il ne l'est actuellement.

À la question de savoir s'il était juste de taxer les gains en capital provenant de certains types d'actifs plutôt que d'autres, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative, surtout si cela devait faire en sorte que les Canadiens les plus fortunés paient plus d'impôts. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le Canada a prévu un allègement fiscal appelé « exemption pour résidence principale » permettant aux Canadiens d'éviter de payer de l'impôt sur la vente de leur résidence principale. En d'autres mots, cela signifie que l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsque des personnes possédant plusieurs propriétés immobilières vendent celles qu'ils n'habitent pas.

On était d'avis qu'il s'agissait d'une mesure équitable à adopter, estimant qu'elle protégerait les personnes ayant été propriétaires de leur maison depuis longtemps et ayant acheté cette dernière pour y vivre plutôt qu'en tant que moyen de placement. On estimait en outre que cette approche contribuait à dissuader les propriétaires de recourir à certaines stratégies d'investissement, et notamment à l'achat de biens immobiliers résidentiels en tant que moyen de placement.

Enjeux intergénérationnels (millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto)

Les participants de deux groupes, composés de millénariaux résidant en Colombie-Britannique (C.-B.) et de membres de la génération Z résidant dans la région du Grand Toronto (RGT), ont pris part à des conversations liées à leurs vues sur l'économie, l'équité sociale et leurs aspirations pour l'avenir. Dans un premier temps, on a demandé aux participants s'ils considéraient que la situation économique et leur propre situation financière étaient meilleures, pires ou semblables à celles de leurs parents lorsqu'ils avaient le même âge. Presque tous les participants des deux groupes estimaient que leur situation financière était bien pire que celle des générations précédentes et que la vie en général était bien moins abordable aujourd'hui. De l'avis général, le mode de vie de la classe moyenne dont avaient joui leurs parents était devenu beaucoup plus difficile à maintenir et les salaires étaient loin d'avoir suivi le coût de la vie qui avait, selon eux, augmenté au cours des dernières décennies. Un certain nombre d'entre eux estimaient que les objectifs de vie comme l'achat d'une maison étaient devenus de plus en plus irréalisables pour les jeunes Canadiens, nombre d'entre eux déclarant avoir été confrontés à des difficultés à cet égard.

À la question de savoir si des améliorations avaient été constatées en matière d'égalité sociale, la plupart des personnes interrogées ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux considéraient que les possibilités professionnelles aujourd'hui offertes aux femmes étaient bien plus nombreuses que celles de générations précédentes et que, même s'il restait du travail à faire, des progrès significatifs avaient été accomplis dans ce domaine. Bon nombre d'entre eux considéraient

également que les droits des groupes en quête d'équité, notamment les minorités visibles, les membres de la communauté 2ELGBTQI+ ainsi que les personnes vivant avec un handicap, étaient désormais davantage reconnus et protégés. Quelques-uns ont exprimé un point de vue plus nuancé, estimant que si, dans l'ensemble, l'égalité sociale avait sans doute progressé au cours des dernières décennies, il existait encore aujourd'hui des disparités considérables au sein de la société. On disait croire que de nombreux Canadiens continuaient d'être victimes de discrimination et que le gouvernement fédéral devait faire davantage pour s'attaquer à ce problème et promouvoir l'égalité partout où il le pouvait.

Quant à savoir s'ils avaient des objectifs identiques ou différents de ceux de leurs parents, la plupart des participants estimaient avoir des objectifs quelque peu différents. Certains d'entre eux considéraient accorder plus d'importance au maintien d'un équilibre entre travail et vie privée que leurs parents. S'ils considéraient important d'avoir des objectifs financiers, un certain nombre d'entre eux ont indiqué ne pas vouloir travailler de 9 à 5 pour les atteindre et accordaient beaucoup d'importance au fait de pouvoir avoir des horaires de travail souples. Un certain nombre de participants ayant déclaré être enfants d'immigrés estimaient avoir des objectifs plus ambitieux que ceux de leurs parents. Ces participants estimaient que le fait d'être nés et d'avoir grandi au Canada leur avait permis de jouir d'un niveau d'éducation et d'une vie sociale bien supérieurs à ceux de leurs parents, et que cela leur avait permis de se fixer des objectifs professionnels et personnels plus ambitieux.

En se focalisant ensuite sur le dépôt du budget fédéral annuel, on a demandé aux participants quels étaient, selon eux, les domaines auxquels le gouvernement du Canada devait accorder la priorité au cours de l'année à venir. La quasi-totalité d'entre eux estimait qu'il fallait davantage s'attaquer aux problèmes relatifs au coût de la vie et à la capacité financière des Canadiens à acheter des produits de première nécessité, et notamment des produits d'épicerie et de l'essence. Bon nombre de participants estimaient que des mesures devaient être prises pour réduire le coût des logements (tant à l'achat qu'à la location), estimant que tous les Canadiens devraient pouvoir avoir accès à un logement sûr et abordable, et que cela constituait un besoin essentiel. Au nombre des autres domaines prioritaires mentionnés figuraient la construction et la réparation d'infrastructures essentielles (p. ex. des routes et des réseaux de transport en commun), la création d'un plus grand nombre d'emplois bien rémunérés dans l'intérêt des Canadiens ainsi que des investissements plus importants consacrés aux Forces armées canadiennes (FAC) et à la sécurité nationale.

Les participants se sont ensuite vu présenter une liste de mesures potentielles que pourrait inclure le gouvernement du Canada dans son prochain budget, à savoir :

- *Demander aux Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus d'impôt pour donner à tous une chance équitable de réussir;*
- *Rendre le logement plus abordable pour que votre génération puisse progresser;*
- *Garantir des emplois et investir dans l'économie de demain.*

À la question de savoir s'il s'agissait là de mesures sur lesquelles le gouvernement du Canada devait se concentrer, presque tous les participants estimaient qu'il était important de rendre le logement plus abordable au profit des générations plus récentes, de garantir des emplois et d'investir dans l'économie de demain. On était d'avis que tout progrès réalisé en matière d'accès à des logements plus abordables et à des emplois mieux rémunérés contribuerait de manière significative à améliorer le bien-être général des Canadiens, surtout celui de générations plus récentes, que l'on estimait davantage confrontées à ces problèmes que celles qui les avaient précédées.

L'initiative visant à demander aux Canadiens les plus fortunés de payer davantage d'impôts afin de pouvoir apporter un meilleur soutien au reste de la population a suscité des réactions mitigées. Certains participants considéraient qu'il s'agissait d'une mesure prudente de la part du gouvernement fédéral et estimaient qu'une forte proportion de Canadiens dont les revenus sont les plus élevés ne payaient pas leur juste part d'impôts. Un nombre à peu près équivalent de participants était toutefois d'un autre avis, estimant qu'il était injuste que ces personnes aient à payer davantage d'impôts et que cette mesure ne cadrerait pas avec les valeurs économiques du capitalisme. Quelques-uns d'entre eux estimaient que des précisions devaient être apportées quant à savoir qui, en vertu de cette législation, serait considéré comme faisant partie des « Canadiens les plus fortunés ». À la question de savoir s'il fallait inclure d'autres priorités que celles énumérées, un certain nombre d'entre eux estimaient qu'il fallait davantage s'attacher à réduire le coût des produits d'épicerie et à investir davantage en vue d'améliorer la prestation des soins de santé au Canada.

Sentiment du public (Canadiens de race noire résidant à Toronto)

Les participants d'un groupe composé de Canadiens de race noire résidant à Toronto ont engagé une brève discussion portant sur leurs attentes futures ainsi que sur leurs points de vue concernant la situation au Canada en matière d'équité, de diversité et d'inclusion.

À la question de savoir ce qui, le cas échéant, les rendait optimistes quant à leur avenir au Canada, bon nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs de l'accès qu'ils avaient à des soins de santé financés par l'État et à des programmes d'épargne-retraite comme le Régime de pensions du Canada (RPC). D'autres ont mentionné la qualité de vie relativement élevée des Canadiens et le niveau de racisme anti-Noirs et de discrimination qu'ils jugeaient moins élevé au Canada que dans d'autres parties du monde.

Faisant part de leurs préoccupations concernant les conditions de vie future au Canada, un grand nombre d'entre eux ont cité le coût élevé de la vie comme problème important, tant à l'heure actuelle que dans la mesure où il pourrait avoir un impact sur la sécurité financière à long terme des Canadiens. D'autres participants ont exprimé des préoccupations concernant le système d'éducation et s'accordaient à dire que les parents devraient avoir un rôle plus important à jouer quant au choix des contenus enseignés à leurs enfants. Un petit nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par ce qu'ils



percevaient comme étant une augmentation des cas de racisme manifeste au Canada à l'encontre de personnes racialisées, et craignaient que cette tendance se maintienne dans les années à venir.

En décrivant la situation en matière de diversité, d'équité et d'inclusion au Canada, bon nombre de participants ont fait part d'impressions positives. Il était généralement admis que le Canada était l'un des pays les plus diversifiés au monde et qu'il était très accueillant et respectueux des différentes cultures, croyances et valeurs. Un certain nombre de participants étaient d'avis que, bien que le Canada soit généralement accueillant, davantage pouvait être fait pour assurer la protection et la promotion de la diversité et du multiculturalisme dans toutes les régions du pays, estimant que la discrimination à l'égard de minorités visibles existait encore dans certains domaines. Un certain nombre d'entre eux s'accordaient à dire que si, dans l'ensemble, le Canada était un pays accueillant, des efforts supplémentaires pourraient être déployés pour accroître la représentation des personnes racialisées à tous les paliers de gouvernement et qu'une plus grande importance devait être accordée à favoriser la diversité des personnes occupant des postes de direction au sein de grandes entreprises canadiennes.

Tarification du carbone (régions urbaines de l'Ontario, Canada atlantique)

Les participants de deux groupes ont entamé des discussions portant sur le changement climatique et ses effets potentiels. Dans un premier temps, il a été demandé aux participants dans quelle mesure ils estimaient important que le gouvernement fédéral s'emploie à réduire la pollution par le carbone au Canada. Au niveau régional, tous les participants du groupe basés au Canada atlantique étaient d'avis qu'il s'agissait d'un enjeu d'une importance cruciale pour l'avenir. Parmi ces participants, on estimait que les effets du changement climatique se faisaient sentir avec une fréquence et une intensité accrues ces derniers temps, bon nombre d'entre eux se souvenant des tempêtes de vent, des inondations et des feux de forêt destructeurs qui ont affecté leur région au cours des dernières années. Tout en qualifiant le changement climatique d'enjeu important, bon nombre de participants résidant au Manitoba estimaient que d'autres questions, comme celles du logement et du coût de la vie, revêtaient une plus grande importance à l'heure actuelle. Quelques-uns d'entre eux se sont dit d'avis qu'étant donné le caractère mondial du changement climatique, le Canada n'accomplirait pas grand-chose en réduisant ses émissions si les autres grands émetteurs mondiaux n'en faisaient pas autant.

En discutant de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet de la tarification de la pollution par le carbone au Canada, la plupart ont dit croire qu'une certaine forme de tarification fédérale du carbone était actuellement en place dans leurs provinces respectives, mais peu d'entre eux étaient au courant de détails particuliers concernant cette initiative. Dans le même ordre d'idées, un certain nombre de participants ont fait remarquer qu'il était devenu de plus en plus difficile de déterminer si l'information communiquée au sujet de la tarification du carbone était fiable, compte tenu de la mésinformation et de la désinformation largement répandues à ce sujet. À la question de savoir quel était, selon eux, le

principal objectif de la tarification du carbone, la plupart des participants ont dit croire qu'elle visait à sensibiliser davantage les Canadiens aux émissions qu'ils produisent et à encourager des comportements plus durables et plus respectueux de l'environnement.

Lorsqu'on leur a demandé si la tarification du carbone s'était, à leur avis, avérée efficace comme moyen de réduire les émissions, la plupart des participants se sont dit incertains. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'il était difficile de déterminer si cette initiative s'était avérée une réussite compte tenu du fait que le programme de tarification du carbone était relativement récent, et que davantage de temps et de données étaient nécessaires. Un petit nombre de participants ne considérait pas la tarification du carbone comme un moyen efficace de réduire les émissions. Ces derniers étaient d'avis que bon nombre de ménages seraient incapables ou peu disposés à minimiser de façon radicale leurs comportements émetteurs de carbone notamment en ce qui concerne le véhicule qu'ils conduisent et le chauffage de leur maison.

Si plusieurs participants ont déclaré avoir entendu parler de la Remise canadienne sur le carbone (RCC), très peu d'entre eux se souvenaient de détails précis au sujet de ces paiements. Un petit nombre d'entre eux disaient croire que ces versements étaient principalement destinés à aider les Canadiens à assumer les coûts supplémentaires engendrés par le système de tarification du carbone. Pour faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à polluer moins. La remise canadienne sur le carbone est un montant non imposable versé pour aider les particuliers et les familles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution. Cette année, le montant que peut s'attendre à recevoir une famille de quatre personnes dans la province du [province] est de [montant] dollars. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % en plus du montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

Faisant part de leurs réactions, bon nombre de participants du Manitoba estimaient que la remise annuelle versée à une famille de quatre personnes n'était pas suffisante pour compenser l'augmentation générale des prix qu'ils estimaient résulter de la tarification du carbone. Un certain nombre d'entre eux se demandaient également si le supplément rural de 20 % était suffisant, compte tenu notamment de leur impression selon laquelle le prix des produits de première nécessité, tels que l'essence et les produits d'épicerie, avait augmenté de manière substantielle (et potentiellement de plus de 20 %) au cours des dernières années. Bien qu'un peu plus réceptifs à cette information, un certain nombre de participants du groupe basé au Canada atlantique se demandaient comment ces montants étaient calculés et si tous les Canadiens auraient droit à ce remboursement ou si leurs revenus devraient être inférieur à un certain seuil pour qu'ils soient admissibles à ce programme. À la question de savoir s'ils étaient pour ou contre le système de tarification du carbone du gouvernement du Canada, presque tous les participants du Manitoba se sont déclarés contre cette initiative, bien qu'ils étaient à peu près aussi nombreux à se déclarer pour dans les provinces de l'Atlantique que ceux qui étaient contre ou dont l'avis à ce sujet était plus incertain.

Il a été demandé aux participants du groupe du Canada atlantique s'ils avaient eux-mêmes ou si un membre de leur foyer avait, à leur connaissance, reçu un remboursement en vertu de la remise canadienne sur le carbone dans le passé. Si la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative, tous les participants estimaient que la remise qu'ils avaient reçue avait été inférieure aux coûts supplémentaires encourus du fait de la tarification du carbone. De surcroît, un certain nombre de participants était d'avis que le système de tarification du carbone avait eu pour effet d'augmenter le taux d'inflation au cours des dernières années et ne croyaient pas que les montants versés au titre de la RCC rendaient compte de cette augmentation globale des coûts.

Les participants des deux groupes se sont ensuite vus présenter de l'information portant sur leurs régions respectives. Ces derniers se sont vu informer que le ministère des Finances du Canada avait calculé le montant supplémentaire que recevrait un ménage moyen par rapport à ce qu'il paie pour l'année 2024 au titre du programme de tarification du carbone (p. ex. 365 \$ de plus que ce qui est payé par un ménage manitobain moyen). À la question de savoir si cette information avait changé leur point de vue sur le programme de tarification du carbone, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Nombre d'entre eux ont indiqué ne pas comprendre pourquoi ils versaient de l'argent dans ce programme si un montant plus élevé leur était finalement restitué. Un certain nombre d'entre eux ont réitéré leurs questions concernant le mode de calcul de ces montants, et nombre d'entre eux estimaient qu'il était peu probable que les montants prévus pour la RCC soient suffisamment élevés pour compenser les coûts supplémentaires qu'ils avaient subis dans le cadre du système de tarification du carbone.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient des suggestions à formuler pour améliorer la tarification du carbone au Canada, plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'il fallait attacher davantage d'importance à changer les comportements des grandes entreprises et des émetteurs industriels plutôt que ceux des ménages individuels. On était d'avis que l'adoption de cette approche contribuerait dans une bien plus large mesure à atténuer les effets du changement climatique et à réduire l'impact financier de la tarification du carbone sur les Canadiens ayant déjà du mal à faire face au coût de la vie.

Inflation climatique (Canada atlantique)

Les participants du Canada atlantique ont engagé une brève discussion portant sur les concepts d'« inflation climatique » et de « thermoflation ». Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient déjà entendu parler de ces termes, tous les participants ont répondu par la négative. En décrivant ce à quoi ces termes faisaient à leur avis référence, bon nombre d'entre eux s'attendaient à ce qu'ils aient rapport avec la question du changement climatique et à ses impacts économiques croissants, ainsi qu'aux efforts déployés pour en atténuer les effets à l'avenir. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

On parle d'inflation climatique lorsque des chaleurs extrêmes occasionnées par le changement climatique font augmenter le prix des aliments et d'autres articles entraînant des taux d'inflation plus élevés. Cela se produit lorsque des récoltes sont endommagées par la chaleur, ce qui fait augmenter le prix d'aliments comme la farine.



L'inflation climatique est un terme générique englobant toutes les façons dont le changement climatique peut entraîner une hausse des prix, y compris, mais sans s'y limiter, les chaleurs extrêmes. Elle témoigne de l'impact économique global d'un climat changeant, dont les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et une augmentation des coûts de refroidissement, parmi d'autres effets.

Tous les participants étaient d'avis que le changement climatique avait à tout le moins un certain impact sur le prix des aliments. On estimait qu'outre les chaleurs et les sécheresses extrêmes qui compliquaient la tâche des agriculteurs désireux de protéger leurs cultures et leur bétail, les phénomènes météorologiques extrêmes pouvaient également endommager des routes et des infrastructures vitales, rendant ainsi plus difficile le transport des produits alimentaires partout au pays. Quelques participants ont également indiqué qu'en plus d'avoir un impact sur la production alimentaire canadienne, le changement climatique pourrait également rendre plus coûteuse l'importation de produits alimentaires en provenance d'autres régions du monde qui en subissent également les effets.

Tous les participants considéraient que la thermoflation et l'inflation climatique constituaient une préoccupation croissante pour les Canadiens, bon nombre d'entre eux s'attendant à ce qu'elles constituent un enjeu important pour les générations à venir. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis qu'en plus de résulter des effets du changement climatique, la hausse du prix des aliments avait également été causée par ce qu'ils considéraient comme une étant une recherche du profit excessive de la part des grandes chaînes d'épicerie. Dans cette optique, les participants estimaient que pour rendre les produits alimentaires plus abordables, le gouvernement du Canada devrait prendre des mesures pour imposer des exigences plus strictes quant aux prix que peuvent demander les chaînes d'épicerie pour leurs produits.

Mise à l'essai de concepts publicitaires pour aliments supplémentés (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba)

Les participants de quatre groupes ont été invités à faire part de leurs points de vue concernant des concepts publicitaires créés par le gouvernement du Canada pour faire connaître les recommandations relatives aux aliments supplémentés. Tous se sont vu informer que ces concepts avaient expressément été créés à l'intention de personnes qui étaient actuellement enceintes ou qui allaitaient. Les participants de chaque groupe se sont vu présenter les concepts un à la fois (un après l'autre) puis côte à côte. Les participants de tous les groupes se sont vu présenter les messages suivants :



 **Healthy Canadians** 

You will start seeing a supplemented food facts table on supplemented foods. This new table will help you know what you're eating or drinking to ensure the health and safety of you and your baby.

canada.ca/SupplementedFoods

#SupplementedFoods
#NutritionLabelling
#SafePregnancy



Learn more about the new supplemented food facts table

CANADA.CA/HEALTH 

 **Canadiens en santé** 

Vous commencerez à voir un tableau des renseignements sur les aliments supplémentés. Ce nouveau tableau vous aidera à savoir ce que vous mangez ou buvez afin de veiller à votre santé et à votre sécurité ainsi qu'à celles de votre bébé.

canada.ca/AlimentsSupplementes

#AlimentsSupplémentés
#ÉtiquetageNutritionnel



Apprenez-en plus sur le nouveau tableau des renseignements sur les aliments supplémentés

CANADA.CA/SANTE 

Les deux images comportent des messages de média social identiques. Le message de l'image de gauche est en anglais, et celui de droite est en français.

Le message de gauche provient du compte certifié « Healthy Canadians ». On peut y lire la légende suivante : *“You will start seeing a supplemented food facts table on supplemented foods. This new table will help you know what you're eating or drinking to ensure the health and safety of you and your baby”*.

Sous la légende, figure le lien « canada.ca/SupplementedFoods » et divers mots-clés : « #SupplementedFoods, #NutritionLabelling, #SafePregnancy ». En dessous figure une image sur laquelle figurent deux bouteilles transparentes contenant un liquide jaune, l'une apparaissant de face et l'autre de dos. La bouteille de gauche comporte une étiquette sur laquelle figure la marque, tandis qu'à droite, on aperçoit l'étiquette nutritionnelle au dos de la bouteille. À droite de la bouteille figure une légende comportant des flèches pointant vers un tableau de la valeur nutritive sur laquelle on peut lire : « *Learn more about the new supplemented food facts table* ». Au bas du message figure une bannière bleue à la droite de laquelle figure le logo du gouvernement du Canada et l'inscription « CANADA.CA/HEALTH » en blanc à gauche.

Le message de droite provient du compte certifié « Canadiens en santé ». La première légende se lit comme suit : « *Vous commencerez à voir un tableau des renseignements sur les aliments supplémentés. Ce nouveau tableau vous aidera à savoir ce que vous mangez ou buvez afin de veiller à votre santé et à votre sécurité ainsi qu'à celles de votre bébé* ». Sous la légende figurent le lien « canada.ca/AlimentsSupplementes » ainsi que les mots-clés « #AlimentsSupplementes et #ÉtiquetageNutritionnel ». La légende de l'image est la suivante : « *Apprenez-en plus sur le nouveau tableau de renseignements sur les aliments supplémentés* ».

En plus des concepts publicitaires susmentionnés, les participants résidant en Ontario et ceux de la région métropolitaine de Montréal se sont vu présenter ce qui suit :



Deux images comportant des messages de média social identiques. Le concept de gauche est en anglais, et celui de droite est en français.

Le message de gauche provient du compte certifié « Healthy Canadians ». On peut y lire la légende suivante : « *Some #SupplementedFoods are not recommended for people who are pregnant or breastfeeding because of the type or amount of supplemental ingredients in them. #ReadTheLabel and look for the new caution identifier when shopping for foods* ». Sous la légende figure le lien suivant : « canada.ca/SupplementedFoods ». L'image d'une femme enceinte vêtue d'une chemise à boutons blanche sur fond rose figure également sous la légende. On l'aperçoit exhibant et tenant son ventre avec un air étonné. À gauche de la femme figure une légende en blanc sur fond bleu sur laquelle on peut lire ce qui suit : « *Some supplemented foods are not recommended for you* ». Au bas du message figure une bannière bleue à la droite de laquelle figure le logo du gouvernement du Canada et l'inscription « CANADA.CA/HEALTH » en blanc à gauche.

Le message de droite provient du compte certifié « Canadiens en santé ». On peut y lire la légende suivante : « *Certains #AlimentsSupplementes sont déconseillés aux personnes enceintes ou qui allaitent en raison du type ou de la quantité d'ingrédients supplémentaires qu'ils contiennent. #LisezLEtiquette et repérez le nouvel identifiant de mise en garde lorsque vous achetez des aliments* ». Sous la légende figure le lien suivant : « canada.ca/AlimentsSupplementes ». La légende de l'image est la suivante : « *Certains aliments supplémentés sont déconseillés pour vous* ». Sous l'image figure une bannière bleue sur laquelle figure le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTE » à gauche.

Invités à faire part de leur réaction générale, les habitants de l'Ontario et de la région métropolitaine de Montréal ont pour la plupart exprimé des opinions neutres, quelques-uns indiquant ne pas comprendre ce que signifiait le terme « aliments supplémentés ». S'ils ont parlé en termes positifs de la palette de rose et de bleu, certains participants étaient d'avis que l'image d'une femme enceinte n'intéresserait pas les femmes qui ne l'étaient pas actuellement; ils estimaient en outre, que les renseignements que ce concept tentait de transmettre fussent moins clairs ou concis que ceux du concept du breuvage, avec son tableau des renseignements sur les aliments supplémentés. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que l'expression faciale de la femme enceinte était trop enjouée compte tenu de la gravité perçue du message.

Si la plupart des participants étaient d'avis qu'il était peu probable qu'ils remarquent l'un ou l'autre de ces concepts s'ils venaient à les rencontrer sur les médias sociaux, ils reconnaissaient qu'ils seraient plus susceptibles d'y prêter attention s'ils étaient enceintes ou s'ils allaitaient. Parmi le petit nombre de participants affirmant que ces concepts pourraient attirer leur attention, on estimait que le fait qu'ils

soient affichés par le gouvernement du Canada pourrait les inciter à prendre les renseignements plus au sérieux que s'ils provenaient d'une autre source. Invités à suggérer des moyens de rendre chaque concept plus mémorable (en particulier pour les femmes enceintes ou allaitantes), les participants ont émis un certain nombre d'idées. Au nombre de celles-ci figuraient :

- L'ajout de couleurs plus vives, plus particulièrement pour le message comportant le produit alimentaire factice.
- Fournir une description des aliments supplémentés et des exemples précis de suppléments dont les consommateurs devraient tenir compte ou qu'ils devraient éviter au moment d'acheter un produit.
- Afficher un plus grand éventail de produits alimentaires supplémentés factices (p. ex. breuvages et barres protéinées);
- Présenter une image sur laquelle figureraient un groupe plus diversifié de femmes enceintes ou allaitantes.

Outre l'image sur laquelle figurait le contenant d'un breuvage, les participants du groupe composé de particuliers faisant partie de la classe moyenne résidant dans de grands centres du Québec se sont vu présenter le message et l'autre image suivants :



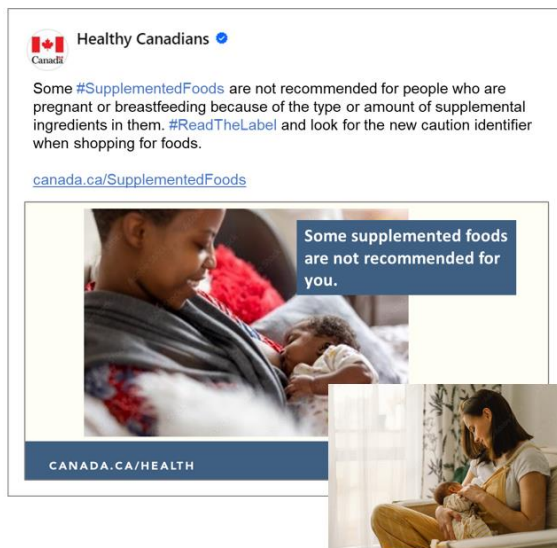
Sur cette image figurent un marquage et des légendes identiques en français tout comme les messages de média social français précédents. Deux choix d'images sont proposés. Sur la première figurent un homme et une femme enceinte assis l'un à côté de l'autre et souriant pour la photo. L'homme et la femme ont les mains posées sur le ventre de la femme. Sur la deuxième figure un groupe de femmes enceintes de diverses communautés ethniques se tenant toutes debout les unes à côté des autres en se tenant le ventre tout en souriant et bavardant.

La plupart des participants de ce groupe ont favorablement accueilli les initiatives du gouvernement fédéral visant à attirer l'attention sur les aliments supplémentés et estimaient qu'il était important que

les Canadiens, et plus particulièrement les personnes enceintes, soient conscients que certains aliments supplémentés sont potentiellement dangereux pour leur santé.

En discutant des concepts publicitaires présentant le couple dont la femme est enceinte et le groupe de femmes enceintes, les participants ont exprimé des opinions diverses quant à l'approche qu'ils préféreraient. Si certains d'entre eux privilégiaient l'image du couple, estimant qu'il s'agissait d'une information importante pour les femmes enceintes et leurs partenaires, d'autres ont parlé en termes positifs du concept de groupe, considérant que ce dernier était plus diversifié et plus inclusif. À la question de savoir s'ils avaient des suggestions à formuler pour améliorer ces concepts, les participants estimaient qu'il fallait intégrer davantage de nourrissons allaités afin de susciter l'intérêt des personnes se trouvant actuellement à ce stade de leur parcours parental.

Outre le message présentant le breuvage factice, les participants résidant dans les régions urbaines du Manitoba se sont vu présenter le message de média social et l'autre image suivants :



Sur l'image figure un message de médias social provenant du compte vérifié « Healthy Canadians ». On peut y lire la légende suivante : « *Some #SupplementedFoods are not recommended for people who are pregnant or breastfeeding because of the type or amount of supplemental ingredients in them. #ReadTheLabel and look for the new caution identifier when shopping for foods* ».

Sous la légende figure le lien suivant : « canada.ca/SupplementedFoods ». Également sous la légende figurent deux choix d'image. Sur la première image, on peut voir une femme souriante allaitant son bébé en gros plan. Sur la seconde image, on aperçoit en plan plus éloigné et sous un angle différent une autre femme en train d'allaiter son bébé. La légende de la première image est la suivante : « *Some supplemented foods are not recommended for you* ». Au bas de la première image figure une bannière bleue à la droite de laquelle se trouve le logo du gouvernement du Canada ainsi que l'inscription « CANADA.CA/HEALTH » en blanc à gauche.

Les commentaires recueillis relatifs à ces concepts étaient divers et variés. Un certain nombre de participants estimaient que ces messages étaient quelque peu vagues et qu'il manquait certains renseignements précis dans la définition d'aliments supplémentés. On estimait qu'il fallait davantage se focaliser sur les produits contenant des aliments supplémentés et que ces concepts gagneraient à



être accompagnés d'images comme celle du breuvage factice présenté dans le premier concept. Aucun participant n'a exprimé de préférence marquée pour l'une ou l'autre des images représentant des mères allaitantes. Les participants estimaient que les deux images transmettaient de manière satisfaisante des sentiments de chaleur et de maternalité, ainsi que le désir de protéger son enfant.

En guise de suivi, il a été demandé aux participants de tous les groupes s'ils étaient susceptibles de partager, de commenter ou d'aimer ces messages s'ils venaient à les voir sur les médias sociaux. Si la plupart des participants étaient incertains quant à savoir si, en temps normal, de tels concepts les interpelleraient, plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'ils seraient susceptibles de suivre ou de partager ces contenus s'ils étaient enceintes ou s'ils allaient, ou s'ils avaient une partenaire dans la même situation. Quant à savoir s'ils avaient appris quelque chose de ces messages ou si quelque chose les avait surpris à leur propos, plusieurs d'entre eux ont indiqué ne pas avoir été au courant de l'existence des aliments supplémentés auparavant et des dangers pour la santé qui y sont associés.

Les participants se sont ensuite vu présenter une série de messages de média social supplémentaires qui pourraient potentiellement accompagner les images qui leur avaient précédemment été montrées. Au nombre de ces derniers figuraient :

Le nouvel identifiant de mise en garde pour aliments supplémentés signale aux consommateurs qu'ils doivent rechercher les mises en garde figurant au dos ou sur le côté d'un aliment ou d'un breuvage supplémenté. Si vous êtes enceinte ou si vous allaitez, assurez-vous de lire l'étiquette lorsque vous faites vos achats, car il se peut qu'une mise en garde s'applique à vous.

Si vous êtes enceinte ou si vous allaitez, n'oubliez pas que certains #AlimentsSupplementes sont déconseillés pour vous. #LisezLetiquette.

Avez-vous remarqué un nouvel identifiant de mise en garde sur certains aliments supplémentés? Cet identifiant signale aux consommateurs qu'ils doivent rechercher les mises en garde figurant au dos ou sur le côté du produit. En raison du type ou de la quantité d'ingrédients supplémentaires, de nombreux aliments supplémentés sont déconseillés aux personnes enceintes ou qui allaitent. Lisez l'étiquette lorsque vous achetez des aliments.

Vous êtes enceinte ou vous allaitez? Voici ce que vous devez savoir! Les boissons énergisantes contenant de la caféine sont déconseillées aux personnes enceintes ou qui allaitent en raison du type ou de la quantité d'ingrédients supplémentaires qu'elles contiennent. Pour les autres, si vous consommez des boissons énergisantes contenant de la caféine, lisez l'étiquette pour connaître la quantité de caféine dans le contenant et le nombre maximal de portions que vous pourriez consommer.

Comme tous les parents, les personnes enceintes et qui allaitent veulent ce qu'il y a de mieux pour leur bébé. Et cela commence en grande partie par des choix alimentaires éclairés. En raison du type ou de la quantité d'ingrédients supplémentaires, de nombreux aliments supplémentés sont déconseillés pour les populations à risque, telles que les personnes enceintes ou qui allaitent. Lisez l'étiquette lorsque vous achetez des aliments.



Personnes enceintes et qui allaitent : Consommez-vous des aliments supplémentés tels que des boissons énergisantes contenant de la caféine? Ces boissons sont déconseillées pour vous en raison du type et de la quantité d'ingrédients supplémentaires qu'elles contiennent. Lisez l'étiquette lorsque vous achetez des aliments.

Bien que les autres messages aient suscité des réactions variées, la plupart des participants ont exprimé une préférence pour les messages courts et directs contenant toutefois suffisamment de renseignements pour permettre aux lecteurs de comprendre en quoi consistent les aliments supplémentés et ce qu'il convient de savoir à leur sujet. Certains ont favorablement accueilli les messages posant une question (p. ex., « Vous êtes enceinte ou vous allaitez? »), estimant que cette approche pourrait inciter un plus grand nombre de personnes à prendre le temps de réfléchir aux renseignements qu'elles lisent. Un certain nombre de participants ont exprimé des commentaires positifs concernant le mot-clic « LisezL'Etiquette », qu'ils considéraient comme un appel à l'action efficace dans le cadre de cette campagne. En discutant de moyens d'améliorer ces phrases, quelques-uns d'entre eux estimaient que ces concepts pourraient être plus inclusifs en ciblant tous les groupes exposés à des risques plus importants en consommant des aliments supplémentés, plutôt que de se concentrer principalement sur les femmes enceintes ou qui allaitent.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement anglais

**Privy Council Office
Recruiting Script – March 2024
English Groups**

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EST/EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, March 5 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EST)	Toronto	Black Canadians	DN
2	Wed, March 6 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PST)	British Columbia	General Population	TBW
4	Tues, March 12 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 (MDT)	Urban Alberta	General Population	TBW
5	Wed, March 13 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT) 7:00-9:00 (CDT)	Ontario	General Population	DN
7	Tues, March 19 th	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 (PDT)	Mid-Size Centres British Columbia	Millennials, Age 28-43	TBW
9	Thurs, March 21 st	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Greater Toronto Area (GTA)	Generation Z, Age 18-27	DN
10	Tues, March 26 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 (EDT)	Southwestern Ontario	Prospective Homeowners	MP
11	Wed, March 27 th	7:00-9:00 PM	6:00-8:00 (CDT)	Urban Manitoba	General Population	TBW
12	Thurs, March 28 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Atlantic Canada	General Population	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END
No, none of the above	CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Toronto	Toronto PARTICIPANTS MUST RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 1
British Columbia	Cities could include (but are not limited to): Vancouver, Kamloops, Chilliwack, City of Victoria, Maple Ridge, New Westminster, Prince George, Port Coquitlam, North Vancouver, Abbotsford, Burnaby, Coquitlam, Richmond, Surrey, Delta, Langley, White Rock, Chilliwack, Mission Hope, Maple Ridge, New Westminster, Port Moody ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 2
Urban Alberta	Cities include: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Medicine Hat, Grande Prairie, Cochrane, , Leduc, Okotoks, Spruce Grove, St. Albert ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 4
Ontario	Cities/regions could include (but are not limited to): Mid-size Centres: Population of 100,000 – 300,000 Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor	CONTINUE – GROUP 5

	<p>Major Centres: Population of 300,000+</p> <p>Cities include Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton</p> <p>Small Centres: Population of <30,000</p> <p>Centres could include (but are not limited to): Keswick-Elmhurst Beach, Bolton, Midland, Alliston, Fergus, Collingwood, Lindsay, Owen Sound, Brockville, Wasaga Beach, Cobourg, Tillsonburg, Valley East, Pembroke, Smiths Falls, Simcoe, Strathroy, Port Colborne, Fort Erie, Amherstburg</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR/MID-SIZE/SMALL CENTRES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Mid-Size Centres British Columbia	<p>Cities include:</p> <p>Mid-Size Centres: Population of 30,000-100,000</p> <p>Kamloops, Chilliwack, Prince George, Vernon, Courtenay, Campbell River, Penticton, Mission</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Greater Toronto Area	<p>Cities include:</p> <p>City of Toronto, Durham (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), Halton (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Peel (Brampton, Caledon, Mississauga), York (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora, King)</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 FROM THE CITY OF TORONTO OR PER REGION/COUNTY.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Southwestern Ontario	<p>Cities include (but are not limited to):</p>	CONTINUE – GROUP 10

	<p>Brantford, Cambridge, Chatham, Guelph, Kitchener, London, Owen Sound, Sarnia, Stratford, Waterloo, Windsor, Woodstock</p> <p>NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Urban Manitoba	<p>Cities include:</p> <p>Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Thompson, Selkirk, Portage la Prairie, Morden</p> <p>ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Atlantic Canada	<p>Cities/regions could include (but are not limited to):</p> <p><u>Nova Scotia:</u> Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro</p> <p><u>New Brunswick:</u> Greater Moncton Area, Greater Saint John Area, Quispamsis – Rothesay, Dieppe, Miramichi, Edmundston, Fredericton, Saint John</p> <p><u>Newfoundland & Labrador:</u> St. John’s, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl</p> <p><u>Prince Edward Island:</u> Charlottetown, Charlottetown Region</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.</p>	CONTINUE – GROUP 12
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-27	IF 18-27 CONTINUE – GROUP 9
28-43	IF 28-43 CONTINUE – GROUP 7
44-49	CONTINUE
50-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE. GROUP 9 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 18-27. GROUP 7 WILL BE COMPOSED ENTIRELY OF THOSE AGED 28-43.

4. **ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

- White/Caucasian
- South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
- Chinese
- Black – **CONTINUE GROUP 1**
- Latin American
- Filipino
- Arab
- Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
- Korean or Japanese
- Indigenous
- Other (specify)
- VOLUNTEERED** Prefer not to answer **THANK AND END**
- ENSURE A GOOD MIX.**

5. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	IF GROUP 10 – THANK AND END ALL OTHER GROUPS – CONTINUE
Rent	CONTINUE
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

- 5a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX.

6. **ASK ONLY IF GROUP 10** Are you looking to purchase a home sometime within the next 5 years?

Yes	CONTINUE
Not sure/Maybe	CONTINUE
No	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

SKEW TO THOSE WHO SAY 'YES.' NO MORE THAN 2 WHO SAY 'NOT SURE/MAYBE.'

7. **ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2023. That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE FOR ALL GROUPS
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$60,000	
\$60,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.



8. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** “a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

11. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

12. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

13. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

14. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.18**



15. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

16. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

17. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

18. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

19. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Automotive

Construction

Educational Services

Finance & Insurance

Health Care

Social Assistance

Information and Cultural Industries

Management of Companies and Enterprises
 Manufacturing
 Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
 Other Services (except Public Administration)
 Professional, Scientific and Technical Services
 Public Administration
 Real Estate and Rental and Leasing
 Retail Trade
 Transportation and Warehousing
 Utilities
 Wholesale Trade
 Unemployed
 Full Time Student
 Retired
 Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

20. [DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

21. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION ON NEXT PAGE**

No **THANK AND END**



INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement français

Bureau du Conseil privé
Questionnaire de recrutement – mars 2024
Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	7 mars	6:00-8:00	6:00-8:00 (HNE)	Québec	Population générale	MP
6	14 mars	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Grande région de Montréal	Immigrants récents	MP
8	20 mars	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Grands centres du Québec	Canadiens/canadiennes de la classe moyenne	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	<p>Les villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à) :</p> <p>Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe</p> <p>ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.</p>	CONTINUER – GROUPE 3
Grande région de Montréal (GRM)	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux</p> <p>PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</p>	CONTINUER – GROUPE 6
Grands centres du Québec	<p>Les villes peuvent notamment comprendre :</p> <p>Grands centres : Population 100 000+</p> <p><u>Les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière.</p> <p>PAS PLUS QUE DEUX PARTICIPANT PAR VILLE. ASSURER UN BON MÉLANGE.</p>	CONTINUER – GROUPE 8
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24 ans	CONTINUER
25 à 35 ans	
36 à 44 ans	
45 à 54 ans	
55 ans ou plus	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 6** Êtes-vous né(e) au Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**

Non **PASSER À LA Q6a.**

RÉPONSE SPONTANÉE, préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

- 6a. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 6** Depuis combien d'années habitez-vous au Canada?

Moins de 5 ans	CONTINUER – GROUPE 6
5 ans à moins de 10 ans	
10 ans à moins de 20 ans	REMERCIER ET CONCLURE
20 ans à moins de 30 ans	
30 ans ou plus	
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	

7. **DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 8** Lorsque vous pensez à la situation et aux perspectives financières de votre ménage, vous considèreriez-vous un membre de la classe moyenne ou non?

La classe Moyenne **CONITNUER À Q7a.**

Une autre classe **REMERCIER ET CONCLURE**

7a. DEMANDER SEULEMENT POUR LE GROUPE 8 Combien de membres de votre famille comptent sur votre soutien financier? Autrement dit, combien de personnes à charge avez-vous?

- 0
- 1-2
- 3-4
- 5 ou plus

7b. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	SI GROUPE 8 – REMERCIER ET CONCLURE CONTINUER TOUS LES AUTRES GROUPES
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER – GROUPE 8
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	SI GROUPE 8 – REMERCIER ET CONCLURE CONTINUER TOUS LES AUTRES GROUPES
150 000 \$ ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

POUR LE GROUPE 8, CONTINUER SEULEMENT SI \$60,000-\$100,000. (À NOTER : LA CLASSE MOYENNE EST DÉCRIT HABITUELLEMENT COMME CEUX/CELLE QUI NE S'INSCRIVENT NI DANS LES MEILLEURS 20% DE REVENU NI DANS LA TRANCHE DE 20% DE REVENU LE PLUS BAS ET/OU CEUX/CELLES QUI GAGNENT ENTRE 75%-200% DE REVENU MEDIAN DES MÉNAGES APRÈS IMPÔT (ENVIRON 45,000\$-120,000\$). ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

8. DEMANDER À TOUS Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez précisez :	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE



8a. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

- | | |
|----------------------------------|------------------|
| Condo | CONTINUER |
| Appartement | CONTINUER |
| Maison unifamiliale | CONTINUER |
| Maison en rangée | CONTINUER |
| Autre, veuillez préciser : _____ | CONTINUER |
- ASSURER UN BON MÉLANGE.**

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

- | | |
|-----|--|
| Oui | CONTINUER |
| Non | EXPLIQUER QUE : « <i>un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé.</i> ». |

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

- | | |
|-----|------------------------------|
| 1-2 | REMERCIER ET CONCLURE |
| 3-5 | CONTINUER |

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

- Le participant a accès à Internet haut débit
- Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

- | | |
|-----|------------------|
| Oui | CONTINUER |
| Non | CONTINUER |

13. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

- | | |
|-----|------------------------------|
| 1-2 | REMERCIER ET CONCLURE |
| 3-5 | CONTINUER |



14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUBTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)



Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

22. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé	TOUS LES GROUPES - CONTINUER
Administrations publiques	
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	
Arts, spectacle et loisirs	
Autres services, sauf les administrations publiques	
Commerce de détail	
Commerce de gros	
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	
Fabrication	
Finance et assurances	
Gestion de sociétés et d'entreprises	
Hébergement et services de restauration	
Industrie de l'information et industrie culturelle	
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	
Services d'enseignement	
Services immobiliers et services de location et de location à bail	



Services professionnels, scientifiques et techniques	
Services publics	
Soins de santé et assistance sociale	
Transport et entreposage	
Sans emploi	
Aux études à temps plein	
À la retraite	
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :	

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

- 23.** La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui **CONTINUER À L'INVITATION**
Non **REMERCIER ET CONCLUREE**



INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU NO DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui	CONTINUER
Non	REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide de discussion anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE MARCH 2024

INTRODUCTION (10 minutes) All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5 minutes) Black Canadians, British Columbia, Quebec, Urban Alberta, Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Mid-Size Centres BC Millennials, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Toronto Generation Z, Southwestern Ontario Prospective Homeowners, Urban Manitoba, Atlantic Canada

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - What do you think about what you saw, read, or heard?

PHARMACARE (45-55 minutes) Black Canadians, Quebec, Ontario, Toronto Generation Z

Quebec IF HEALTH CARE NOT MENTIONED ABOVE AS A PRIORITY ISSUE:

When discussing the top issues the Government of Canada should prioritize, none of you mentioned health care...

Quebec IF HEALTH CARE MENTIONED ABOVE AS A PRIORITY ISSUE:

When discussing the top issues the Government of Canada should prioritize, some of you mentioned health care...

Ontario, Toronto Generation Z Now I'd like to shift to a different topic completely...

- **Black Canadians, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials** In your opinion, what are the top issues that the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about healthcare? **Black Canadians, Quebec** How big of a priority should healthcare be?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials** What are the biggest challenges in healthcare that the Government of Canada should be addressing?
 - IF NOT MENTIONED: What about the cost of prescription medication in Canada? Would you say this issue is more important, as important, or less important than the healthcare challenges you mentioned earlier?

- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** How would you describe the state of prescription drug coverage in Canada today? Is it affordable? Is it accessible?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** If you had to guess what percentage of Canadians lack drug coverage, what would you estimate?
 - (AS NEEDED: would it be closer to 1%, 5%, 10%, 25%, more?)
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** What are the biggest challenges, if any, that people without drug coverage face?
 - IF NOT MENTIONED: What about when it comes to their health and well-being? What about when it comes to the cost of living?
 - How much of an impact might these challenges have on their daily lives?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** Who here is familiar with the term pharmacare?
 - What does it mean to you?
 - Would you support a “universal” pharmacare plan where everyone gets drug coverage? Why or why not?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** Are you aware of anything the Government of Canada has done or is planning to do on pharmacare?
 - IF YES: What have you seen, read, or heard?

Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z SHOW ON SCREEN

On February 29, 2024, the Government of Canada introduced legislation to move forward on implementing the first phase of a national pharmacare program to make prescription drugs more affordable and accessible to more Canadians.

If approved, the Government of Canada intends to work with the provinces and territories to provide universal, single-payer coverage for a number of contraception and diabetes medications. The Government of Canada also intends to establish a fund to help Canadians access supplies that diabetics need to manage and monitor their condition and administer their medication, like syringes and glucose test strips.

- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** What are your reactions to this information? Is this something the Government of Canada should be doing? Why or why not?
 - AS NEEDED: What are your reactions to the Government of Canada’s decision to begin its first phase of pharmacare with coverage of contraception and diabetes medications?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** MODERATOR TO PROBE ON BOTH CONTRACEPTION AND DIABETES MEDICATIONS: What impacts will this coverage have? Who will benefit most from this? Will this impact you or anyone you know?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** Do you have any questions or concerns with the Government of Canada covering contraception and diabetes medications?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** As we mentioned earlier, the federal government will have to work with the provinces and territories in order to provide pharmacare. Would you support Ontario’s involvement in a national pharmacare program? Why or why not?
 - How would you feel if other provinces joined a national pharmacare program, but Ontario chose not to?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** As the Government of Canada plans the next steps of its national pharmacare plan, what are the most important things it should keep in mind?
 - What other drugs should be covered?
 - Should it be completely public where all Canadians are on the same plan or should it “close the gaps” so that people can still use existing public and private plans, ensuring that everyone receives coverage, including those currently not covered?
 - In your view, what are the benefits and drawbacks of both approaches?
 - Which approach is more fair?
 - Do you have any concerns with either approach?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** Who here has a prescription drug coverage plan?
 - IF YES: Are you satisfied with your plan? Why or why not?
 - IF YES: Do you think a national pharmacare plan would have better or worse coverage than the plan you have now? Why?

- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** Would a national pharmacare plan have an impact on making life more affordable? Why or why not?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** What impacts would a national pharmacare plan have on our healthcare system?
 - What about on the health of Canadians?
 - Do you think there could be long-term savings for the healthcare system with a national pharmacare plan? Why or why not?
- **Black Canadians, Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z** Do you have any other questions or feedback about pharmacare?

PERFORMANCE AND PRIORITIES – [HOUSING] (10-30 minutes) **Black Canadians, British Columbia, Quebec, Urban Alberta, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Generation Z, Southwestern Ontario Prospective Homeowners, Urban Manitoba**

Black Canadians Now I'd like to move away from pharmacare and talk about the Government of Canada more broadly...

- **Black Canadians, British Columbia, Quebec, Urban Alberta, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Generation Z, Southwestern Ontario Prospective Homeowners, Urban Manitoba** What does the Government of Canada do well?
- **Black Canadians, British Columbia, Quebec, Urban Alberta, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Generation Z, Southwestern Ontario Prospective Homeowners, Urban Manitoba** What does the Government of Canada need to improve on?
- **Black Canadians, British Columbia, Quebec, Urban Alberta, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Generation Z, Southwestern Ontario Prospective Homeowners, Urban Manitoba** In your opinion, what are the top issues [Black Canadians are facing] that the federal government should be prioritizing?
 - **Southwestern Ontario Prospective Homeowners** IF NOT MENTIONED: What about housing?
 - **Southwestern Ontario Prospective Homeowners** What are the biggest challenges in housing that the Government of Canada should be addressing? Why should this challenge be prioritized?
 - **Southwestern Ontario Prospective Homeowners** IF NOT MENTIONED: What about helping Canadians buy their first homes?

- **Southwestern Ontario Prospective Homeowners** IF NOT MENTIONED: What about building more homes?
 - **Southwestern Ontario Prospective Homeowners** What have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada's work on housing?
 - **Southwestern Ontario Prospective Homeowners** How do you feel about what you've seen, read, or heard?
- **Black Canadians** What news have you ever seen, read, or heard about the Government of Canada's past work on any of these issues?
- **Black Canadians** What work, if any, is the federal government planning to do on these issues?
- **Black Canadians** Are you aware of any other work the Government of Canada has done, or is planning to do, to help Black Canadians?
- **Black Canadians** When it comes to this work, is the federal government generally on the right track or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- **Black Canadians** IF NOT MENTIONED: What when it comes to housing?
 - What work, if any, is the federal government doing to help with housing issues?
 - When it comes to addressing housing issues, is the federal government generally on the right or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- **Black Canadians** IF NOT MENTIONED: What about anti-Black racism? How prevalent is anti-Black racism in Canada?
 - What work, if any, is the federal government doing to address anti-Black racism?
 - When it comes to combating anti-Black racism, is the federal government generally on the right or wrong track? Why?
 - For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?
- **Black Canadians** When it comes to engaging with Black Canadians, would you say the federal government is generally on the right or wrong track?
 - What are better ways for the federal government to engage with Black Canadians?

PUBLIC SENTIMENT (15 minutes) Black Canadians

Black Canadians Now, let's explore a broader topic...

- **Black Canadians** When thinking about your future living in Canada, what makes you feel optimistic?
- **Black Canadians** On the other hand, is there anything that makes you feel worried or concerned about you or your family's future in Canada?
 - IF YES: What makes you feel worried or concerned?
- **Black Canadians** How would you describe the state of diversity, equity, and inclusion in Canada?
 - Do you feel Canada is a society that welcomes and respects different cultures, beliefs, and values? Why or why not?

ONLINE SAFETY (90 minutes) British Columbia, Urban Alberta

Seeing as we're all talking to each other online right now, we already know that everyone here uses the internet.

- What are the positive impacts, if any, the internet and online world has on society today?
- Are there any drawbacks? What are they?
 - PROBE IF NOT MENTIONED: What about harmful content online? How would you define harmful content? What are some examples of it?
- How concerned are you, if at all, about harmful content on the internet?
- To the best of your knowledge, are there protections in place to keep Canadians safe on the internet?
 - What about when it comes to reducing the amount of harmful content Canadians are exposed to?
 - How confident are you, if at all, that online platforms have measures in place to reduce the amount of harmful content Canadians are exposed to?
 - What about for vulnerable people or children?
- Do you believe online platforms are accountable for harmful content on their platform and its impact on users? Should they be? Why or why not?

- Should the Government of Canada hold digital platforms accountable for addressing harmful content on their platforms? Why or why not?
- What have you seen, read, or heard lately about the Government of Canada, online platforms, and harmful content?
 - Have you heard anything about a proposed bill to address online harms, called the Online Harms Act?
 - IF YES: What have you heard?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada has introduced legislation designed to ensure digital platforms, specifically social media services, live streaming services and user-uploaded adult content services, are responsible for addressing harmful content. The legislation focuses on five key components:

1. Ensuring digital platforms reduce seven kinds of harmful content online
2. Changing the Criminal Code to better address hate crimes and hate propaganda
3. Changing the Canadian Human Rights Act to allow people to file complaints against those who post hate speech online
4. Enhancing laws to protect children from sexual exploitation
5. Creating a new Digital Safety Commission to enforce the rules and keep digital platforms accountable

Note that the new rules would not apply to private and encrypted messaging services (for example, WhatsApp, Signal, Telegram, etc.).

NOTE TO MODERATOR: IF PARTICIPANTS ASK ABOUT THE SPECIFICS OF THE FIVE KEY COMPONENTS (I.E., THE SEVEN KINDS OF HARMFUL CONTENT, DEFINITION OF HATE CRIME/PROPOGANDA, AND HATE SPEECH) NOTE THAT MUCH WILL BE COVERED SHORTLY AND WE ARE ONLY INTERESTED IN THEIR INITIAL REACTIONS.

- What is your initial impression of these measures – positive, negative, or somewhere in between? Why do you feel this way?
- Do you have any concerns or questions about anything in this list?

Now I'm going to share with you on screen a few more details about The Online Harms Act. If it becomes law, it would require online platforms to do the following:

SHOW ON SCREEN

Online platforms would be required to **remove** the following within 24 hours:

- Content that sexually victimizes a child or revictimizes a survivor
- Intimate content communicated without consent

Platforms would also be required to **reduce exposure** to five categories of harmful content:

- Content that encourages hatred
 - Content that incites violent extremism or terrorism
 - Content that incites violence
 - Content used to bully a child
 - Content that induces a child to harm themselves
-
- Thinking about the first two types of harmful content listed here (i.e., the first two bullet points) and the requirement for platforms to remove this content, in your opinion, is this something the Government of Canada should be asking platforms to do? Why or why not?
 - Do you have any questions about it? Concerns?
 - What impact, if any, would this requirement have on Canadians' safety online? What about the safety of children specifically?

Now turning to the five types of content to which platforms would be required to reduce exposure (i.e., the bottom five bullet points) ...

- Should the Government of Canada be focusing on these types of harmful content? Why or why not?
- Are there other types of harmful content you think should be addressed?
- Is there anything in this list that you think should not be included?

I'm going to provide you with some more details about the proposed requirement to reduce exposure to harmful content ...

SHOW ON SCREEN

The proposed rules focus on ensuring online platforms take into account the level of risk of exposure to harmful content and then take steps to reduce those risks.

For example, online platforms would be asked to provide users with guidelines and tools to flag harmful content and block other users. They would also be asked to set up an internal point of contact for this kind of guidance and complaints.

Additionally, they would be required to label harmful content that they have reason to believe is being created and amplified through automated communications by computer programs (e.g. bots).

- Do you have any questions or concerns about what I've just presented?

Now I'm going to provide you with some more details about the proposed requirement as it relates to children ...

SHOW ON SCREEN

Online platforms would also be required to take into account the interests of children when designing products and features. For example:

- design features to limit children's exposure to harmful content, including explicit adult content, cyberbullying content and content that encourages self-harm;
- parental control settings and safe search settings so that certain types of content would be unavailable via search;
- design features such as limiting scrolling and autoplay for kids; and
- not allowing adult users to message children who are not in their network.

So, to sum up, much of the proposed legislation is focused on reducing exposure to harmful content, rather than requiring online services to remove it - except in the 2 types of instances we discussed earlier. MODERATOR TO REMIND PARTICIPANTS IF NEEDED: Content that sexually victimizes a child or revictimizes a survivor; Intimate content communicated without consent.

- Do you think the federal government's approach is appropriate – that is, asking platforms to look at the level of risk of exposure to harmful content and make design choices to minimize that risk, rather than asking them to remove it (in most cases). Why or why not?

- Is there a different approach you would prefer the Government of Canada take when dealing with this issue?
- Do you think these requirements will have a major impact, minor impact, or no impact on online safety and the amount of harmful content Canadians are exposed to? How so?
- Do you think the Government of Canada will be able to ensure digital platforms comply with their obligations?

The proposed law would also create a Digital Safety Commission to enforce the rules and hold platforms accountable. This commission would be responsible for ordering the removal of content if it falls into the two categories we've discussed.

- How effective, if at all, do you think this Digital Safety Commission would be in ensuring platforms protect their users?
- Do you have any questions or concerns about this Commission?

In terms of hate speech, the proposal includes a definition for hate speech, based on decisions made by the Supreme Court of Canada.

SHOW ON SCREEN

Hate speech would be defined as the following:

Specific detestation or vilification of an individual or group of individuals on the basis of a prohibited ground of discrimination (race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, gender identity or expression, marital status, family status, genetic traits, disability, or pardoned criminal records).

To be considered discriminatory, the hate speech would need to be communicated where it is likely to cause detestation or vilification of an individual or group.

Speech would **not** be classified as hate speech just because it expresses dislike or disdain, or it discredits, humiliates, hurts or offends.

- Is this definition clear to you? Does it seem reasonable? Why or why not?

- In your view, should the Government of Canada include hate speech in the legislation? Why or why not?
- IF ANYONE WAS AWARE OF THE PROPOSED ONLINE HARMS ACT IN INITIAL DISCUSSION, MODERATOR TO ASK: Earlier, some of you said that you had heard about the proposed Online Harms Act. Does the information provided here align with what you heard, or did you have different perceptions of what this Act was about?

IMMIGRATION (20 minutes) Quebec, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians

Quebec Now I'd like to move to a completely different topic...

- Major Centres Quebec Middle Class Canadians Have you seen, read, or heard any news related to immigration in Canada or Quebec recently?
 - What do you think about what you saw, read, or heard?
- Quebec, Major Centres Quebec Middle Class Canadians Overall, how would you describe the current state of the immigration system in Canada?
- Quebec, Major Centres Quebec Middle Class Canadians What do you think are some of the benefits of welcoming new immigrants to Canada?
- Quebec, Major Centres Quebec Middle Class Canadians To what extent do you agree or disagree with the following statement: "Canada needs to welcome more new immigrants to fill labour shortages and grow the economy."?
 - Why do you feel this way?
- Quebec, Major Centres Quebec Middle Class Canadians Do you have any concerns about welcoming new immigrants?
 - IF YES: What are your concerns?
 - What should the Government of Canada do to address these concerns?
- Quebec, Major Centres Quebec Middle Class Canadians Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?

- **Quebec, Major Centres Quebec Middle Class Canadians** Before we move to the next section, do you have any other thoughts you would like to share on the Canadian immigration system?

Greater Montreal Area Recent Immigrants Now I'd like to shift to a different topic completely. When we invited you to this group, you each indicated you had moved to Canada within the last 10 years...

- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** How would you describe your overall experience with the immigration process in Canada?
 - What about application processing times? Did you face any challenges?
 - Following your arrival, were you able to easily access newcomer services?
 - What went well?
 - What could have been improved?
 - Did you receive all of the services you needed?
 - IF NOT: What services did you need that you did not receive?
- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** In your opinion, does the Government of Canada pay enough attention to recent immigrants? Why or why not?
- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** What should the Government of Canada do to support recent immigrants?
- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** Overall, would you say the Government of Canada is generally on the right track or wrong track when it comes to managing the immigration system? Why?
 - Do you think the Government of Canada should increase, decrease, or keep the rate of immigration at about the same level? Why?
 - IF INCREASE OR DECREASE: What impacts would this have on Canada?
- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** How important, if at all, are issues around recognizing foreign credentials?

Greater Montreal Area Recent Immigrants CLARIFY AS NEEDED:

Recognizing foreign credentials is when the federal, provincial, or territorial government determines that a license or certificate earned outside of Canada meets the standards in Canada, so that an individual can work in a specialized job. Examples of specialized jobs could be working as a doctor, accountant, or an electrician.

- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** Is anyone here personally impacted or does anyone have family members impacted by issues with foreign credentials?

- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** As far as you know, what, if anything, has the Government of Canada done to address the issues around recognizing foreign credentials?
- **Greater Montreal Area Recent Immigrants** What should the Government of Canada do on this issue?

OUT-OF-STATUS WORKERS (20 minutes) **Quebec, Ontario, Mid-Size Centres BC Millennials, Urban Manitoba, Atlantic Canada**

Now I'd like to talk to you about out-of-status people in Canada...

- Are you familiar with the term "out-of-status" or "undocumented" people?
 - What are out-of-status people?

CLARIFY:

Out-of-status people are individuals living in Canada without legal immigration status. It could refer to someone whose work, study or visitor permit has expired, someone who made a refugee claim that was denied, or someone who entered Canada through unofficial pathways.

People without legal status are often employed as personal support workers or care aides in long-term care facilities, or in sectors like construction and agriculture.

- If you were to estimate, how many out-of-status people do you think there are in Canada?
- Do you think out-of-status people should be given a path to permanent residency and citizenship?
 - Why or why not?
- Given that many out-of-status people don't pay income taxes and are doing jobs where labour shortages are experienced often, is there an economic argument in support of providing them with a path to permanent residency and citizenship?

SUPPLEMENTAL FOODS SOCIAL MEDIA POSTS (30 minutes) **Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba**

Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba Now I'd like to shift topics completely...

- **Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba** Only if you feel comfortable sharing, I'd like to get a quick show of hands. Who is currently pregnant/breastfeeding or was in the past 5 years?
 - IF NONE CURRENTLY/IN THE PAST 5 YEARS: How about in the past 10 years?

Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba We have two social media posts to show you related to supplemental foods. These posts are meant for those who are pregnant and/or breastfeeding. [For the first social media post, we have 2 image options.] Tech support will share each post one at a time, then side-by-side. Once everyone has had a chance to review them, we will then discuss your reactions together.

Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba **SHOW ON SCREEN:** *Moderator to display each post one at a time on screen, then show both at the same time.*

- **Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba** What is your overall reaction to these social media posts?
 - What, if anything, do you like? Why?
 - What, if anything, do you dislike? Why?
- **Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba** Would you notice them? Would they capture your attention? Are they memorable? Why or why not?
 - **Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants** IF GRAPHICS NOT MENTIONED: What do you think of using a real person vs. a mock food package as the visual?
 - **Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba** For the first social media post, what do you think about showing a couple vs. showing several pregnant people?
 - **Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba** Do you have any suggestions to make either one more noticeable, particularly for those who are pregnant or breastfeeding?
- **Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba** If you saw these, would they motivate you to do anything? Why or why not?
 - IF YES: What would you be motivated to do?
 - Would you "like" these posts or share them? Why or why not?
 - Would you "comment" on these posts?
 - IF YES: What would you write?

- Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba Was anything confusing or unclear? How so?
 - Did anything surprise you? Did you learn anything?
 - How could they be improved?

Additional messages

Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba We have some additional social media messages we would like to share that could be used with the graphics we reviewed already or in other posts.

Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians
SHOW ON SCREEN: *Moderator to show alternate messages.*

- Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba What do you think of these messages?
- Ontario, Greater Montreal Area Recent Immigrants, Major Centres Quebec Middle Class Canadians, Urban Manitoba Are there any specific words or phrases that you find particularly compelling?
 - Are any problematic? Why?

INTERGENERATIONAL ISSUES (30 minutes) Mid-Size Centres BC Millennials, Toronto Generation Z

Shifting topics again...

I'd like to get a quick show of hands for the following question.

- MODERATOR TO ASK FOR EACH ITEM BELOW: Raise your hand if you think **[INSERT ITEM BELOW]** _____ is better, worse, or about the same compared to when your parents were your age.
 - The economy
 - The middle-class lifestyle
 - Housing
 - Social equality
- For those who think any are about the same, what makes you say that?
- For those who think any of these are better now, what makes you say that?
- For those who think any of these are worse now, what makes you say that?

- As far as you can tell, what do you think has caused these changes?
 - PROBE AS NEEDED: The COVID-19 pandemic, recessions, decisions made by big business, government policies, global factors, etc.?
- Would you say your own goals and the kind of life you hope to achieve are similar to or different than those of your parents'? How so?
- As you may know, each year the Government of Canada puts forward a budget that outlines its priorities for the coming year. If you could identify one priority the Government of Canada should include in the upcoming federal budget, what would it be?

I'm going to share with you on screen some measures that the Government of Canada could prioritize in its upcoming budget...

SHOW ON SCREEN

- Asking the wealthiest Canadians to pay a bit more in taxes to give everyone a fair shot at success
- Making housing more affordable so your generation can get ahead
- Securing jobs and investing in the economy of the future
- How would you feel about the Government of Canada prioritizing these measures?
 - Should these be a major, minor, or not really a priority for the Government of Canada? Why?
 - Would you replace any of these with other priorities?
 - IF YES: What would you prioritize instead?

BUDGET (35 minutes) Greater Montreal Area Recent Immigrants

Moving on to another topic ...

- In your opinion, how is the Canadian economy doing overall? Why do you feel this way? (AS NEEDED: What about when it comes to growth, jobs, inflation?)
 - IF ECONOMY DOING POORLY: What would need to happen for you to start feeling optimistic about the Canadian economy?

As you may be aware, the Government of Canada will soon be introducing a new budget outlining their spending priorities for the next fiscal year.

POLL: I'm going to show you a poll. I'd like you to select which items you think the Government of Canada should prioritize in the upcoming budget. You may select up to three items. **TECH SUPPORT TO SHARE TITLES ON SCREEN AND MODERATOR TO READ THROUGH PRIOR TO CONDUCTING POLL.**

Affordability/Cost of living
Unlocking pathways to the middle class
Growing the housing supply
More opportunities for good careers
Helping Canadians save for retirement
Protecting seniors' benefits
Fighting climate change
Maintaining a responsible plan for government spending
Improving the healthcare system
Raising taxes on the wealthiest Canadians

- MODERATOR TO GO THROUGH EACH SELECTION: Why did you make this selection?

- MODERATOR TO PAUSE ON "GROWING THE HOUSING SUPPLY": One step the Government of Canada could take to grow the housing supply is to build more homes on public land.
 - What does the term "public land" mean to you? Do you picture greenspace? Empty lots? Office buildings?
 - What about "government land" – does it mean the same thing or something different?
 - What about "federal land" – does it mean the same thing or something different?
 - What kind of homes would you expect to see built on public land?
 - Do you support or oppose the Government of Canada taking this kind of action? Why?

- When you hear "wealthiest Canadians", who or what comes to mind?
 - How much do you think the "wealthiest Canadians" make per year, on average? (Prompt as needed: \$150,000 or more, \$250,000, \$500,000, more?)

- SHOW OF HANDS: Who feels they are part of the middle class?

- In your opinion, what does it mean to be middle class?
 - What does a middle-class lifestyle look like to you?

- What do you think it means to ‘unlock pathways to the middle class’?
 - What are the pathways to the middle class?
 - How can the Government of Canada best support those trying to join the middle class?
 - What type of investments do you think would help Canadians join and remain in the middle class?
 - Should the Government of Canada be prioritizing these types of investments? Why or why not?

- How would you describe the Government of Canada’s performance overall on supporting the middle class?
 - How confident are you, if at all, that the Government of Canada will be able to deliver on supporting the middle class and those working to join it?

- Do you think investments in clean tech and energy lead to long-term economic growth? Why or why not?

HOUSING SUPPLY (10 minutes) Toronto Generation Z

Now I’d like to focus on housing specifically...

When it comes to housing, a step the Government of Canada could take to grow the housing supply is to build more homes on public land.

- What does the term “public land” mean to you? Do you picture greenspace? Empty lots? Office buildings?
 - What about “government land” – does it mean the same thing or something different?
 - What about “federal land” – does it mean the same thing or something different?

- What kind of homes would you expect to see built on public land?

- Do you support or oppose the Government of Canada taking this kind of action? Why?

RENTER’S BILL OF RIGHTS (30 minutes) Southwestern Ontario Prospective Homeowners

- By a show of hands, who here is currently a renter?
 - How would you describe your experience as a renter?
 - How would you describe your rights as a renter?
 - AS NEEDED: How well do you know your rights? What are your rights?

- How well are your rights protected?
- What role does the Government of Canada have in protecting the rights of renters?
- What comes to mind when you hear the phrase “Renter’s Bill of Rights?”
 - What kind of rights or protections do you think should be included in a Renter’s Bill of Rights?
 - How do you think a Renter’s Bill of Rights might impact the relationship between tenants and landlords?
 - In your opinion, do you think these impacts would be more positive or negative? Why?
- What are your thoughts on the Government of Canada creating a Renter’s Bill of Rights in collaboration with provinces and territories?
 - Would you support the creation of a Renter’s Bill of Rights by the Government of Canada and your provincial government? Why or why not?

MORTGAGES (45 minutes) Southwestern Ontario Prospective Homeowners

When we invited you here today, you each indicated you were planning to buy a home within the next few years...

- By a show of hands, who here is looking to buy their first home?
- How would you describe your experience navigating the housing market so far?
- What are some of the biggest barriers you’ve experienced to becoming a homeowner?
 - IF NOT MENTIONED: What about putting a downpayment on a home?
 - IF COMFORTABLE SHARING: How are you planning on financing your first home?
 - Has anyone here opened a Tax-Free First Home Savings Account?
 - CLARIFY AS NEEDED: The Government of Canada introduced **Tax-Free First Home Savings Accounts** to allow Canadians to save up to \$40,000 tax-free, to help buy their first home.
 - How much of an impact, if at all, has this account had on your home financing plans?
- How concerned are you, if at all, about getting and paying off a mortgage? What are your biggest concerns?
 - IF NOT MENTIONED: What about interest rates?
 - How would you describe the interest rate in Canada today?

- Over the next few years, do you expect interest rates to increase, decrease, or stay at about the same rate as they are now? Why do you think this will happen?
- What do you think banks should consider when determining eligibility for mortgages?
 - IF NOT MENTIONED: What about rent payment history?
- Do you think considering rent payment history would help or hurt people who are trying to get a mortgage? Why do you feel this way?
 - Should the Government of Canada set the expectation that banks are to consider rent payment history when determining eligibility for a mortgage? Why or why not?
- Currently, mortgage rates are structured around terms of up to 25 years. Is this enough time? Why or why not?
 - How do you feel about the prospect of paying off your mortgage within 25 years?
- How would you feel about the possibility of 30-year mortgages for first-time home buyers?
 - AS NEEDED: How would a 30-year mortgage option affect your willingness or ability to buy a home? How would it affect the affordability of paying off your mortgage?
 - How would you feel if this only applied to newly constructed homes?

There are many actions the Government of Canada could take to help address issues in housing.

POLL: I'm going to show you a poll. I'd like for you to select up to 3 measures you think could have the most positive impact. We will discuss your selections after. **TECH SUPPORT TO SHARE TITLES ON SCREEN AND MODERATOR TO READ THROUGH PRIOR TO CONDUCTING POLL.**

The Government of Canada could...

- Invest more in infrastructure to support the number of new homes being built in communities
- Make government-owned lands available to build housing on
- Provide more low-cost financing to builders, so they can build more homes cheaper and faster
- Tax underutilized land, like parking lots, otherwise known as "lazy land"
- Provide low-cost financing to nonprofits to improve and maintain affordable rental properties
- Invest in new building methods, like modular homes, to reduce costs and construction time
- Improve recognition of foreign construction qualifications and increase construction worker training

MODERATOR TO GO THROUGH EACH SELECTION: Why did you make these selections?

- What are your reactions to this list of measures overall?
- Is there anything you think the Government of Canada should not do? Why do you feel this way?

Is there anything missing from this list that the Government of Canada should do to help build more homes?

CARBON PRICING (35 minutes) Urban Manitoba, Atlantic Canada

Urban Manitoba Moving on to other Government of Canada initiatives ...

Atlantic Canada Now I'd like to focus on carbon pollution more specifically...

- Urban Manitoba, Atlantic Canada How important is it, if at all, for the Government of Canada to reduce carbon pollution in Canada? Why?
- Urban Manitoba, Atlantic Canada What, if anything, have you seen, read, or heard about carbon pollution pricing in Canada?
- Urban Manitoba, Atlantic Canada As far as you know, is there a price on carbon pollution in Manitoba today?
- Urban Manitoba, Atlantic Canada What is the main objective of the price on carbon pollution?
- Urban Manitoba, Atlantic Canada How effective do you think the price on carbon pollution has been?
- Urban Manitoba, Atlantic Canada What, if anything, have you seen, read, or heard about the Canada Carbon Rebate?
 - Whether you've heard of it or not, what does it mean to you?

Urban Manitoba **SHOW ON SCREEN**

The federal pollution pricing creates a financial incentive for people and businesses to pollute less.

The Canada Carbon Rebate (CCR) is a tax-free amount to help eligible individuals and families offset the cost of the federal pollution pricing.

This year, a family of 4 in Manitoba can expect to receive \$1,200. Residents of small and rural communities receive an extra 10% top-up beyond the base rebate amount. Starting April 2024, the Government is planning to double the rural top-up to 20%, because of the increased energy needs of rural residents and their reduced access to transportation options.

Atlantic Canada **SHOW ON SCREEN**

The federal pollution pricing creates a financial incentive for people and businesses to pollute less.

The Canada Carbon Rebate (CCR) is a tax-free amount to help eligible individuals and families offset the cost of the federal pollution pricing.

Using Newfoundland as an example, a family of 4 can expect to receive roughly \$1,200. Residents of small and rural communities receive an extra 10% top-up beyond the base rebate amount. Starting April 2024, the Government is planning to double the rural top-up to 20%, because of the increased energy needs of rural residents and their reduced access to transportation options.

MODERATOR INFO IF NEEDED:

ANNUAL AMOUNTS FOR A FAMILY OF 4 PER PROVINCE:

NL: \$1,192

NB: \$760

NS: \$824

PEI: \$880

- **Urban Manitoba, Atlantic Canada** What are your reactions to this information?
 - Does it seem fair? Does it seem affordable?
- **Urban Manitoba, Atlantic Canada** Based on what you know about the price on carbon pollution and the rebate, do you support or oppose the Government of Canada's carbon pricing system? What makes you say that?
- **Urban Manitoba, Atlantic Canada** To the best of your knowledge, have you or someone else in your household received this rebate?
 - IF YES: Do you think you get back more than you pay in carbon pricing? What makes you say that?

- **Urban Manitoba** The Department of Finance Canada has calculated that the average household in Manitoba will receive [\\$365 more than it pays this year](#). Does this affect your perspective at all?
- **Atlantic Canada** The Department of Finance Canada has calculated that the average household in Newfoundland will receive \$303 more than it pays this year. Does this affect your perspective at all?

MODERATOR INFO IF NEEDED:

AVERAGE HOUSEHOLD NET BENEFIT PER PROVINCE:

NL: \$303

NB: \$183

NS: \$157

PEI: \$173

- **Urban Manitoba, Atlantic Canada** Do you have any suggestions to improve the federal pricing system?
 - IF THEY SAY REMOVE IT: What would you do instead, if anything, to reduce Canada's greenhouse gas emissions?

HEATFLATION (10 minutes) Atlantic Canada

- Have you heard the term 'heatflation' before?
 - What do you think it means?
- What about 'climateflation'?
 - What do you think it means?

SHOW ON SCREEN

Heatflation is when extreme heat, caused by climate change, makes food and other items more expensive, leading to higher inflation rates. This happens when heat damages crops, making things like flour cost more.

Climateflation is a broader term that encompasses all of the ways climate change causes prices to go up, including but not limited to extreme heat. It reflects the overall economic impact of a changing climate, including supply chain disruptions and increased costs for cooling, among many other things.

- How much of an impact, if at all, does climate change have on the cost of food?

- How much of an issue, if at all, are heatflation and climateflation?

TAXATION (35 minutes) Atlantic Canada

Moving on to another topic ...

- In your opinion, how much money do you have to make to be considered wealthy?
- Other than income, how do you define wealth?
 - IF NOT MENTIONED: What about owning valuable assets?
 - In your opinion, what kind of valuable assets do wealthy people tend to own?
- Do you feel that wealthy Canadians pay their fair share in taxes? Why do you feel this way?
- How would you feel if the Government of Canada created a wealth tax to be paid annually by the wealthiest Canadians?
 - How would you feel if this tax applied specifically to the top 1% of income-earners in Canada? Would this be fair? Why or why not?
- What are some of the benefits or costs associated with a wealth tax?
- Would you support the creation of a wealth tax? Why or why not?
- Are there any alternatives to a wealth tax?
 - IF YES: What are they?
- I'd like to get a quick show of hands. Who here has heard about "capital gains" before today?
 - IF HEARD: What are capital gains?
 - IF NOT HEARD: What do you think capital gains might be?

CLARIFY

Capital gains are the profits people make when they sell valuable assets they own for more money than they originally paid for them. Capital gains can be made from valuable assets like real estate, stocks and bonds, mutual funds, precious metals, art and collectibles, cryptocurrencies, vehicles, personal property, and more.

For example, if you purchased \$100 worth of stock and then sold those shares for \$150 two years later, you would have a capital gain of \$50.

- Who here has ever made capital gains or knows someone who has made capital gains?

- When you think about individuals who earn money through capital gains, what types of people come to mind, if any?

In Canada, capital gains are subject to taxation. When someone sells a valuable asset for more than its original cost, they'll owe taxes on the capital gain.

- Do you think capital gains should be taxed? Why or why not?
- What impacts, if any, might a capital gains tax have?
- If you could decide a rate, what rate(s) between 0% to 100%, would you set the capital gains tax at? For example, let's say someone had a capital gain of \$50,000. What portion of that should be taxed – all of it (i.e. a rate of 100%), none of it (0%), or somewhere in between?
 - IF SOMEWHERE IN BETWEEN: What rate? Please explain your reasoning.
 - Who would benefit most from a lower capital gains tax?
 - Who would benefit most from a higher capital gains tax?
- How, if at all, would changes in capital gains taxes affect you personally or people you know?
- Do you think it's more or less fair to tax capital gains from certain types of assets over others?
- IF YES: Which assets? Why do you feel this way?
 - IF NOT MENTIONED: What about capital gains on real estate? How do you feel about capital gains taxes applying to real estate? Do you have any concerns?
 - IF YES: What are these concerns?

Canada has something called "The Principal Residence Exemption" which lets Canadians avoid paying capital gains tax on the sale of their primary home. This means capital gains taxes only apply when people own multiple real estate properties and sell the ones they don't live in.

- Does this seem fair? Why or why not?

CONCLUSION (5 minutes) All locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Guide de discussion français

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5 minutes) Canadiens de race noire, Colombie-Britannique, Québec, régions urbaines de l'Alberta, Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z de Toronto, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez vu, lu ou entendu?

ASSURANCE MÉDICAMENTS (45 à 55 minutes) Canadiens de race noire, Québec, Ontario, Canadiens de la génération Z de Toronto

Québec SI AUCUNE MENTION N'EST FAITE CI-DESSUS DES SOINS DE SANTÉ EN TANT QU'ENJEU PRIORITAIRE :

En discutant des principaux enjeux que devrait prioriser le gouvernement du Canada, aucun d'entre vous n'a mentionné les soins de santé...

Québec SI LES SOINS DE SANTÉ SONT MENTIONNÉS CI-DESSUS EN TANT QU'ENJEU PRIORITAIRE :

En discutant des principaux enjeux que devrait prioriser le gouvernement du Canada, certains d'entre vous ont mentionné les soins de santé...

Ontario, Canadiens de la génération Z de Toronto Maintenant, j'aimerais passer à un tout autre sujet...

- **Canadiens de race noire, Ontario, millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B.** Selon vous, quels sont les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de soins de santé?

- **Canadiens de race noire, Québec** Dans quelle mesure les soins de santé devraient-ils constituer une priorité majeure?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B.** Quels sont les principaux enjeux en matière de soins de santé sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et le coût des médicaments d'ordonnance? Diriez-vous que cet enjeu est plus important, aussi important ou moins important que les enjeux en matière de soins de santé que vous avez mentionnés précédemment?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Comment qualifieriez-vous la couverture actuelle pour médicaments d'ordonnance au Canada? Est-elle abordable? Est-elle accessible?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Si on vous demandait de deviner le pourcentage de Canadiens ne bénéficiant pas d'une assurance médicaments, quelle serait votre estimation?
 - (AU BESOIN : serait-il plus près de 1 %, 5 %, 10 %, 25 %, plus?)
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Quels sont, le cas échéant, les principaux obstacles auxquels sont confrontées les personnes ne bénéficiant pas d'une assurance médicaments?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et lorsqu'il s'agit de leur santé et de leur bien-être? Qu'en est-il du coût de la vie?
 - Dans quelle mesure ces obstacles peuvent-ils impacter leur vie de tous les jours?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Qui parmi vous connaît le terme « régime d'assurance médicaments »?
 - Que signifie ce terme, d'après vous?
 - Seriez-vous en faveur d'un régime d'assurance-médicaments « universel » en vertu duquel tout le monde bénéficierait d'une assurance-médicaments? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Êtes-vous au courant d'initiatives qu'a pris ou que compte prendre le gouvernement du Canada en matière d'assurance médicaments?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu?

Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B.,
Canadiens de la génération Z de Toronto

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le 29 février 2024, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi pour la mise en œuvre de la première phase d'un régime national d'assurance-médicaments afin d'améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance et les rendre plus abordables pour un plus grand nombre de Canadiens.

Si le projet de loi est approuvé, le gouvernement entend collaborer avec les provinces et territoires afin de fournir une couverture universelle à payeur unique pour un certain nombre de moyens de contraception et de médicaments contre le diabète. Le gouvernement du Canada entend également mettre en place un fonds pour soutenir l'accès de la population canadienne aux fournitures dont les personnes atteintes de diabète ont besoin pour gérer et surveiller leur maladie et administrer leurs médicaments, comme les seringues et les bandelettes de test de glycémie.

- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B.,
Canadiens de la génération Z de Toronto** Quelles sont vos réactions à cette information? Est-ce quelque chose que le gouvernement du Canada devrait faire? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - AU BESOIN : Comment réagissez-vous à la décision du gouvernement du Canada de mettre en œuvre la première phase d'un régime d'assurance-médicaments prévoyant la couverture des contraceptifs et de médicaments contre le diabète?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B.,
Canadiens de la génération Z de Toronto** LE MODÉRATEUR S'ENQUIÈRERA DES CONTRACEPTIFS ET DES MÉDICAMENTS CONTRE LE DIABÈTE : Quels seront les impacts de cette couverture? Qui en bénéficiera le plus? Cette couverture vous concernera-t-elle ou concernera-t-elle quelqu'un que vous connaissez?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B.,
Canadiens de la génération Z de Toronto** Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant la couverture des contraceptifs et des médicaments contre le diabète?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B.,
Canadiens de la génération Z de Toronto** Comme nous l'avons mentionné précédemment, le gouvernement fédéral devra collaborer avec les provinces et territoires pour mettre en œuvre un régime d'assurance médicaments. Seriez-vous favorable à ce que le Québec participe à un programme national d'assurance-médicaments? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Que diriez-vous si d'autres provinces adhéraient à un régime national d'assurance-médicaments, mais que le Québec choisissait de ne pas adhérer?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Alors que le gouvernement du Canada planifie les prochaines étapes de son régime national d'assurance médicaments, quels sont les éléments les plus importants qu'il devrait garder à l'esprit?
 - Quels autres médicaments devraient être couverts?
 - Le régime d'assurance-médicaments devrait-il être entièrement, de sorte que tous les Canadiens bénéficient du même régime, ou devrait-il servir à combler les écarts, de sorte que les gens puissent continuer à utiliser les régimes publics et privés existants, en veillant à ce que tout le monde soit couvert, y compris ceux qui ne le sont pas actuellement?
 - Quels sont à votre avis les avantages et les inconvénients de ces deux approches?
 - Quelle est l'approche la plus équitable?
 - Avez-vous des préoccupations concernant l'une ou l'autre de ces approches?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Qui ici bénéficie d'un régime d'assurance médicaments?
 - SI OUI : Êtes-vous satisfait(e) de votre régime d'assurance-médicaments? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Croyez-vous qu'un régime national d'assurance-médicaments offrirait une meilleure ou une moins bonne couverture que votre régime actuel? Pourquoi?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Un régime d'assurance médicaments national contribuerait-il à rendre la vie des Canadiens plus abordable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Quels seraient les impacts d'un régime national d'assurance médicaments sur notre système de soins de santé?
 - Et sur la santé des Canadiens?
 - Selon vous, un régime national d'assurance-médicaments permettrait-il au système de soins de santé de réaliser des économies à long terme? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Canadiens de race noire, Québec, Ontario, millénariaux de centres de moyenne taille de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto** Avez-vous d'autres questions ou commentaires concernant le régime d'assurance médicaments?

PERFORMANCE AND PRIORITIES – [LOGEMENT] (10 à 30 minutes) Canadiens de race noire, Colombie-Britannique, Québec, régions urbaines de l'Alberta, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario

Canadiens de race noire J'aimerais maintenant passer à un autre sujet que l'assurance médicaments et parler du gouvernement du Canada de manière plus générale...

- Canadiens de race noire, Colombie-Britannique, Québec, régions urbaines de l'Alberta, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, régions urbaines du Manitoba Qu'est-ce que le gouvernement du Canada fait de bien?
- Canadiens de race noire, Colombie-Britannique, Québec, régions urbaines de l'Alberta, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario Sur quel plan le gouvernement du Canada doit-il s'améliorer?
- Canadiens de race noire, Colombie-Britannique, Québec, régions urbaines de l'Alberta, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, Canadiens de la génération Z, candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario, régions urbaines du Manitoba Quels sont, à votre avis, les principaux problèmes auxquels [les Canadiens de race noire sont confrontés] et auxquels le gouvernement fédéral devrait accorder la priorité?
 - **Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Qu'en est-il de logement?
 - **Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario** Quels sont les principaux problèmes en matière de logement sur lesquels devrait se pencher le gouvernement du Canada? Pourquoi devrait-on accorder la priorité à ce problème?
 - **Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Aider les Canadiens à acheter leur première propriété fait-il partie des principaux problèmes?
 - **Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et en ce qui concerne la construction d'un plus grand nombre de logements?
- **Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du récent travail effectué par le gouvernement du Canada en matière de logement?

- **Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario** Que pensez-vous de ce que vous avez vu, lu ou entendu?
- **Canadiens de race noire** Quelles nouvelles avez-vous déjà vues, lues ou entendues au sujet du travail effectué par le gouvernement du Canada dans le passé sur l'un de ces enjeux?
- **Canadiens de race noire** Quel travail, le cas échéant, le gouvernement fédéral prévoit-il de faire sur ces enjeux?
- **Canadiens de race noire** Êtes-vous au courant d'autres initiatives qu'a pris ou envisage de prendre le gouvernement du Canada pour venir en aide aux Canadiens de race noire?
- **Canadiens de race noire** En ce qui concerne ces initiatives, le gouvernement du Canada est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
 - Parmi les personnes affirmant qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait, à votre avis, faire le gouvernement pour se remettre sur la bonne voie?
- **Canadiens de race noire** SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et que dire du racisme envers les Noirs? Quelle est l'ampleur du racisme envers les Noirs au Canada?
 - Que fait, le cas échéant, le gouvernement fédéral pour s'attaquer au racisme envers les Noirs?
 - En matière de lutte contre le racisme envers les Noirs, le gouvernement fédéral est-il généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi?
 - Pour les personnes qui affirment qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait faire le gouvernement fédéral pour se mettre sur la bonne voie?
- **Canadiens de race noire** Pour ce qui est de nouer un dialogue avec les Canadiens de race noire, diriez-vous que le gouvernement fédéral est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie?
 - Quels sont les moyens plus efficaces que le gouvernement fédéral pourrait employer pour nouer le dialogue avec les Canadiens de race noire?

SENTIMENT DU PUBLIC (15 minutes) **Canadiens de race noire**

J'aimerais maintenant aborder un sujet plus vaste.

- Lorsque vous pensez à votre avenir au Canada, qu'est-ce qui vous rend optimiste?
- D'autre part, y a-t-il des choses qui vous inquiètent ou vous préoccupent quant à votre avenir au Canada?
 - SI OUI : Lesquels?

- Comment décririez-vous la situation actuelle au Canada en matière de diversité, d'équité et d'inclusion?
 - Avez-vous le sentiment que le Canada est une société qui accepte et respecte différentes cultures, croyances et valeurs? Pourquoi ou pourquoi pas?

LA SÉCURITÉ EN LIGNE (90 minutes) Colombie-Britannique, régions urbaines de l'Alberta

Puisque nous discutons présentement en ligne, nous savons que vous utilisez tous l'Internet!

- Quels sont les impacts positifs de l'Internet et du cyberspace sur la société d'aujourd'hui?
- Y a-t-il des inconvénients? Lesquels?
 - SONDER SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et que dire des contenus préjudiciables en ligne? Comment définiriez-vous un contenu préjudiciable? Pouvez-vous en donner des exemples?
- Dans quelle mesure les contenus préjudiciables en ligne vous préoccupent-ils, le cas échéant?
- À votre connaissance, des mesures de protection ont-elles été mises en place pour assurer la sécurité des Canadiens en ligne.
 - Et pour ce qui est de réduire le nombre de contenus préjudiciables auxquels sont exposés les Canadiens?
 - Dans quelle mesure avez-vous confiance, le cas échéant, que les plateformes numériques aient mis en place des mesures pour réduire la quantité de contenus préjudiciables auxquels sont exposés les Canadiens?
 - Et auxquels sont exposés les personnes vulnérables et les enfants?
- Estimez-vous que les plateformes numériques sont responsables des contenus préjudiciables qu'elles diffusent et de leur impact sur les utilisateurs? Devraient-elles l'être? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Le gouvernement du Canada devrait-il tenir les plateformes numériques responsables de la gestion des contenus préjudiciables sur leurs plateformes? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada, des plateformes numériques et des contenus préjudiciables?

- Avez-vous entendu parler d'un projet de loi visant à lutter contre les préjudices en ligne, appelé *Loi sur les préjudices en ligne*?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi visant à garantir que les plateformes numériques, en particulier les services de médias sociaux, les services de diffusion en direct ainsi que les services de contenu pour adultes téléchargés par des utilisateurs, soient responsables de gérer les contenus préjudiciables. Le projet de loi s'articule autour de cinq éléments clés :

6. Veiller à ce que les plateformes numériques réduisent l'exposition à sept types de contenus préjudiciables en ligne;
7. Modifier le Code pénal pour mieux lutter contre la propagande et les crimes haineux;
8. Modifier la *Loi canadienne sur les droits de la personne* pour permettre aux citoyens de porter plainte contre ceux qui diffusent des propos haineux en ligne.
9. Resserrer les lois visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle;
10. Création d'une nouvelle commission de la sécurité numérique chargée de faire respecter les règles et de responsabiliser les plateformes numériques.

Notez que les nouvelles règles ne s'appliqueraient pas aux services de messagerie privée et cryptée (par exemple, WhatsApp, Signal, Telegram, etc.).

NOTE À L'ATTENTION DU MODÉRATEUR : SI LES PARTICIPANTS POSENT DES QUESTIONS SUR LES PARTICULARITÉS DES CINQ ÉLÉMENTS CLÉS (C'EST-À-DIRE LES SEPT TYPES DE CONTENUS PRÉJUDICIALES, LA DÉFINITION DU CRIME HAINEUX/DE LA PROPAGANDE HAINEUSE ET DU DISCOURS HAINEUX), NOTEZ QUE CES ÉLÉMENTS SERONT ABORDÉS SOUS PEU ET QUE NOUS NE NOUS INTÉRESSONS QU'À LEURS RÉACTIONS INITIALES.

- Votre première impression de ces mesures est-elle positive, négative, ou ni positive ni négative? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Avez-vous des préoccupations ou des questions concernant l'un ou l'autre des éléments de cette liste?

Je vais maintenant vous présenter à l'écran quelques détails supplémentaires concernant la *Loi sur les préjudices en ligne*. Si cette loi est adoptée, elle obligera les plateformes numériques à prendre les mesures suivantes :

AFFICHER À L'ÉCRAN

Les plateformes numériques seraient tenues de **retirer** les contenus suivants dans les 24 heures :

- Contenu représentant la victimisation sexuelle d'enfants ou perpétuant la victimisation de survivants et survivantes;
- Contenu intime communiqué de façon non consensuelle.

Les plateformes seraient également tenues de réduire l'exposition à sept types de contenu préjudiciable :

- Contenu fomentant la haine;
 - Contenu incitant à l'extrémisme violent ou au terrorisme;
 - Contenu incitant à la violence;
 - Contenu visant à intimider un enfant;
 - Contenu poussant un enfant à se porter préjudice.
-
- Concernant les deux premiers types de contenu préjudiciable énumérés ci-dessus (c'est-à-dire les deux premiers points centrés) et l'obligation des plateformes rendre ces contenus inaccessibles, est-ce à votre avis une exigence que le gouvernement du Canada devrait imposer aux plateformes? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Avez-vous des questions ou préoccupations?
 - En quoi cette exigence contribuerait-elle, le cas échéant, à la sécurité des Canadiens en ligne? Et plus particulièrement à la sécurité des enfants?

Passons maintenant aux cinq types de contenu dont les plateformes seraient tenues de réduire l'exposition (c'est-à-dire les cinq derniers points centrés)...

- Le gouvernement du Canada devrait-il se focaliser sur ces types de contenus préjudiciables? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Y a-t-il, à votre avis, d'autres types de contenus préjudiciables qui devraient être pris en compte?
- Y a-t-il des éléments de cette liste qui, selon vous, ne devraient pas y figurer?

Je vais maintenant vous fournir d'autres détails concernant le projet de loi visant à réduire l'exposition aux contenus préjudiciables...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les règles proposées visent essentiellement à s'assurer que les plateformes numériques évaluent le risque d'exposition à du contenu préjudiciable pour ensuite adopter des mesures pour réduire ces risques.

À titre d'exemple, les plateformes numériques seraient tenues de fournir aux utilisateurs et utilisatrices des lignes directrices et des outils leur permettant de signaler tout contenu préjudiciable et de bloquer d'autres utilisateurs et utilisatrices. Les plateformes seraient également tenues de mettre en place un point de contact interne pour recevoir les plaintes des utilisateurs et des utilisatrices ou leur prodiguer des conseils.

Elles seraient en outre tenues d'étiqueter les contenus préjudiciables dont elles ont des raisons de penser qu'ils sont créés et amplifiés au moyen de communications automatisées par des programmes informatiques (par exemple, des robots).

- Avez-vous des questions ou des préoccupations de ce que je viens de vous présenter?

Je vais maintenant vous fournir d'autres détails concernant le projet de loi qui ont trait aux enfants...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Les plateformes numériques seraient également tenues de prendre en compte les intérêts des enfants au moment de concevoir des produits et des fonctionnalités. À titre d'exemple :

- Concevoir des fonctionnalités pour limiter l'exposition à du contenu préjudiciable, notamment au contenu sexuel explicite, au contenu intimidant ou incitant à se porter préjudice;
- Inclure des paramètres de contrôle parental et de recherche sécuritaire afin que certains types de contenu soient inaccessibles lors d'une recherche.
- Concevoir des fonctionnalités limitant le défilement et la lecture automatique dans l'intérêt des enfants.
- Interdire aux utilisateurs adultes d'envoyer des messages à des enfants ne faisant pas partie de leur réseau.

En résumé, le projet de loi vise essentiellement à réduire l'exposition aux contenus préjudiciables, plutôt qu'à exiger des services en ligne qu'ils les retirent, sauf dans les deux types de cas que nous



avons précédemment évoqués. AU BESOIN, LE MODÉRATEUR RAPPELLERA CE QUI SUIVRAUX PARTICIPANTS : Tout contenu représentant une victimisation sexuelle d'enfants ou perpétuant la victimisation de survivantes et survivants. Tout contenu intime communiqué de façon non consensuelle.

- L'approche du gouvernement fédéral est-elle à votre avis appropriée, à savoir de demander aux plateformes d'évaluer le niveau de risque d'exposition à du contenu préjudiciable et de faire des choix conceptuels afin de minimiser ce risque, plutôt que de leur demander de le supprimer (dans la plupart des cas)? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Y a-t-il une approche différente que vous souhaiteriez qu'adopte le gouvernement du Canada pour remédier à cette problématique?
- Ces exigences auront-elles, selon vous, un impact majeur, mineur ou aucun impact sur la sécurité en ligne et la quantité de contenus préjudiciables auxquels les Canadiens sont exposés? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Selon vous, le gouvernement du Canada parviendra-t-il à faire en sorte que les plateformes numériques respectent leurs obligations?

Le projet de loi prévoit également la création d'une commission de la sécurité numérique chargée de faire respecter les règles et de demander aux plateformes de rendre des comptes. Cette commission serait responsable d'ordonner le retrait de tout contenu s'inscrivant dans l'une ou l'autre des deux catégories dont nous avons discuté.

- À quel point pensez-vous que cette commission de la sécurité numérique serait efficace, le cas échéant, pour garantir que les plateformes protègent leurs utilisateurs?
- Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant cette commission?

Pour ce qui est du discours haineux, la proposition comprend une définition de ce type de discours, basée sur des décisions de la Cour suprême du Canada.

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le « discours haineux » serait défini comme suit :

Tout contenu d'une communication exprimant de la détestation ou diffamatoire à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes en se fondant sur un motif de distinction illicite (soit la race,

l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, l'état matrimonial, la situation de famille, les caractéristiques génétiques, le handicap ou la condamnation pour un crime pour lequel la personne accusée a obtenu le pardon ou dont le casier judiciaire a été suspendu).

Pour constituer une pratique discriminatoire, le discours haineux doit être communiqué de manière à fomenter l'aversion ou la diffamation d'une personne ou d'un groupe

Un discours n'entrerait **pas** dans la définition du discours haineux simplement parce qu'il exprime de l'aversion ou du dédain, ou parce qu'il discrédite, humilie, blesse ou offense.

- Cette définition est-elle claire selon vous? Vous semble-t-elle raisonnable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Le gouvernement devrait-il à votre avis inclure le discours haineux dans la législation? Pourquoi ou pourquoi pas?
- SI UN PARTICIPANT ÉTAIT AU COURANT DU PROJET DE LOI SUR LES PRÉJUDICES EN LIGNE LORS DE LA DISCUSSION INITIALE, LE MODÉRATEUR DEVRA POSER LA QUESTION SUIVANTE : Certains d'entre vous ont précédemment affirmé avoir entendu parler du projet de loi sur les préjudices en ligne. L'information fournie ici correspond-elle à ce que vous avez entendu, ou aviez-vous une perception différente de l'objet de cette loi?

IMMIGRATION (20 minutes) Québec, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec

Québec J'aimerais maintenant parler d'un tout autre sujet...

- Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec Avez-vous lu, vu ou entendu des nouvelles récentes se rapportant à l'immigration au Canada ou au Québec?
 - Que pensez-vous de ce que vous avez lu, vu ou entendu?
- Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec Comment décririez-vous l'état général actuel du système d'immigration au Canada?
- Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec Quels sont, selon vous, les avantages liés au fait d'accueillir de nouveaux immigrants au Canada?

- **Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec** Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'énoncé suivant? : « Le Canada doit accueillir davantage de nouveaux immigrants pour contrer les pénuries de main-d'œuvre et contribuer à la croissance de l'économie. »
 - Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- **Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec** Avez-vous de quelconques appréhensions concernant l'accueil de nouveaux immigrants?
 - SI OUI : Quelles sont vos appréhensions?
 - Que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre à ces préoccupations?
- **Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec** Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
 - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada, que ce soit sur le plan social ou économique ?
- **Québec, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec** Avant de passer à la section suivante, avez-vous d'autres réflexions dont vous voudriez nous faire part concernant le système d'immigration canadien?

Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal Je vais maintenant aborder un sujet complètement différent. Lorsqu'on vous a invités à participer à ce groupe, chacun de vous a dit avoir déménagé au Canada au cours des 10 dernières années...

- **Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal** Comment décririez-vous votre expérience globale du processus d'immigration au Canada?
 - Qu'avez-vous pensé des délais de traitement des demandes? Avez-vous rencontré des difficultés en cours de route?
 - Après votre arrivée, avez-vous pu facilement accéder aux services qui sont offerts aux nouveaux arrivants?
 - Qu'est-ce qui a bien fonctionné?
 - Qu'est-ce qui aurait pu être amélioré?
 - Avez-vous reçu tous les services dont vous aviez besoin?
 - SI NON : Quels sont les services dont vous aviez besoin et que vous n'avez pas reçus?

- **Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal** À votre avis, le gouvernement du Canada porte-t-il suffisamment attention aux immigrants récents? Pourquoi ou pourquoi pas?
- **Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal** Que devrait faire le gouvernement du Canada pour soutenir les immigrants récents?
- **Grande région de Montréal immigrants récents** Dans l'ensemble, diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie pour ce qui est de gérer le système d'immigration? Pourquoi?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, réduire ou maintenir le taux d'immigration à peu près au même niveau? Pourquoi?
 - SI AUGMENTER OU RÉDUIRE : Quels impacts cela aurait-il au Canada?
- **Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal** Quelle importance revêtent, le cas échéant, les enjeux liés à la reconnaissance des titres de compétence étrangers?

Grande région de Montréal immigrants récents ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : La reconnaissance des titres de compétences étrangers survient lorsque le gouvernement fédéral, provincial ou territorial détermine qu'une licence ou un certificat obtenu à l'extérieur du Canada répond aux normes canadiennes, de manière à ce qu'un travailleur puisse occuper un emploi spécialisé. Les médecins, les comptables et les électriciens sont des exemples d'emplois spécialisés.

- **Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal** Est-ce que quelqu'un parmi vous est personnellement touché par des problèmes liés à la reconnaissance des diplômes étrangers, ou l'un d'entre vous a-t-il un proche parent qui l'est?
- **Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal** À votre connaissance, qu'a fait le gouvernement du Canada, le cas échéant, pour résoudre les problèmes liés à la reconnaissance des diplômes étrangers?
- **Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal** Que devrait faire le gouvernement du Canada à ce sujet?

TRAVAILLEURS SANS STATUT (20 minutes) Québec, Ontario, millénariaux de grands centres de la C.-B., régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique

J'aimerais maintenant vous parler des personnes sans statut au Canada...

- Connaissez-vous les termes « travailleurs sans statut » ou « sans-papiers »?
 - Que veut-on dire par « personnes sans statut »?

ÉCLAIRCISSEMENTS :

Les personnes sans statut sont des particuliers vivant au Canada sans statut d'immigrant légal. Le terme « personne sans statut » peut désigner une personne dont le permis de travail, d'études ou dont le titre de voyage a expiré, une personne ayant présenté une demande de statut de réfugié qui lui a été refusée, ou une personne qui est entrée au Canada par des voies non officielles.

Les personnes sans statut sont souvent employées comme auxiliaires de vie ou aides-soignants dans des établissements de soins de longue durée, ou dans des secteurs comme celui de la construction et de l'agriculture.

- Quelle serait votre estimation du nombre de personnes sans statut au Canada?
- Pensez-vous que les personnes sans statut devraient se voir offrir la possibilité d'obtenir un statut de résident permanent et la citoyenneté?
 - Pourquoi ou pourquoi pas?

Compte tenu du fait que de nombreuses personnes sans statut ne paient pas d'impôts sur le revenu et occupent des emplois pour lesquels des pénuries de main-d'œuvre se font souvent sentir, existe-t-il un argument économique justifiant de leur offrir une voie d'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté?

MESSAGES SUR LES MÉDIAS SOCIAUX À PROPOS DES ALIMENTS SUPPLÉMENTÉS (30 à 35 minutes)

Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba

Immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba

Maintenant, passons à un tout autre sujet...

- Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba J'aimerais que vous répondiez à ma prochaine question en levant la main, seulement si vous êtes à l'aise de partager cette information : Qui est présentement enceinte ou qui allaite, ou qui a été enceinte ou qui allaitait au cours des cinq dernières années?
 - SI PERSONNE NE L'A ÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES : Et au cours des dix dernières années?

Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba

Nous avons deux messages sur les médias sociaux à vous montrer concernant les aliments supplémentés. Dans le cas du premier

message, nous avons deux choix d'images. Les messages sont destinés aux femmes enceintes et/ou qui allaitent. Notre personnel technique va vous présenter les messages séparément, puis ensemble. Lorsque tout le monde les aura lus, nous discuterons ensemble de vos réactions.

Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba

AFFICHER À L'ÉCRAN : *Le modérateur affichera chaque message un par un à l'écran, puis les deux en même temps.*

- Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Quelle est votre réaction générale à ces messages sur les médias sociaux?
 - Qu'est-ce qui vous plaît, le cas échéant? Pourquoi?
 - Qu'est-ce qui vous déplaît, le cas échéant? Pourquoi?

- Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Les remarqueriez-vous? Attireraient-ils votre attention? Sont-ils mémorables? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal SI LES GRAPHIQUES NE SONT PAS MENTIONNÉS : Que pensez-vous de l'utilisation d'une personne réelle ou d'un emballage alimentaire factice comme visuel?
 - Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Pour la première poste, que pensez-vous de l'idée d'afficher un couple au lieu de plusieurs personnes enceintes?
 - Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Avez-vous des suggestions pour que l'un ou l'autre de ces messages capte plus l'attention, en particulier celle des femmes enceintes ou qui allaitent?

- Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Si vous voyiez ces images, vous inciteraient-elles à faire quelque chose? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - SI OUI : Qu'est-ce que cela vous motiverait à faire?
 - Les 'aimeriez' vous ou les partageriez-vous? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Laisseriez-vous un 'commentaire'?
 - SI OUI : Qu'écririez-vous?



- Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Y a-t-il des éléments qui manquent de clarté ou qui portent à confusion? Expliquez.
 - Quelque chose vous a-t-il surpris? Avez-vous appris quelque chose?
 - Comment pourrait-on améliorer les messages?

Messages supplémentaires

Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Nous avons quelques messages supplémentaires pour les médias sociaux que nous aimerions partager et qui pourraient être utilisés avec les graphiques que nous avons déjà examinés ou dans d'autres publications.

Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec

AFFICHER À L'ÉCRAN : *Le modérateur montre les messages supplémentaires*

- Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Que pensez-vous de ces messages?
- Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba Y a-t-il des mots ou des phrases que vous trouvez particulièrement convaincants?
 - Certains posent-ils problème? Pourquoi?

ENJEUX INTERGÉNÉRATIONNELS (30 minutes) Millénariaux de centres de taille moyenne de la C.-B., Canadiens de la génération Z de Toronto

Changeons à nouveau de sujet...

J'aimerais procéder à un rapide vote à main levée.

- DEMANDER POUR CHACUN DES ÉLÉMENTS SUIVANTS : Levez la main si vous estimez que **[INSÉRER UN DES ÉLÉMENTS FIGURANT CI-DESSOUS]** _____ est aujourd'hui meilleur(e), pire ou à peu près le ou la même que lorsque vos parents avaient votre âge.
 - La situation économique
 - Le mode de vie de la classe moyenne
 - La situation du logement
 - L'égalité sociale

- Pour ceux qui ont répondu « à peu près le ou la même » pour tous ces éléments, qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pour ceux qui ont répondu que tous ces éléments étaient aujourd'hui meilleurs, qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Pour ceux qui ont répondu que tous ces éléments étaient pires aujourd'hui, qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- D'après vous, qu'est-ce qui est à l'origine de ces changements?
 - SONDER SI NÉCESSAIRE : La pandémie de COVID-19, la récession, les décisions prises par les grandes entreprises, les politiques gouvernementales, les facteurs mondiaux, etc.?
- Diriez-vous que vos propres objectifs et le mode de vie auquel vous aspirez sont semblables à ceux de vos parents ou différents des leurs? En quoi sont-ils semblables ou différents?
- Comme vous le savez peut-être, le gouvernement du Canada présente chaque année un budget définissant ses priorités pour l'année à venir. Si vous deviez citer une seule priorité que le gouvernement du Canada devrait inclure dans le prochain budget fédéral, quelle serait-elle?

Je vais vous afficher quelques mesures que le gouvernement du Canada pourrait prioriser dans son prochain budget...

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Demander aux Canadiens les plus fortunés de payer un peu plus d'impôt pour donner à tous une chance équitable de réussir
- Rendre le logement plus abordable pour que votre génération puisse progresser.
- Garantir des emplois et investir dans l'économie de demain
- Que diriez-vous si le gouvernement du Canada priorisait ces mesures?
 - Ces mesures devraient-elles constituer une priorité majeure, mineure ou ne pas constituer une réelle priorité du gouvernement du Canada? Pourquoi?
 - Remplacerez-vous une ou plusieurs de ces priorités par d'autres priorités?
 - SI OUI : Par quelle(s) priorité(s) les remplacerez-vous?

BUDGET (35 minutes) Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec

Passons à un autre sujet ...

- À votre avis, comment se porte l'économie canadienne dans son ensemble? Pourquoi êtes-vous de cet avis? (AU BESOIN : Et en matière de croissance, de création d'emplois, d'inflation?)
 - SI L'ÉCONOMIE SE PORTE MAL : Que faudrait-il qu'il se passe pour que vous commenciez à être optimiste concernant l'économie canadienne?

Comme vous le savez peut-être, le gouvernement du Canada présentera bientôt un nouveau budget exposant ses priorités en matière de dépenses pour le prochain exercice financier.

SONDAGE : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous sélectionniez les éléments que devrait, selon vous, privilégier le gouvernement du Canada dans le prochain budget. Vous pouvez choisir un maximum de trois éléments. LE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE AFFICHERA LES TITRES À L'ÉCRAN ET LE MODÉRATEUR EN FERA LA LECTURE AVANT DE PROCÉDER AU SONDRAGE.

Abordabilité et coût de la vie

Ouvrir des voies vers la classe moyenne

Augmenter l'offre de logements

Accroître l'offre de bonnes carrières

Aider les Canadiens à épargner en vue de leur retraite

Protéger l'octroi de prestations de vieillesse

Lutter contre le changement climatique

Assurer la saine gestion d'un plan responsable en matière de dépenses publiques

Améliorer le système de soins de santé

Augmenter les impôts des Canadiens les plus fortunés

- LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX : Pourquoi avez-vous fait ce choix?
- LE MODÉRATEUR S'ARRÊTERA À « AUGMENTER L'OFFRE DE LOGEMENTS » : L'une des mesures que le gouvernement du Canada pourrait prendre afin d'augmenter l'offre de logements serait de faire construire plus de logements sur les terres publiques.
 - Que signifie pour vous le terme « terres publiques »? Est-ce que vous imaginez des espaces verts? Des terrains vagues? Des immeubles de bureaux?
 - Qu'en est-il des « terres du gouvernement »? Est-ce que cela signifie la même chose ou autre chose?

- Qu'en est-il des « terres fédérales »? Est-ce que cela signifie la même chose ou autre chose?
 - Quel genre de logements vous attendez-vous à voir construits sur des terres publiques?
 - Êtes-vous pour ou contre ce genre d'initiatives de la part du gouvernement du Canada? Pourquoi?
- Lorsqu'on parle des « Canadiens les plus fortunés », qui ou qu'est-ce qui vous vient à l'esprit?
 - Quel est, selon vous, le revenu annuel moyen des « Canadiens les plus fortunés »? (Demander au besoin : 150 000 \$ ou plus, 250 000 \$, 500 000 \$, plus que cela?)
- À MAIN LEVÉE : Qui, parmi vous, estime faire partie de la classe moyenne?
- Selon vous, que signifie être de la classe moyenne?
 - À quoi ressemble, d'après vous, un mode de vie propre à la classe moyenne?
- Qu'entend-on, selon vous, par « ouvrir des voies vers la classe moyenne »?
 - Quelles sont les voies vers la classe moyenne?
 - Comment le gouvernement du Canada peut-il soutenir au mieux les personnes qui tentent de rejoindre la classe moyenne?
 - Quels types d'investissements aideraient, selon vous, les Canadiens à rejoindre la classe moyenne et à y demeurer?
 - Le gouvernement du Canada devrait-il prioriser de tels investissements? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Comment décririez-vous la performance globale du gouvernement du Canada en matière de soutien à la classe moyenne?
 - Dans quelle mesure avez-vous bon espoir, le cas échéant, que le gouvernement du Canada sera en mesure de soutenir la classe moyenne et ceux qui tentent de la rejoindre?
- Croyez-vous que le fait d'investir dans des technologies et des énergies propres favorise la croissance économique à long terme? Pourquoi ou pourquoi pas?

OFFRE DE LOGEMENTS (10 minutes) Canadiens de la génération Z de Toronto

J'aimerais maintenant qu'on se concentre tout particulièrement sur la question du logement...

En matière de logement, une mesure que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour augmenter l'offre de logements consisterait à construire davantage de logements sur des terres publiques.

- Que signifie, à votre avis, le terme « terres publiques »? Évoque-t-il des espaces verts dans votre esprit? Des terrains vagues? Des immeubles de bureaux?
 - Et le terme « terres du gouvernement »? A-t-il le même sens ou un sens différent?
 - Et le terme « terres fédérales »? A-t-il le même sens ou un sens différent?
- Quels types de demeures vous attendriez-vous à ce que l'on construise sur des terres publiques?
- Êtes-vous pour ou contre l'adoption de telles mesures par le gouvernement du Canada? Pourquoi?

CHARTRE DES DROITS DES LOCATAIRES (30 minutes) – Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario

- Par vote à main levée
 - Comment décririez-vous expérience en tant que locataire?
 - Comment décririez-vous vos droits en tant que locataire?
 - AU BESOIN : Quel est votre degré de connaissance de vos droits? Quels sont vos droits?
 - Dans quelle mesure vos droits sont-ils bien protégés?
- Quel est le rôle du gouvernement du Canada en ce qui concerne la protection des droits des locataires?
- Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en entendant les mots « Charte des droits des locataires »?
 - Quels sont les droits et protections que devrait, selon vous, comprendre une charte des droits des locataires?
 - Quelles répercussions croyez-vous qu'une charte des droits des locataires pourrait avoir sur les rapports entre locataires et propriétaires?
 - À votre avis, ces répercussions seraient-elles davantage positives ou négatives? Pourquoi?
- Que pensez-vous de la création éventuelle d'une charte des droits des locataires dans le cadre d'une collaboration entre le gouvernement du Canada, les provinces et les territoires?
 - Seriez-vous favorable à ce que le gouvernement du Canada et votre gouvernement provincial élaborent conjointement une déclaration des droits des locataires? Pourquoi?

ou pourquoi pas?

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES (45 minutes) Candidats à la propriété du sud-ouest de l'Ontario

Lorsque nous vous avons invité ici aujourd'hui, vous avez tous indiqué avoir l'intention d'acheter une propriété au cours des prochaines années...

- À main levée, qui parmi vous cherche à acheter sa première propriété?
- Comment décririez-vous votre expérience du marché du logement jusqu'à présent?
- Quels sont les principaux obstacles que vous avez rencontrés dans votre parcours pour accéder à la propriété?
 - AU BESOIN : Et le versement d'une mise de fonds pour l'achat d'une propriété?
 - SI LES PARTICIPANTS SE SENTENT À L'AISE D'EN PARLER : Comment comptez-vous financer l'achat de votre première propriété?
 - Qui parmi vous a ouvert un compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété?
 - CLARIFIER AU BESOIN : Le gouvernement du Canada a instauré le **compte d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété** permettant aux Canadiens d'épargner jusqu'à 40 000 dollars à l'abri de l'impôt pour les aider à acheter leur première propriété;
 - Quel impact ce compte a-t-il eu, le cas échéant, sur vos projets de financement résidentiel?
- Dans quelle mesure la perspective d'obtenir et de rembourser un prêt hypothécaire vous préoccupe-t-elle, le cas échéant? Quelles sont vos principales préoccupations à ce sujet?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et pour ce qui est des taux d'intérêt?
 - Comment qualifieriez-vous le taux d'intérêt actuel au Canada?
 - Au cours des prochaines années, pensez-vous que les taux d'intérêt augmenteront, diminueront ou seront à peu près les mêmes qu'aujourd'hui? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Quels sont, à votre avis, les critères que devraient prendre en compte les banques au moment de déterminer l'admissibilité à un prêt hypothécaire?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et l'historique de paiements de loyer comme critère?
- Pensez-vous que la prise en compte de l'historique des paiements de loyer aiderait ou nuirait aux personnes désireuses d'obtenir un prêt hypothécaire? Pourquoi êtes-vous de cet avis?

- Le gouvernement du Canada devrait-il attendre des banques qu'elles prennent en compte l'historique des paiements de loyer au moment de déterminer l'admissibilité à un prêt hypothécaire? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Actuellement, les taux hypothécaires sont structurés en fonction de durées d'emprunt pouvant aller jusqu'à 25 ans. Cette durée est-elle suffisante? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Que pensez-vous de la possibilité de rembourser votre prêt hypothécaire en 25 ans?
- Que penseriez-vous de la possibilité d'accorder des prêts hypothécaires sur 30 ans aux acheteurs d'une première propriété?
 - AU BESOIN : En quoi l'option d'un prêt hypothécaire sur 30 ans influencerait-elle votre volonté ou votre capacité d'acheter un logement? En quoi cette option aurait-elle une incidence sur l'abordabilité des remboursements de votre prêt hypothécaire?
 - Que penseriez-vous si cette option n'était offerte que pour les nouvelles constructions résidentielles?

Il existe de nombreuses mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour aider à remédier aux problèmes de logement.

SONDAGE : Je vais vous montrer un sondage. Je vous demanderais de choisir un maximum de 3 mesures qui selon vous pourrait avoir l'impact le plus positif. Nous discuterons ensuite de votre choix. LE RESPONSABLE DU SOUTIEN TECHNIQUE AFFICHERA LES TITRES À L'ÉCRAN ET LE MODÉRATEUR EN FERA LA LECTURE AVANT DE PROCÉDER AU SONDRAGE.

Le gouvernement du Canada pourrait...

- Consentir des investissements plus importants dans les infrastructures afin d'encourager la construction d'un plus grand nombre de logements au sein des collectivités
- Consacrer des terres appartenant à l'État à la construction de logements
- Fournir davantage de financements à faible coût aux constructeurs, afin qu'ils puissent construire davantage de logements, à moindre coût et plus rapidement.
- Taxer des terrains sous-utilisés, notamment des aires de stationnement, autrement connus sous le nom de « terrains paresseux »
- Octroyer du financement à bon marché à des organismes sans but lucratif afin d'améliorer et entretenir des propriétés locatives abordables.
- Investir dans de nouvelles méthodes de construction, comme les maisons modulaires, afin de réduire les coûts et les délais de construction.
- Améliorer le processus de reconnaissance des titres de compétence en construction et augmenter les possibilités de formation offertes aux travailleurs de la construction

LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX : Pourquoi avez-vous fait ce choix?

- Quelles sont vos réactions à cette liste de mesures?
- Est-ce qu'il y a des choses que le gouvernement du Canada ne devrait pas faire? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Y a-t-il une mesure ne figurant pas dans cette liste que devrait prendre le gouvernement du Canada pour soutenir la construction d'un plus grand nombre de logements?

TARIFICATION DU CARBONE (35 minutes) Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique

Régions urbaines du Manitoba Passons à d'autres initiatives du gouvernement du Canada...

Canada atlantique J'aimerais que nous nous concentrions tout particulièrement sur la pollution par le carbone...

- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** À quel point est-il important pour le gouvernement du Canada de réduire la pollution par le carbone au Canada? Pourquoi?
- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** Qu'avez-vous lu, vu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la tarification du carbone au Canada?
- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** À votre connaissance, la pollution par le carbone est-elle tarifée aujourd'hui (au Canada atlantique/Manitoba)?
- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** Quel est le principal objectif de la tarification du carbone?
- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** Dans quelle mesure estimez-vous que la tarification du carbone a été efficace jusqu'à présent?
- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** Qu'avez-vous vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet de la Remise canadienne sur le carbone?
 - Que vous en ayez entendu parler ou pas, en quoi consiste-t-elle, selon vous?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

La tarification de la pollution par le carbone crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à polluer moins.

La Remise canadienne sur le carbone est un montant non imposable versé pour aider les particuliers et les familles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution.

Le montant que peut s'attendre à recevoir une famille de 4 personnes au Manitoba est de 1 200 dollars. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % en plus du montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

Canada atlantique AFFICHER A L'ÉCRAN :

La tarification fédérale de la pollution crée un incitatif financier encourageant particuliers et entreprises à polluer moins.

La Remise canadienne sur le carbone est un montant non imposable versé pour aider les particuliers et les familles à compenser le coût de la tarification fédérale de la pollution.

En prenant pour exemple Terre-Neuve, une famille de 4 personnes peut s'attendre à recevoir environ 1 200 \$. Les résidents de petites collectivités ou de collectivités rurales reçoivent un supplément de 10 % en plus du montant de base de la remise. À compter d'avril 2024, le gouvernement doublera le supplément rural, qui passera à 20 %, en raison des besoins énergétiques accrus des populations rurales et de leur accès limité à des moyens de transport.

INFORMATION À L'INTENTION DU MODÉRATEUR, AU BESOIN :

MONTANTS ANNUELS PAR PROVINCE POUR UNE FAMILLE DE 4 PERSONNES :

T.-N. : 1 192 \$

N.-B. : 760 \$

N.-É. : 824 \$

Î.-P.-É. : 880 \$

- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** Quelles sont vos réactions à cette information?
 - Ce système vous semble-t-il juste? Vous semble-t-il abordable?



- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** D'après ce que vous savez sur la tarification de la pollution par le carbone et la remise, êtes-vous pour ou contre le système de tarification du carbone mis en place par le gouvernement du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** À votre connaissance, est-ce que vous ou une autre personne de votre ménage avez reçu ce paiement?
 - SI OUI : Pensez-vous que la tarification du carbone vous rapporte plus qu'elle ne vous coûte? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- **Régions urbaines du Manitoba** Le ministère des Finances du Canada a calculé que le ménage moyen au Manitoba recevra 365 \$ de plus que ce qu'il aura payé cette année. Cela change-t-il votre point de vue?
- **Canada atlantique** Le ministère des Finances du Canada a calculé que le ménage moyen recevra 303 \$ de plus que ce qu'il aura payé cette année. Cela change-t-il votre point de vue?

INFORMATION À L'INTENTION DU MODÉRATEUR, AU BESOIN :

BÉNÉFICE NET D'UN MÉNAGE MOYEN PAR PROVINCE :

T.-N. : 303 \$

N.-B. : 183 \$

N.-É. : 157 \$

Î.-P.-É : 173 \$

- **Régions urbaines du Manitoba, Canada atlantique** Avez-vous des suggestions pour améliorer le système de tarification fédéral?
 - S'IL EST MENTIONNÉ DE L'ABOLIR : Que feriez-vous à la place, le cas échéant, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre au Canada?

THERMOFLATION (10 minutes) Canada atlantique

- Avez-vous déjà entendu parler du terme « thermoinflation »?
 - Que signifie ce terme à votre avis?
- Et le terme « inflation climatique »?
 - Que signifie ce terme à votre avis?

AFFICHER À L'ÉCRAN :



On parle d'inflation climatique lorsque des chaleurs extrêmes occasionnées par le changement climatique font augmenter le prix des aliments et d'autres articles entraînant des taux d'inflation plus élevés. Cela se produit lorsque des récoltes sont endommagées par la chaleur, ce qui fait augmenter le prix d'aliments comme la farine.

L'inflation climatique est un terme générique englobant toutes les façons dont le changement climatique peut entraîner une hausse des prix, y compris, mais sans s'y limiter, les chaleurs extrêmes. Elle reflète l'impact économique global d'un climat changeant, y compris les perturbations dans la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des coûts de refroidissement, parmi d'autres effets.

- À quel point le changement climatique a-t-il un impact, le cas échéant, sur le coût de la vie?
- À quel point la thermoflation et l'inflation climatique constituent-elles un problème, le cas échéant?

FISCALITÉ (35 minutes) Canada atlantique

Passons à un autre sujet...

- À votre avis, combien faut-il gagner pour être considéré riche?
- À part le niveau de revenu, comment définissez-vous la richesse?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et le fait de posséder des biens de valeur?
 - À votre avis, quels sont les biens de valeur que possèdent habituellement les gens fortunés?
- Estimez-vous que les Canadiens fortunés paient leur juste part d'impôts? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
- Comment réagiriez-vous si le gouvernement du Canada créait un impôt sur la fortune que devraient payer chaque année les Canadiens les plus fortunés?
 - Seriez-vous d'accord pour que cet impôt s'applique spécifiquement au 1 % des personnes touchant les revenus les plus élevés au Canada? S'agirait-il d'une mesure équitable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quels sont certains des avantages ou des coûts associés à un impôt sur la fortune?
- Seriez-vous favorable à la création d'un impôt sur la fortune? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Existe-t-il des options de rechange à l'impôt sur la fortune?
 - SI OUI : Lesquelles?
- J'aimerais procéder à un rapide vote à main levée. Qui parmi vous a entendu parler de « gains en capital » avant aujourd'hui?
 - SI ENTENDU : En quoi consistent les gains en capital?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez une idée de ce que pourraient être les gains en capital?

FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :

Les gains en capital sont les profits que réalisent les gens en vendant des actifs de valeur pour un montant supérieur à celui qu'ils ont initialement payé pour les acquérir. Des gains en capital peuvent être réalisés à partir de biens de valeur comme les biens immeubles, les actions et les obligations, les fonds communs de placement, les métaux précieux, les œuvres d'art et les objets de collection, les cryptomonnaies, les véhicules, les biens personnels, entre autres.

À titre d'exemple, si vous avez acheté pour 100 \$ d'actions et que vous les vendez à 150 \$ deux ans plus tard, vous réalisez un gain en capital de 50 \$.

- Qui parmi vous a déjà réalisé des gains en capital ou connaît quelqu'un qui a réalisé des gains en capital?
- Lorsque vous pensez à des personnes qui gagnent de l'argent en réalisant des gains en capital, quels types de personnes vous viennent à l'esprit, le cas échéant?

Au Canada, les gains en capital sont imposables. Toute personne qui vend un bien de valeur à un prix supérieur à son coût initial doit payer des impôts sur le gain en capital.

- Estimez-vous que les gains en capital devraient être imposables? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quels impacts, le cas échéant, un impôt sur les gains en capital pourrait-il avoir?
- Si vous pouviez décider d'un taux, à quel taux compris entre 0 et 100 % fixeriez-vous l'impôt sur les gains en capital? À titre d'exemple, imaginons que quelqu'un ait réalisé un gain en capital de

50 000 \$. Quelle portion de cette somme devrait être soumise à l'impôt — la totalité (c'est-à-dire un taux de 100 %), aucune portion (0 %), ou un taux compris entre 0 % et 100 %?

- SI UN TAUX COMPRIS ENTRE 0 % et 100 % : À quel taux? Veuillez expliquer votre raisonnement.
 - Qui bénéficierait le plus d'une réduction de l'impôt sur les gains en capital?
 - Qui bénéficierait le plus d'une augmentation de l'impôt sur les gains en capital?
-
- En quoi, le cas échéant, des modifications de l'impôt sur les gains en capital vous affecteraient-elles personnellement ou affecteraient-elles des personnes de votre entourage?
 - Pensez-vous qu'il soit plus ou moins juste d'imposer les gains en capital provenant de certains types de biens plutôt que d'autres?
 - SI OUI : Quels biens? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et les gains en capital sur les biens immeubles? Que pensez-vous de l'impôt sur les gains en capital s'appliquant aux biens immeubles? Avez-vous des préoccupations?
 - SI OUI : Quelles sont ces préoccupations?

Le Canada a prévu un allègement fiscal appelé « L'exemption pour résidence principale » qui permet aux Canadiens d'éviter de payer de l'impôt sur la vente de leur résidence principale. En d'autres mots, cela signifie que l'impôt sur les gains en capital ne s'applique que lorsque des personnes possédant plusieurs propriétés immobilières vendent celles qu'ils n'habitent pas.

- Cela vous semble-t-il juste? Pourquoi ou pourquoi pas?

CONCLUSION (5 minutes) Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Annexe C – Concepts publicitaires

Concepts publicitaires pour aliments supplémentés de gouvernement du Canada

Concept 1 (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal, Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec, régions urbaines du Manitoba)

 **Healthy Canadians** 

You will start seeing a supplemented food facts table on supplemented foods. This new table will help you know what you're eating or drinking to ensure the health and safety of you and your baby.

canada.ca/SupplementedFoods

#SupplementedFoods
#NutritionLabelling
#SafePregnancy



Learn more about the new supplemented food facts table

CANADA.CA/HEALTH 

 **Canadiens en santé** 

Vous commencerez à voir un tableau des renseignements sur les aliments supplémentés. Ce nouveau tableau vous aidera à savoir ce que vous mangez ou buvez afin de veiller à votre santé et à votre sécurité ainsi qu'à celles de votre bébé.

canada.ca/AlimentsSupplementes

#AlimentsSupplémentés
#ÉtiquetageNutritionnel



Apprenez-en plus sur le nouveau tableau des renseignements sur les aliments supplémentés

CANADA.CA/SANTE 

Les deux images comportent des messages de média social identiques. Le message de l'image de gauche est en anglais, et celui de droite est en français.

Le message de gauche provient du compte certifié « Healthy Canadians ». On peut y lire la légende suivante : *“You will start seeing a supplemented food facts table on supplemented foods. This new table will help you know what you're eating or drinking to ensure the health and safety of you and your baby”*.

Sous la légende, figure le lien « canada.ca/SupplementedFoods » et divers mots-clés : « #SupplementedFoods, #NutritionLabelling, #SafePregnancy ». En dessous figure une image sur laquelle figurent deux bouteilles transparentes contenant un liquide jaune, l'une apparaissant de face et l'autre de dos. La bouteille de gauche comporte une étiquette sur laquelle figure la marque, tandis qu'à droite, on aperçoit l'étiquette nutritionnelle au dos de la bouteille. À droite de la bouteille figure une légende comportant des flèches pointant vers un tableau de la valeur nutritive sur laquelle on peut lire : « *Learn more about the new supplemented food facts table* ». Au bas du message figure une

bannière bleue à la droite de laquelle figure le logo du gouvernement du Canada et l'inscription « CANADA.CA/SHEALTH » en blanc à gauche.

Le message de droite provient du compte certifié « Canadiens en santé ». La première légende se lit comme suit : « *Vous commencerez à voir un tableau des renseignements sur les aliments supplémentés. Ce nouveau tableau vous aidera à savoir ce que vous mangez ou buvez afin de veiller à votre santé et à votre sécurité ainsi qu'à celles de votre bébé* ». Sous la légende figurent le lien « canada.ca/AlimentsSupplementes » ainsi que les mots-clics « #AlimentsSupplementes et #EtiquetageNutritionnel ». La légende de l'image est la suivante : « *Apprenez-en plus sur le nouveau tableau de renseignements sur les aliments supplémentés* ».

Concept 2 (Ontario, immigrants récents de la région métropolitaine de Montréal)



Deux images comportant des messages de média social identiques. Le concept de gauche est en anglais, et celui de droite est en français.

Le message de gauche provient du compte certifié « Healthy Canadians ». On peut y lire la légende suivante : « *Some #SupplementedFoods are not recommended for people who are pregnant or breastfeeding because of the type or amount of supplemental ingredients in them. #ReadTheLabel and look for the new caution identifier when shopping for foods* ». Sous la légende figure le lien suivant : « canada.ca/SupplementedFoods ». L'image d'une femme enceinte vêtue d'une chemise à boutons blanche sur fond rose figure également sous la légende. On l'aperçoit exhibant et tenant son ventre avec un air étonné. À gauche de la femme figure une légende en blanc sur fond bleu sur laquelle on peut lire ce qui suit : « *Some supplemented foods are not recommended for you* ». Au bas du message figure une bannière bleue à la droite de laquelle figure le logo du gouvernement du Canada et l'inscription « CANADA.CA/SHEALTH » en blanc à gauche.

Le message de droite provient du compte certifié « "Canadiens en santé" ». On peut y lire la légende suivante : « *Certains #AlimentsSupplementes sont déconseillés aux personnes enceintes ou qui allaitent en*

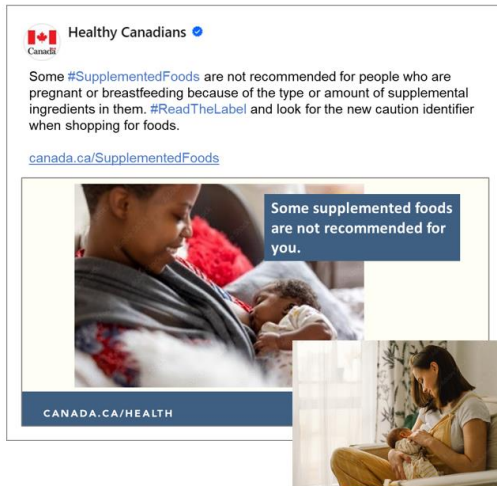
raison du type ou de la quantité d'ingrédients supplémentaires qu'ils contiennent. #LisezLEtiquette et repérez le nouvel identifiant de mise en garde lorsque vous achetez des aliments". Sous la légende figure le lien suivant : « canada.ca/AlimentsSupplementes ». La légende de l'image est la suivante : « Certains aliments supplémentés sont déconseillés pour vous ». Sous l'image figure une bannière bleue sur laquelle figure le logo du gouvernement du Canada à droite et « CANADA.CA/SANTE » à gauche.

Concept 3 (Canadiens de la classe moyenne issus de grands centres du Québec)



Sur cette image figurent un marquage et des légendes identiques en français tout comme les messages de média social français précédents. Deux choix d'images sont proposés. Sur la première figurent un homme et une femme enceinte assis l'un à côté de l'autre et souriant pour la photo. L'homme et la femme ont les mains posées sur le ventre de la femme. Sur la deuxième figure un groupe de femmes enceintes de diverses communautés ethniques se tenant toutes debout les unes à côté des autres en se tenant le ventre tout en souriant et bavardant.

Concept 4 (Régions urbaines du Manitoba)



Sur l'image figure un message de médias social provenant du compte vérifié « Healthy Canadians ». On peut y lire la légende suivante : « *Some #SupplementedFoods are not recommended for people who are pregnant or breastfeeding because of the type or amount of supplemental ingredients in them. #ReadTheLabel and look for the new caution identifier when shopping for foods* ».

Sous la légende figure le lien suivant : « canada.ca/SupplementedFoods ». Également sous la légende figurent deux choix d'image. Sur la première image, on peut voir une femme souriante allaitant son bébé en gros plan. Sur la seconde image, on aperçoit en plan plus éloigné et sous un angle différent une autre femme en train d'allaiter son bébé. La légende de la première image est la suivante : « *Some supplemented foods are not recommended for you* ». Au bas de la première image figure une bannière bleue à la droite de laquelle se trouve le logo du gouvernement du Canada ainsi que l'inscription « CANADA.CA/HEALTH » en blanc à gauche.